TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 17 - septembre 1983 — LA VÉRITÉ — Prix : 10 franc

31 AOUT 1983 :

Puissantes manifestations dans toute la Pologne

(lire page 4)

Gdansk, le 31 août : Lech Walesa au monument érigé à la mémoire des travailleurs des chantiers navals assassinés par la bureaucratie en 1970.

Les dossiers de Tribune

I. L'Afrique du Sud
II. Les partis, les syndicats
III. L'apartheid
IV. L'économie

La Conférence anti-impérialiste de Bogota

(lire pages 12, 13, 14)

TCHECOSLOVAQUIE :

« Réformes de structures » ou révolution politique

(une étude de J. Tesar)

(lire pages 5, 6)

Révolution et contre-révolution en Amérique latine

AVEC une force de plus en plus grande, les événements s'ordonnent autour de plusieurs ordres de facteurs que nous pouvons énumérer ainsi.

La politique de Reagan en Amérique centrale cherche avant tout à liquider le gouvernement sandiniste. Reagan, par la pression politico-militaire, essaie d'éviter une guerre ouverte. Le président US est néanmoins fermement décidé à engager les forces énormes des USA si la pression n'arrive pas aux fins de liquider le gouvernement ouvrier et paysan nicaraguayen.

Les moyens de la pression militaire sont concentrés dans l'énorme armada américaine. L'infâme servilité du gouvernement du Honduras permet l'utilisation de ce territoire par la force américaine, doublée d'une présence militaire directe, camouflée par de prétendues manœuvres à partir de ce pays, pour entreprendre des actions meurtrières. D'ores et déjà, les militaires US dirigent les actions des contras somozistes supérieurement armés contre le territoire du Nicaragua, dans des opérations de déstabilisation du gouvernement sandiniste.

Les moyens politiques comprennent la tentative d'utiliser les gouvernements latino-américains, plus particulièrement les gouvernements de la « Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) et plus largement l'OEA (Organisation des Etats américains, c'est-à-dire les gouvernements latino-américains liés par un traité de subordination aux Etats-Unis), à entrer directement dans le jeu américain.

D'une part, les contraintes de la dépendance économique qui est celle de tout le continent latino-américain envers l'impérialisme US — disposant du contrôle total de l'économie de chacun de ces pays — et d'autre part la crainte de la révolution des masses populaires sont le cadre de cette double pression exercée par Reagan sur les bourgeoisies nationales.

Les moyens politiques comprennent également l'utilisation par l'impérialisme US de la bureaucratie du Kremlin engagée dans la recherche de la réalisation des conditions d'un accord, dans le cadre de la coexistence pacifique.

Dans quelle situation s'exercent ces différents facteurs ? Quelles sont les nouvelles conditions mondiales dans lesquelles s'insèrent, comme parties constituantes, le mouvement de la révolution et de la contre-révolution en Amérique latine ?

Un coup d'œil en arrière pour comprendre le présent

En 1971, les décisions unilatérales prises par Nixon sur la non-convertibilité du dollar en or annoncent la marche vers la dislocation du marché mondial.

Il est nécessaire d'exposer brièvement la signification de ces décisions afin d'en apprécier toute la portée, bien que les effets en aient été retardés par la poursuite de la guerre du Vietnam.

La Deuxième Guerre mondiale a consacré la position dominante de l'impérialisme US devenu le leader de l'impérialisme mondial. La reconstruction des immenses destructions consécutives à la guerre de 1939-1945 s'est opérée sur la base de la puissance économique et financière des Etats-Unis qui a remis en marche l'économie mondiale. Mais, dès 1949, la crise s'annonce. Elle fut stoppée « grâce » à la guerre de Corée qui ouvre une phase de l'histoire économique désormais révolue, où le monde a connu, durant une trentaine d'années, le « boom » économique basé sur les formidables dépenses d'armements qui ont servi de volant d'entraînement de l'économie mondiale. Tous les partis et tendances, tant dans la bourgeoisie que dans le mouvement ouvrier et même « révolutionnaire », « y allèrent » de leurs fallacieuses théories, inventant par exemple un néo-capitalisme qui devient subitement le « capitalisme du 3e âge », sans comprendre, pour les révolutionnaires, que par là ils remettaient en cause l'analyse de Lénine sur l'impérialisme, « stade suprême » du capitalisme. D'autres, infiniment plus conscients, tel le stalinien Boccara réformant l'analyse de Marx, voyaient dans le « boom » économique la matérialisation d'un nouvel essor des forces productives.

Pour notre part, résolument fidèles aux principes du marxisme, nous avons établi que ce « boom » trouvait sa racine dans un immense gaspillage des forces productives, que l'économie d'armement transformait en « forces destructives ». Les forces productives étouffant, à l'ère de l'impérialisme, dans le cadre de l'Etat national et de la propriété privée, l'économie d'armement pouvait donner l'illusion d'un nouvel essor pour l'accumulation du capital. Mais à l'intérieur du processus d'accumulation du capital, le capital dégagé ne pouvait de façon croissante s'investir dans les secteurs productifs de l'économie mondiale bornée par le marché mondial structuré sur la propriété privée des moyens de production. L'économie d'armement a ainsi dégagé un immense capital fictif, qui, ne pouvant s'investir que partiellement dans les secteurs productifs de l'économie mondiale, a seul permis de réaliser le processus d'accumulation du capital essentiellement au travers de gigantesques spéculations. Certes, ce processus d'accumulation du capital dans la spéculation a freiné le déclenchement d'une crise dévastatrice. Néanmoins, une distorsion s'est opérée entre la réalisation de la partie (grandissante) des capitaux dégagés par l'économie d'armement non investis dans les secteurs directement productifs, et la réalisation de cette fraction (en diminution constante) s'investissant dans le secteur de la production mondiale créant les moyens de production à destination du secteur produisant des objets de consommation.

Jusqu'à un certain point, la fraction grandissante des capitaux dégagés du secteur d'armement s'est rendue « indépendante » des secteurs directement productifs de la production sociale. Mais il serait erroné de comprendre cette « indépendance » dans le sens d'une séparation totale de ces deux secteurs : le premier — le secteur d'armement — a augmenter infiniment plus vite que le second — c'est à cela que se limite son indépendance — ; mais il va de soi que le secteur d'armement reste lié au secteur directement producteur de l'économie mondiale.

Les lois du capital, dégagées par l'analyse marxiste, sont vérifiées : le déclenchement d'une crise mondiale dévastatrice a pu être freinée, mais, dès 1974, cette crise mondiale dont les effets dévastateurs ne font que commencer a révélé l'impasse où le mode de production capitaliste arrivé au stade de l'impérialisme. C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre la portée de la décision de Nixon en 1971 qui marque la volonté de l'impérialisme américain de faire retomber les charges de la crise sur les impérialismes secondaires et sur toutes les nations du monde. Dès lors, la politique de l'impérialisme américain est tout entière orientée sur la volonté d'imposer à son profit une véritable redistribution du marché mondial. Par la manipulation du taux du dollar et des taux d'intérêt, l'impérialisme US s'engage dans une véritable « guerre de rapine économique » contre ses concurrents impérialistes et tous les autres pays. Le capital financier américain n'hésite d'ailleurs pas à substituer à cette forme de « guerre de rapine économique » la guerre directement « militaire », surtout dans les pays où il est directement menacé par la révolution. C'est ainsi que nous avons une situation mondiale dont les éléments ont été mis en place sous Nixon en 1971, qui a commencé à s'affirmer sous la présidence de Carter et dont la politique mise en œuvre par Re-

(suite page

Editorial

Révolution et contre-révolution en Amérique latine

(suite de la page 1)

gan conduit à un véritable tournant dans les relations mondiales.

Considérations générales sur les conséquences en Amérique latine du tournant dans la situation mondiale

Les relations entre l'impérialisme et les pays opprimés, mais formellement indépendants comme ceux d'Amérique latine, étaient jusqu'alors définies ainsi : les bourgeoisies nationales (des pays opprimés) étaient dans une situation où elles devaient céder la plus grande partie de la plus-value extraite tant par leur propre exploitation que par celle effectuée par les grandes compagnies étrangères, et pour le reste accédaient au marché mondial, essentiellement au travers du capital financier des impérialismes oppresseurs.

Des conditions de la crise de l'économie mondiale telle que nous avons tracé le tableau à grands traits, découle la situation suivante. Il y a la nécessité pour le capital financier de s'ouvrir de « nouveaux marchés » alors que la circulation des marchandises est limitée à l'ère de l'impérialisme par la contradiction insurmontable entre le niveau atteint par les forces productives — qui tendent à se transformer en forces destructives — et la propriété privée des moyens de production.

De là, pour les pays opprimés (donc les Etats de l'Amérique latine) une situation où l'impérialisme US cherche à s'accaparer une part de plus en plus grande de la plus-value — sinon s'approprier la totalité de celle-ci. D'où une tendance à la transformation des relations de pays oppresseur à pays opprimés, formellement indépendants, en des relations de type colonial.

C'est là, il faut y insister, une tendance dont la matérialisation finale sera déterminée par la lutte des classes et la révolution. Cela dans le cadre d'une situation mondiale où la caractéristique de l'économie est avant tout celle d'une économie où les budgets d'armement rythment la marche de celle-ci. C'est l'accroissement des moyens de destruction qui occupent une place de plus en plus prépondérante, sinon déjà la place prépondérante. Cette caractéristique dégage les processus suivants :

Premièrement, le processus de réalisation du produit, c'est-à-dire de la production de marchandises destinées à être écoulées sur le marché, dans la société dominée par le capitalisme, tend à être supplanté par la réalisation du capital fictif (spéculatif) dont le poids devient de plus en plus prépondérant dans l'économie.

Deuxièmement, en raison même des difficultés de réalisation du produit, en relation avec les bornes du marché mondial, des branches entières des secteurs productifs (sidérurgie, chantiers navals, mines, etc.) sont voués à la disparition.

Troisièmement, le poids de l'impérialisme US devient de plus en plus prépondérant dans ses relations avec les différents pays.

L'exemple du Brésil

Pour ce qui concerne l'Amérique latine, prenons l'exemple du Brésil (valable d'ailleurs pour le Venezuela, le Mexique, le Pérou ou l'Argentine et pour les autres pays). Les investissements étrangers, sous forme de prêts du capital financier (prêts d'Etat ou directement accordés par les banques), ont certes dans les années du « boom » économique développé une infrastructure industrielle et un puissant prolétariat. D'aucuns pronostiquaient encore en 1979 la naissance de nouveaux impérialismes, baptisés sous-impérialismes. Las !, ceux-là, incapables de comprendre en marxistes la réalité des rapports sociaux, ont dû oublier leurs toutes récentes analyses et constater comme tout le monde la réalité des véritables relations entre l'impérialisme US particulièrement et le Brésil, relations où le premier a toujours opprimé le second.

Quelques citations prises dans la presse américaine elle-même permettent de concrétiser.

Un éditorial du *Washington Post* reproduit dans *International Herald Tribune* du 9 juillet 1983 constate : *« Aujourd'hui les taux d'intérêts américains affectent également les économies des autres pays d'une autre manière. L'Administration Reagan a noté que du point de vue américain de hauts taux d'intérêts avaient au moins un résultat positif : attirer les capitaux étrangers pour aider à financer le déficit. Mais cela signifie que les Etats-Unis retirent du capital de pays moins fortunés... pour équilibrer les dépenses publiques. Beaucoup de cet argent vient de l'Amérique latine. »*

On le sait, la source du déficit des dépenses publiques est avant tout le financement des énormes dépenses du budget militaire américain. C'est ainsi que les nécessités de l'économie d'armement entraînant l'énorme déficit du budget américain amènent l'Administration Reagan à étouffer littéralement l'économie brésilienne pour payer les intérêts de ses dettes.

« On pense que le Brésil utilisera l'essentiel des 411 millions de dollars nouvellement avancés par le FMI pour payer une échéance de 400 millions de dollars sur la dette de 1 milliard 200 millions contractée à l'égard de Bank International Settelance *»*, révèle le *Wall Street Journal* du 20 juillet 1983. Le Brésil est contraint par le FMI de s'engager dans une politique aboutissant à un véritable démantèlement des minces tentatives de se forger une infrastructure industrielle ainsi qu'à une politique d'austérité des plus féroces, non seulement contre les ouvriers et les masses populaires mais aussi contre la bourgeoisie nationale. En tenant compte des spécificités, cette tendance vaut pour toute l'Amérique latine. Ce que confirme cet extrait d'un reportage effectué pour le compte de l'hebdomadaire *Newsweek* du 25 juillet 1983 sous le titre *« La crise de l'endettement déborde »* : *« Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, le chaos économique n'a pas seulement atteint les pauvres, mais la classe moyenne naguère en expansion... L'instabilité économique et politique au Brésil pourrait avoir des conséquences dramatiques pour toute l'Amérique latine et pour la communauté bancaire internationale... Gravement menacée, la communauté bancaire internationale a considérablement réduit ses prêts aux pays latino-américains de 31 milliards de dollars en 1981 à seulement 11 cette année. Avec leur propre endettement s'aggravant, l'Argentine, le Pérou et le Venezuela peuvent difficilement tolérer un déclin supplémentaire de leurs relations avec le Brésil, tout en essayant de payer leur propre dette. Un pays doit payer ses dettes externes en exportant, dit Roberto Levano, un économiste péroniste de Buenos-Aires. Mais si tous nos voisins ont une politique de restriction des importations, à qui exporterons-nous ? »*

L'économiste argentin aurait pu également signaler que Reagan a demandé au Congrès américain d'instituer une commission afin de mettre en place de nouvelles dispositions protectionnistes, visant les importations en provenance en particulier du Brésil. C'est ainsi que l'impact de l'économie d'armement, après avoir contribué au « boom économique », aboutit à une situation où l'''impérialisme US, pour se permettre à lui-même la possibilité de réalisation de l'accumulation du capital, est amené à détruire les bases économiques et sociales des pays qu'il opprime. Tandis que les capitaux dégagés ne lui garantissent pas même aux Etats-Unis une reprise économique, laquelle continue à être impulsée essentiellement par de nouvelles injections de crédits militaires, ce qui contribue à accroître le déficit du budget qui grandit à une cadence vertigineuse.

On a évoque une reprise économique aux USA sur laquelle on fondait de toutes parts les plus grands espoirs. Déjà, ils font place aux plus grandes craintes. L'impasse du mode de production capitaliste dont le fonctionnement se base sur l'économie d'armement est constatée « lucidement » par cet article cité du *Washington Post* : *« Accentuer les tensions à l'égard de ces pays (d'Amérique latine) ne sert aucun but américain définissable. Au contraire, les difficultés menacent une croissance économique stable... Depuis que la présente Administration est entrée en fonction, elle a affirmé qu'une forte expansion US réglera le problème des tensions et des risques à l'extérieur. Le dilemme sur les taux d'intérêts du Federal Reserve Board témoigne de l'inconsistance de cette vue optimiste... En élevant les taux d'intérêts, la croissance interne conduit à aggraver les risques de défaut de paiements, l'austérité prolongée, les tensions politiques... »*

En termes choisis et prudents, le *Us News and World Revue* du 1er août signalait également : *« La reprise aux USA était vue comme la locomotive qui tirerait le reste du monde hors de la récession. Jusqu'à présent, le résultat est incertain. »* Depuis, la « reprise » économique aux USA s'essouffle... Nous citerons pour conclure sur ce point deux extraits d'articles publiés dans la presse américaine traduisant les contradictions de la politique américaine.

Le premier, du *International Herald Tribune* du 29 juillet : *« En établissant un plan d'urgence pour éviter un défaut de paiement de l'énorme dette brésilienne, le FMI a peut-être poussé les Brésiliens trop loin. Les grèves et les manifestations à Rio de Janeiro, Sao Paulo et ailleurs ont démontré que le public ne partage pas la satisfaction exprimée par les milieux d'affaires... L'effet bénéfique qu'une reprise économique mondiale pourrait avoir sur les pays en voie de développement a peut-être été surestimé. Nombre d'entre eux sont en compétition pour les mêmes marchés du fait de leur endettement. La volonté US de contrôler l'inflation tout en maintenant un important déficit maintiendra élevé le taux d'intérêts et limitera l'expansion. Il y a le risque de faire peser un poids excessif sur un système commercial déjà branlant, en se refusant à reconnaître le besoin d'un plus grand volume de capital pour les pays endettés. »*

Ce à quoi répond cet extrait du *Newsweek* du 25 juillet déjà cité : *« Les représentants du FMI argumentent en disant qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'imposer une stricte discipline à leurs emprunteurs... Comme l'a dit un représentant du FMI à Washington : "Nous ne fixons pas les objectifs, c'est la réalité qui les fixe". »*

Oui, *« la crise de l'endettement déborde »* (titre de l'article de *Newsweek*) et ce qui « déborde » ce n'est pas seulement la crise de l'endettement qui n'en est que le signe : c'est la crise de tout le système des relations sociales édifiées sur la propriété privée des moyens de production à l'échelle mondiale.

Les bourgeoisies « nationales » face à l'impérialisme et à la révolution

Nous l'avons vu : la politique du FMI *« n'a pas seulement atteint les pauvres, mais les classes moyennes naguère en expansion »*. Le FMI n'attaque pas seulement les intérêts les plus immédiats des bourgeoisies nationales d'Amérique latine, mais pour la réalisation des plans dictés par les intérêts du capital financier, le FMI est conduit littéralement à se substituer aux autorités gouvernementales. Dans tous les pays de l'Amérique latine, les représentants du FMI circulent, séjournent et imposent les décisions conformes aux objectifs de l'impérialisme US. En Amérique centrale, cette politique de « substitution » à des relations entre le gouvernement US et les gouvernements en place, des relations de type colonial, va encore plus loin. Au Honduras, il y a quelques mois, c'est le chef d'état-major de l'armée qui, de son propre chef — si l'on peut dire —, a signé les accords permettant au Pentagone d'installer ses propres bases. Cela sans consulter ni le Parlement-croupion, ni même le président de la République.

C'est ainsi que se dessinent avec force les tendances à substituer aux rapports antérieurs de « dépendance » entre l'impérialisme et les pays dominés des relations de type colonial. Dans ces conditions, les bourgeoisies nationales sont dans un dilemme tragique, placées entre l'enclume de la montée révolutionnaire dans toute l'Amérique latine, montée révolutionnaire que la guerre des Malouines a considérablement accélérée, et le marteau de l'impérialisme US qui leur soustrait ces positions économiques — pourtant limitées — que Wall Street leur concédait.

Avant le tournant de la situation mondiale, les bourgeoisies nationales étaient amenées à utiliser les menaces révolutionnaires pour faire pression sur l'impérialisme US et négocier les miettes que celui-ci leur concédait. Mais « la réalité fixe les objectifs », le FMI, c'est-à-dire l'impérialisme US, « n'a pas d'autre choix ». Les bourgeoisies nationales sont placées par le tournant mondial dans la situation où la montée de la révolution continue tandis que l'impérialisme US ne leur laisse aucune autre marge de manœuvre que de céder sans conditions aux besoins du capital financier. Pour leur propre survie, les bourgeoisies nationales craignent mortellement la révolution, mais l'impérialisme US menace directement toutes leurs positions économiques, financières et sociales.

Nous le voyons au Chili. Au Chili, la bourgeoisie qui s'était groupée en quasi-totalité derrière Pinochet en 1973 s'est engagée dans une politique cherchant à évincer le sanglant dictateur. Par une crainte de la révolution ? Très certainement, mais Pinochet en 1973 a pourtant réalisé son coup d'Etat avec l'appui conjoint des partis bourgeois, de la CIA et de Kissinger. Et depuis, les bases politiques de la dictature militaire ont été minées par les exigences de l'impérialisme US qui ont plongé, dans le cadre de la crise économique mondiale, l'économie chilienne dans le plus profond marasme ! Telle est la réalité.

La Contadora : les contradictions explosives de la politique américaine

En Amérique centrale, la guerre impérialiste de « rapine économique » est devenue une guerre impérialiste ouvertement militaire. Il y a quelques mois, les gouvernement du Venezuela, du Panama, de la Colombie et du Mexique se sont réunis pour rétablir la « paix » dans la région.

Au fil des semaines, le groupe dit de la « Contadora » a cherché à définir une politique conforme aux intérêts des bourgeoisies nationales. Celle-ci s'est exprimée dans la proposition d'ouverture de négociations multilatérales entre tous les gouvernements de la région, les forces politiques directement engagées et les USA.

Avant d'en examiner le contenu, examinons la position du gouvernement US devant cette proposition. Tout récemment, à la mi-août, les deux présidents du Mexique, de la Madrid, et des USA, Reagan, se sont recontrés. Le président mexicain a demandé à Reagan de renoncer aux *« bruits guerriers dans la région et de respecter tous les principes de non-intervention et d'autodétermination, dans l'esprit du "groupe de Contadora"*.

Reagan s'est directement opposé à de la Madrid. Le quotidien espagnol *El Pais* du 16 août, commentant les propos de Reagan, écrit : *« Ronald Reagan a été direct. "Nous avons combattu pour ce principe (de l'autodétermination) dans des guerres" »*, a-t-il dit, avant de souligner que *« les personnes pouvaient être capables de déterminer leurs propres alternatives »*. Mais des alternatives du goût des Etats-Unis. *« C'est la raison pour laquelle nous avons répondu aux demandes d'assistance de nos voisins latino-américains. »* Reagan conditionnant le respect de la non-intervention à la cessation du

soutien *« aux éléments subversifs qui cherchent à déstabiliser d'autres pays »*.

En clair, pour Reagan, le respect du « principe de l'autodétermination » passe par la soumission complète et totale aux impératifs de la politique américaine. Cela dit à l'adresse des bourgeoisies nationales. Et le « respect de la non-intervention » passe par la capitulation, sinon par l'écrasement militaire des masses populaires au Salvador et au Nicaragua, et l'éviction du gouvernement sandiniste.

Sous la forme d'une intervention militaire directe, les USA définissent une politique que le représentant du FMI, justifiant l'intervention économique et politique, a formulée : les « objectifs » doivent correspondre à la « réalité », telle que l'impérialisme US la conçoit.

Deux articles publiés dans la presse internationale éclairent la position de Reagan face aux propositions du groupe de la Contadora. L'un extrait de l'article du correspondant du *Times* de Londres (6 août 1983) : *« Le ton de ce discours* (prononcé par Reagan lors de l'entrevue des deux présidents américain et mexicain - NDLR) *va approfondir le fossé entre les Etats-Unis et le groupe de Contadora qui essaie d'amener les camps opposés à la table de négociations. Mais le Mexique, le partenaire principal de ce groupe, pense que l'implication croissante des Etats-Unis en Amérique centrale augmente les tensions et nuit aux possibilités de discussions de paix régionale. Bien que se prononçant publiquement en faveur des efforts du groupe de la Contadora, l'administration Reagan ne considère pas que leur plan ait de grandes chances de succès. »*

Quant au correspondant d'*El Pais* (16 août), il écrit : *« Le formalisme du communiqué conjoint de l'entrevue, qui parle du soutien nord-américain aux actions du groupe de la Contadora (...) comme solution pour le conflit centro-américain, se trouve en flagrante contradiction avec ce qui s'exprime dans les discours de Reagan et de la Madrid. »*

Bien que soulevant des problèmes réels, à savoir les antagonismes les plus directs entre l'impérialisme américain et les bourgeoisies nationales, ces constatations n'épuisent pas la question. La proposition de négociations multilatérales formulées par le groupe de la Contadora vise à réunir toutes les parties concernées par le conflit en Amérique centrale. Quelles sont ces parties ? Au Salvador, les deux camps en lutte sont d'une part la guerre révolutionnaire dirigée par le FMLN-FDR, et d'autre part le « gouvernement » des fantoches mis en place par l'impérialisme US.

Au Nicaragua, se font face l'intervention militaire directe des USA à partir du Honduras, armant les mercenaires contras somozistes, et le gouvernement légitime du peuple nicaraguayen, le gouvernement sandiniste.

Au Salvador, il y a la revendication légitime formulée par le FMLN-FDR d'être reconnu comme « force belligérante ». Sous cet angle, la participation du FMLN-FDR à des négociations multilatérales dans lesquelles participerait le gouvernement fantoche n'est pas forcément contraire aux intérêts salvadoriens. Il s'agit là d'apprécier, dans un moment du rapport des forces, l'objectif politique que se fixerait le FMLN-FDR, préalablement reconnu comme force belligérante.

Cela, bien entendu, dans le contexte d'une situation marquée par l'acharnement révolutionnaire des masses populaires à arracher contre l'impérialisme US le droit à la libre disposition de la nation libérée des chaînes de l'oppression.

Le rapport n'est pas identique au Nicaragua, où un gouvernement légitime est victime d'une agression directe fomentée par le gouvernement US, utilisant le Honduras et les bandes de mercenaires ex-somozistes. Si la proposition du groupe de la Contadora vise à asseoir autour de la table des négociations les mercenaires ex-somozistes au même titre que le gouvernement sandiniste, cela aboutirait à contraindre celui-ci à reconnaître une « légitimité » aux bandes contre-révolutionnaires. Pour sa part, Reagan cherche à amener, par la double pression militaire et politique, le gouvernement sandiniste à reconnaître cette « légitimité » aux ex-somozistes.

Dès lors, autour de la table de négociations où siégeraient deux représentations « légitimes du peuple nicaraguayen », le gouvernement sandiniste perdrait de fait la seule légitimité reconnue par toutes les instances internationales. Dès lors, s'amorcerait un processus où seraient remis en cause à terme le gouvernement sandiniste et les conquêtes révolutionnaires.

Un porte-avions de la VII^e flotte US dans le Pacifique.

Arrivé à ce point, il n'est pas inutile de signaler que le groupe de la Contadora n'a pas voulu faire sienne la revendication d'ouverture de négociations bilatérales entre, d'une part, le gouvernement nicaraguayen, et d'autre part le Honduras et les USA. La proposition de telles négociations bilatérales se situe dans le contexte d'une réalité sociale et politique réellement anti-impérialiste, dans la mesure où elles se placent sur le seul terrain conforme aux intérêts du peuple nicaraguayen, à savoir l'affirmation qu'il n'est qu'un seul gouvernement légitime, le gouvernement institué par la révolution ayant mis à bas le sanglant régime de Somoza totalement inféodé à l'impérialisme US.

C'est ainsi que les gouvernements de la bourgeoisie nationale du groupe de la Contadora, fortement inquiets sur les conséquences d'un engagement militaire US plus accentué en Amérique centrale, essentiellement contre le Nicaragua, maintiennent leur volonté d'arriver à la paix par une solution politique. Solution politique que Reagan ne rejette pas, tout en affirmant qu'il n'hésitera pas à déclarer directement la guerre avec tous les moyens et les forces de l'armée US.

C'est précisément ici, sur le contenu de la solution politique, que se trouve le nœud des contradictions entre les parties concernées. Pour le groupe de la Contadora, une éventuelle « victoire » militaire des USA signifierait la prise en main quasi directement par l'impérialisme US du contrôle des autorités gouvernementales, c'est-à-dire l'établissement de fait de relations de type colonial.

Une telle issue représente, nous l'avons vu, une terrible menace pour les intérêts des bourgeoisies nationales déjà grandement étouffées par la main de fer des contraintes économiques que l'impérialisme US leur impose.

Sous cet angle, la revendication de négociations multilatérales, qui représente une tentative de résistance faible, limitée, exprime néanmoins sous cette forme une contradiction entre l'impérialisme US et les bourgeoisies nationales qui sont placées par toute la situation mondiale devant cette tendance à l'établissement de nouveaux rapports de dépendance de type colonial. Mais d'un autre côté, le refus du groupe de la Contadora de reconnaître la revendication légitime du Nicaragua va dans la direction indiquée par Reagan : amener le gouvernement nicaraguayen à reculer. Par crainte de la révolution. C'est ainsi que le groupe de la Contadora veut tout à la fois amener le gouvernement sandiniste, gouvernement ouvrier et paysan, à entrer sur la voie de la capitulation, tout en résistant à la politique de l'administration Reagan.

Certes, la situation est confuse et, contradictoirement, les intérêts se combinent et s'opposent. Certes, l'impérialisme US pourrait occuper le Nicaragua en quelques jours, mais après l'impact de la guerre des Malouines qui a donné un nouvel essor à la montée révolutionnaire dans toute l'Amérique latine, une guerre ouverte entraînerait ipso facto de puissants mouvements dans toute l'Amérique latine, de la frontière du Mexique à l'Argentine.

L'impérialisme US face à ses contradictions internes

Nous n'avons jusqu'ici consacré que peu de place à la politique de la bureaucratie du Kremlin, bien qu'elle joue un jeu des plus importants sur l'arène de toute l'Amérique latine.

Comme on va le voir, le fait que nous abordions l'analyse de la politique de la bureaucratie du Kremlin dans ce point consacré à la poursuite de l'examen de la politique de l'impérialisme US peut et doit être fondé.

Une déclaration de Youri Andropov à la revue ouest-allemande *Der Spiegel* éclaire la direction que le chef de la bureaucratie voudrait imprimer aux relations entre Moscou et Washington. Voici ce qu'Andropov a déclaré :

« On ne peut oublier que cela se passe à notre frontière commune et ce qui se passe en Afghanistan ne nous est pas indifférent. Pour donner un exemple, on peut se demander si le gouvernement qu'il peut y avoir au Nicaragua serait sans importance pour les USA... Nous défendons nos intérêts nationaux quand nous aidons l'Afghanistan. »

Qu'explique d'autre Reagan, à longueur de discours, sinon que pour la *« défense de nos intérêts nationaux* (c'est-à-dire les intérêts de l'impérialisme), *nous aidons les contras somozistes, à partir de la base américaine que constitue le Honduras, pour liquider le gouvernement sandiniste »* ?

Avec le cynisme froid du bureaucrate stalinien, Andropov invite Reagan à comprendre que l'intervention en Afghanistan, foulant aux pieds le droit du peuple afghan à disposer de lui-même, exige que le gouvernement afghan se subordonne à ses « intérêts nationaux » (lisez les intérêts de la caste bureaucratique privilégiée).

Andropov, pour sa part, est tout à fait prêt à comprendre que pour la défense de ses « intérêts nationaux » (les intérêts de l'impérialisme oppresseur), Reagan ne soit pas indifférent quant à la forme de gouvernement au Nicaragua !

Bien entendu, de telles offres de service ne suffiront pas à mettre en place ce nouveau cadre de politique internationale. Il est cependant impossible, dans le cadre de cet article, de procéder à l'examen de ces problèmes. Néanmoins, ces propos d'Andropov, qui permettent de cerner les objectifs de la politique contre-révolutionnaire mise en œuvre par la bureaucratie du Kremlin, expliquent la position du représentant de la FSM à la Conférence de Bogota (1).

Pas un mot de soutien à la revendication de négociations bilatérales présentée par le gouvernement sandiniste. Soutien chaleureux à la proposition d'ouverture de négociations multilatérales présentée par le groupe de la Contadora.

Allant plus loin, alors que les représentants de toutes les formations politiques représentées à la conférence argumentaient pour expliquer que les conflits en Amérique centrale ne procédaient d'aucune façon et d'aucune manière du « conflit Est-Ouest », le porte-parole de la FSM proposait le ralliement explicite à la Journée internationale « pour la paix » décidée à Prague.

A Prague, où plusieurs centaines de militants de la *Charte 77*, qui entendaient se joindre au cortège pour manifester pour la paix et le droit du peuple tchécoslovaque à disposer de lui-même, ont été dispersés et arrêtés avec la plus grande violence par la police de Husak.

En fait, la proposition du représentant de la FSM visait deux objectifs étroitement reliés. Le premier objectif est celui de faire entrer dans le cadre défini par Andropov les conflits opposant l'impérialisme US aux peuples d'Amérique centrale dans le grand marchandage en cours entre les dirigeants du Kremlin et l'administration Reagan. Le deuxième objectif : aider — en dépit des mots — Reagan à tenter de justifier devant l'opinion publique américaine l'intervention militaire, sous le prétexte fallacieux d'une prétendue « intervention de l'URSS » en Amérique centrale (2).

Nous en venons aux immenses conséquences de la politique Reagan aux USA mêmes, et qui se dessinent déjà fortement. L'enjeu est très précisément indiqué par Kissinger qui, selon *US New World Report* du 1^er août, s'est clairement prononcé pour une *vigoureuse* (souligné par nous - NDLR) stratégie US dans cette région. *« Si nous ne pouvons pas régler la question de l'Amérique centrale*, a-t-il déclaré dans une interview ce printemps, *il sera impossible de convaincre les nations menacées du golfe Persique et d'autres endroits que nous sommes capables de préserver l'équilibre mondial . »*

Kissinger parle d'or. Les Américains connaissent le prix qu'ils ont dû payer avec la « stratégie vigoureuse » mise en œuvre par Kissinger au Vietnam, où la guerre révolutionnaire victorieuse a fait échouer la partition du pays acceptée à la Conférence de Paris (solution politique préconisée par Kissinger avec le soutien de l'URSS), où la guerre révolutionnaire a infligé cette première et gigantesque défaite politique à l'impérialisme US.

Et c'est précisément sur la portée et la finalité de la « stratégie vigoureuse », stratégie qui est celle de Reagan, que s'affronte non moins vigoureusement l'« opinion publique américaine ».

Le « syndrome du Vietnam »

Dans tous les journaux, sont publiés des articles se référant au « syndrome du Vietnam ». Référence, par exemple, y est faite aux propos d'un ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général Meyer, qui aurait expliqué que, bien entendu, il ne saurait être question de laisser gagner le gouvernement du Nicaragua.

Mais, pour faire la guerre (et pour la gagner) lucidement, le général fait également état de deux conditions : d'une part, un « consensus national aux USA » qui n'existe pas. D'autre part, en Amérique centrale, et, plus particulièrement au Salvador et au Nicaragua, l'appui que pourraient apporter aux USA des « forces sociales », lesquelles n'existent pas plus que le consensus du peuple américain.

De très nombreuses informations, citons-en une fort éloquente : il s'agit des extraits de l'éditorial du *New York Times* du 12 août dernier.

« Si vous êtes confus quant aux objectifs de l'administration Reagan en Amérique centrale, les nouvelles de ces deux dernières semaines constituent une excuse suffisante. Ce qui fut d'abord annoncé comme de simples mesures de routine — l'envoi d'une flotte de guerre et l'organisation de manœuvres massives — est maintenant présenté comme une thérapeutique pacifique bien calculée, et le secrétaire d'Etat Schultz a déclaré : "Il y a des résultats." (...).

Ce qui "marchera" à l'avantage des USA en Amérique centrale, ce sont des accords qui favorisent une évolution politique pacifique et respectent l'indépendance de tous les pays. Ni l'un ni l'autre de ces objectifs ne justifie le renversement par la force du régime de gauche au Nicaragua, ni l'approbation de véritables tueries au Salvador.

Ce qui ouvrira la voie à des négociations n'est pas une compétition propagandiste navale entre l'URSS et les USA (3), *mais une utilisation plus prudente de la force et de l'influence US en Amérique centrale pour mettre fin à la guerre civile au Salvador et pour promouvoir la démocratie au Nicaragua par des moyens pacifiques (...).*

C'est, en termes généraux, le cours recommandé par les patients médiateurs de la Contadora (...).

Des négociations par définition impliquent des compromis. Monsieur Reagan s'est périlleusement avancé vers l'élargissement du conflit qu'il aurait dû vouloir réduire. Les dirigeants de gauche d'Amérique centrale ont été dangereusement près d'oublier leur vulnérabilité. Si les bénéfices mutuels d'un accord sont compris de part et d'autre, il est peut-être possible maintenant d'arrêter de verser le sang et de discuter du futur sur un ton nouveau (...). »

Mais si la politique de Reagan est caractérisée, fort justement, comme conduisant à l'impasse, si la politique d'agression de Reagan est très certainement une politique de « tueries », si encore il est correct de constater que toutes les forces populaires et plus particulièrement celles du peuple nicaraguayen, appuyant son gouvernement, veulent le retour à la paix, toutes ces considérations ne règlent pas l'essentiel. Des négociations, certes, des compromis, certes également... Mais sur quelles bases ?

Une prétendue « démocratie » à la Reagan, avec des mercenaires à la solde de l'armée US, responsables des « tueries » dénoncées dans l'éditorial ? Ou bien encore une non moins prétendue « démocratie » à la Reagan, avec l'entrée des représentants des bandes somozistes au sein du gouvernement ?

Mais les peuples d'Amérique centrale rejettent l'impérialisme. Ils veulent disposer librement de leurs pays, pour pouvoir librement disposer des richesses dont le capital financier US les a expropriés.

Tribune internationale

(1) Ce numéro de *Tribune internationale* consacre une large place à la conférence anti-impérialiste de solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale qui s'est tenue à Bogota.
(2) La position du Cuba est plus nuancée. Castro soutient également l'initiative de la Contadora, mais le représentant des syndicats cubains à la Conférence de Bogota a fait état également que Castro l'avait chargé d'informer la Conférence que Cuba soutiendrait en tout état de cause toute proposition formulée par le gouvernement sandiniste.
(3) Pour l'URSS, cette compétition se réduit à peu de chose - NDLR.

Pologne

31 AOUT 1983 :

Puissantes manifestations dans toutes les villes du pays

A l'occasion du troisième anniversaire des accords de Gdansk, le 31 août, dans toutes les villes, tous les centres industriels, les ouvriers et le peuple polonais ont répondu à l'appel de *Solidarité*.

CE 31 août 1983 avait été précédé par une intense campagne de pression, de chantage, de menaces et de répression du pouvoir de Jaruzelski. Le 22 août au soir, Wladyslaw Hardek, l'un des six dirigeants de la commission nationale de *Solidarité*, était présenté à la télévision : il y lisait un texte de reddition dont la teneur et le style manifestaient clairement qu'il était l'œuvre de policiers du régime.

Interrogé à ce sujet, Lech Walesa déclarait d'ailleurs : *« Je pense qu'il a été pris et obligé à faire cette déclaration. »*

Mais ce même 22 août, un millier d'ouvriers des chantiers navals de Gdansk — où la grève perlée était effective depuis le 13 août — avaient manifesté devant le monument érigé à la mémoire des victimes de la répression des grèves de 1970.

Et, le 12 août dernier, les ouvriers de la chaîne de montage de l'usine automobile FSO de Varsovie se mettaient en grève contre l'introduction de nouvelles normes de production et pour des augmentations de salaire. Ils obtenaient immédiatement une augmentation de leur salaire sous la forme d'une prime mensuelle de 100 zlotys (1/12e de leur salaire mensuel). Ce mouvement de grève ouverte — et victorieuse — est le premier de ce type depuis la grève générale de novembre 1982.

Le 31 août à Varsovie, comme dans toute la Pologne, à l'appel de *Solidarité*, le peuple de Pologne manifeste.

« Oui au socialisme, non à vos méthodes »

Le 25 août, le vice-Premier ministre Rakowski se rendait aux chantiers navals de Gdansk pour « dialoguer » avec les travailleurs. Dans une salle d'environ 700 places, c'est 2 500 travailleurs qui s'entassent. Parmi eux, Lech Walesa. La télévision polonaise passera quelques images de cette rencontre, mais en coupant le son, frappant symbole de sa conception du « dialogue ».

Il est vrai que celui-ci n'a pas été facile pour Rakowski. *« Nous sommes ici en famille »* dit-il. *« Sauf toi ! »* lance un travailleur. Le ton est donné. « Solidarité ! *Nous voulons des syndicats libres* » scandent les travailleurs.

Rakowski est hué, et lorsque Lech Walesa prend la parole, il est applaudi. A l'issue de la réunion, les travailleurs, portant Walesa en triomphe, se rendent au monument commémoratif des morts de décembre 1970. Face à Rakowski déclarant : *« Je ne vois aucune possibilité de nous asseoir à la même table que* Solidarité », Lech Walesa avait réclamé l'ouverture de négociations. Rakowski les avait encore une fois rejetées.

« Vous y viendrez à genoux » s'était écrié un travailleur. Et Lech Walesa précise : *« En août 1980, notre mot d'ordre était "Socialisme oui, déformation non". Aujourd'hui il est devenu : "Oui au socialisme, non aux méthodes et aux voies que vous avez choisies" »*.

Un ample et puissant mouvement

Le 31 août, Gdansk est saturée de forces de police. Le matin, devant le monument commémoratif de 1970, une brève cérémonie officielle a réuni une trentaine de personnes. Les chantiers navals sont représentés par six personnes dont le directeur et le président des « syndicats » inexistants mis en place par Jaruzelski.

A 14 heures, les ouvriers des chantiers navals sortent par milliers en scandant *« Solidarité »*. Ils se rendent au monument. Walesa est avec eux. A 20 heures, après une cérémonie religieuse, nouvelle manifestation. Les Zomos (police spéciale) chargent et les ouvriers résistent. La violence policière se déchaîne.

Dès le 31 août, la version officielle c'est qu'il ne s'est pratiquement rien passé : un *« fiasco »* pour les *« aventuriers »* qui ont voulu *« troubler l'ordre public »*.

Mais la vérité éclate. C'est d'un ample et puissant mouvement qu'il s'agit : les ouvriers et le peuple de Pologne, malgré une mobilisation policière sans précédent, malgré la sauvagerie de la répression, ont affirmé leur unité et leur détermination. Ils ont manifesté pour leurs libertés, pour le rétablissement de *Solidarité* dans ses droits, pour la libération de tous les prisonniers politiques. Comme le note un correspondant de presse, le pouvoir est *« plus que jamais coupé de la population »*.

La liste — encore incomplète — des centres urbains où d'importantes manifestations et de durs affrontements ont eu lieu se lit comme une carte de la Pologne industrielle : Varsovie, Cracovie et son grand faubourg ouvrier de Nowa-Huta, Gdansk, Wroclaw, Poznan, Czestochowa, Szczecin, Legnica, Olstyn, Lubin, etc.

Les méthodes de la bureaucratie

Quant aux méthodes du régime que le journal du Parti communiste français, *L'Humanité*, reprenant la thèse du régime, a baptisées *« méthodes de persuasion, de dialogue et de débat politique »*, deux exemples les éclairent parfaitement :

• A Szczecin : De violents affrontements ont eu lieu mardi dans le port de Szczecin (mer Baltique), entre plusieurs milliers de manifestants et les forces de l'ordre, à l'occasion du 3e anniversaire des accords sociaux signés dans cette ville le 30 août 1980, la veille de ceux de Gdansk, a-t-on appris vendredi à Varsovie.

Selon des témoins, les manifestants, qui venaient d'assister en fin d'après-midi à une messe dans la cathédrale, ont été aussitôt attaqués par les Zomos (unités anti-émeutes), alors qu'ils formaient un cortège pour se rendre dans le centre de la cité. De violents affrontements ont alors éclaté et les Zomos ont fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

Le gros des manifestants s'est alors dispersé en plusieurs groupes qui ont continué dans le centre ville à harceler la milice jusqu'à 21 heures locales environ.

D'autre part, toujours selon ces témoins, le boycottage des transports publics a été massivement suivi dès mardi à Szczecin, notamment par les travailleurs des chantiers Adolf Warski, où avaient été signés les accords. Le mouvement s'est poursuivi le lendemain.

• A Nowa-Huta : A Nowa-Huta, par exemple, selon de nombreux témoignages, ce sont de véritables combats de rue qui ont opposé, des heures durant, mercredi, des milliers d'ouvriers des aciéries Lénine aux Zomos. Des centaines de personnes ont été interpellées et des centaines d'autres blessées, y compris du côté des forces de l'ordre.

Celles-ci, selon de nombreux témoins, n'ont pas hésité à tirer des grenades lacrymogènes à l'intérieur de l'église où étaient réunis des milliers de fidèles qui entendaient la messe à la mémoire de Bogdan Wlosik, ouvrier de 20 ans tué en octobre dernier par la milice dans une manifestation.

A l'évidence, notent les observateurs, les autorités ne s'attendaient pas à une telle mobilisation autour des mots d'ordre du syndicat hors-la-loi, et ont choisi de faire le black-out sur les événements. Signe révélateur, aucun bilan des arrestations ou des blessés n'avait été encore communiqué samedi de source officielle.

Il y a trois ans, à la suite de la grève générale d'août 1980, la classe ouvrière polonaise imposait la reconnaissance de son organisation syndicale, de *Solidarité*. Il y a dix-huit mois c'était le coup de force de Jaruzelski. La révolution politique ouverte en Pologne il y a trois ans se poursuit.

Coupé du peuple, le régime de Jaruzelski ne survit que tenu à bout de bras par la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. Le peuple et les travailleurs de Pologne n'ont pas fini « d'ébranler le monde ».

F.F.

« Un retour aux sinistres temps staliniens »

« Le 22 juillet, l'état de guerre en Pologne fut formellement levé. Il avait duré 586 jours. Pour les 894 jours suivants, furent introduits les "règlements juridiques particuliers en temps de crise socio-économique". Le WRON s'est dissous. A la place de l'état de guerre, on a claironné l'état de crise ; pratiquement, tout continue comme avant. Le pouvoir s'est creusé des tranchées, il a pris toutes les mesures possibles de défense — contre la société. La situation à nous autres, citoyens, ne subit pas de changements plus importants. Sous certains aspects, elle devient même pire : ce qui apparaissait comme une limitation temporaire de nos droits vient à présent d'être sanctionné par des modifications de la Constitution et par une nouvelle législation. Qui plus est, une partie des nouveaux règlements juridiques ne fait qu'aggraver le caractère répressif du système, d'une façon inconnue au cours de toute l'existence de la République populaire de Pologne (...).

Ainsi donc, nous pouvons avoir de nouveau l'état de guerre, par la grâce de la Constitution et à n'importe quel moment. Pour l'instant et jusqu'au 31 décembre 1985, c'est la loi sur « les règlements particuliers... » qui est en vigueur. Elle ne laisse aucun doute sur le fait que, pour le pouvoir, la crise est une situation où la société se montre désobéissante, et que pour la surmonter, ce pouvoir ne connaît que la voie de la répression et de la contrainte. Ainsi, nous attendent : travail obligatoire, horaires allongés, attachement à l'usine, suppression des organes d'autogestion ou la pratique de la mise en question de leurs décisions, ingérence dans les décisions des autorités universitaires et scolaires et des directions d'associations à existence légale, révocation des autorités universitaires, suppression des associations.

(...) La loi modifiée sur les syndicats interdit la création d'une seconde organisation syndicale dans l'entreprise, jusqu'à fin 1985. De plus, cette disposition est rédigée de façon telle que dès maintenant elle contient une annonce de la suppression définitive du pluralisme syndical.

La loi sur l'amnistie est très incomplète. Elle laisse au pouvoir la possibilité de garder emprisonnées les personnes incommodes, elle pose des conditions qui, si elles ne sont pas respectées, ramènent l'individu en prison. Elle ne pose par contre aucune condition à l'annulation de tout crime commis par des agents de la MO et du SB "lors de la répression des grèves et des actions de protestation".

(...) Dans leur lettre adressée à la Diète, Mgr Glemp et l'épiscopat polonais ont protesté contre les nouvelles lois accompagnant la levée de l'état de guerre.

Le général Jaruzelski a annoncé à plusieurs reprises qu'il ne saurait être question d'un retour à la situation d'avant le 13 décembre, ni à celle d'avant août. On dirait que cette fois-ci, il a tenu sa parole. De nombreux points de la « loi sur les règlements particuliers... » sont un retour aux sinistres temps staliniens, où la seule recette pour l'exercice du pouvoir était le contrôle total de la société et de l'économie. »

Hebdomadaire *Mazowsze*, n° 58 du 28 juillet 1983

(Extrait du bulletin d'information de *Solidarité* à l'étranger)

Tribune internationale - La Vérité
Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.
Directeur : Pierre Lambert.
Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgue.
Comité de rédaction : M. Aklouf, G. Avelino. P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli. P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.
Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.
Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraiso 04104 Sao Paulo, Brésil.

ABONNEMENT à *Tribune internationale - La Vérité*
10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Tchécoslovaquie

« Réformes de structures » ou révolution politique ?

Nous publions la première partie d'une étude de Jan Tesar. Jan Tesar est un militant de l'opposition tchécoslovaque, historien de profession, qui a participé au mouvement du Printemps de Prague comme membre du PCT dont il a démissionné après l'acceptation par ses dirigeants du diktat de Moscou.

Jan Tesar a été emprisonné en Tchécoslovaquie de 1972 à 1976.

Les événements de Tchécoslovaquie de 1968 sont encore aujourd'hui, quinze ans après, l'objet de vives polémiques. Les raisons pour lesquelles les problèmes qui concernent la Tchécoslovaquie en 1968 sont toujours d'actualité ne relèvent pas que des problèmes spécifiquement tchécoslovaques. La nécessité d'agir sans délais pour régler tous ces problèmes tient au fait que nous avons aussi affaire à un problème théorique très important : celui du moyen d'en finir avec les dictatures totalitaires de type stalinien qui règnent à l'heure actuelle en URSS et en Europe de l'Est.

L'EVOLUTION de la Tchécoslovaquie en 1968 sert en effet d'argument à ceux qui soutiennent l'idée selon laquelle une renaissance démocratique et graduelle des dictatures néo-staliniennes est possible. Les partis dits « eurocommunistes » d'Europe occidentale trouvent dans l'expérience tchécoslovaque la confirmation de leur thèse selon laquelle les régimes qui existent à l'heure actuelle en Europe de l'Est peuvent s'engager dans la voie des changements démocratiques et socialistes à l'initiative et sous l'impulsion des partis communistes, voire des autorités elles-mêmes.

L'objectif politique de tels arguments est clair : présenter le « Printemps de Prague » comme une source d'expérience valable pour la gauche en Europe occidentale. En agissant ainsi, les « eurocommunistes » d'Europe occidentale ne font que refléter les thèses des « communistes réformistes » tchécoslovaques. D'autre part, les « kremlinologues » universitaires envisagent l'hypothèse d'un processus de dislocation du bloc soviétique sous la poussée des forces centrifuges que représentent les gouvernements et partis communistes satellites, processus qui trouverait son point d'appui dans les gouvernements et sociétés capitalistes. Enfin, les syndicalistes et les démocrates sont avant tout préoccupés par la question de savoir quelles sont les possibilités de faire renaître le mouvement ouvrier et les activités civiques libres dans une société où les institutions démocratiques ont été détruites, et avec elles la conscience démocratique. Sur cette question fondamentale, apparemment les événements tchécoslovaques de 1968 apportent des solutions claires et sans équivoques. L'importance de ces questions est claire aux yeux de tous. C'est en cela que consiste l'importance de l'expérience tchécoslovaque.

On peut affirmer qu'en substance, tous les ouvrages historiques et politiques consacrés aux événements tchécoslovaques de 1968 s'accordent pour dire que la force dirigeante du processus historique en Tchécoslovaquie que nous examinons fut le Parti communiste tchécoslovaque. Quant au mouvement de masse, les uns disent qu'il n'a jamais existé, les autres affirment que s'il a existé, il a été de toute façon inspiré par le parti et sous la dépendance de ce dernier. Toutes les analyses vont dans ce sens. Des centaines de livres ont été consacrés à ce thème. Il existe en gros trois catégories de livres :

• Dans la première catégorie de livres, on peut classer les ouvrages, les plus nombreux, qui mettent au centre des événements la lutte pour le pouvoir au sein de l'appareil du PCT et au sommet de la hiérarchie du pouvoir. Ils proposent au lecteur en gros l'explication suivante : les « communistes sincères » de l'appareil du parti, après avoir appuyé allègrement la terreur, la destruction des syndicats libres après février 1948, ont petit à petit perdu leurs illusions.

A partir de là, ils exigeaient une « démocratisation sous la direction du PCT », et se sont ainsi heurtés à la direction du parti. La direction en question, qui fut impliquée dans la préparation des procès truqués des années 50 (procès intentés par ailleurs à des « communistes sincères »), s'opposait bien entendu aux efforts destinés à « rétablir la légalité ».

Cela avait pour conséquence l'approfondissement de la crise qui couvait au sein du parti et de la société tout entière. Le refus de réhabiliter les victimes innocentes a provoqué également une crise morale qui allait en s'approfondissant. Cette crise a été surmontée par l'arrivée d'une nouvelle direction, celle de Dubcek, qui a permis l'instauration d'un « socialisme à visage humain » qui, bien entendu, devait servir d'exemple aux autres pays « socialistes », y compris l'URSS. La direction du Kremlin, qui n'a pas compris que ce socialisme-là offrait une « chance historique », a envoyé des tanks.

Certains ajoutent même que la direction soviétique a agi ainsi *« en contradiction avec les intérêts vitaux de l'Etat soviétique lui-même »* ; malgré tout, l'expérience tchécoslovaque, nous dit-on, est un espoir pour le monde entier et un exemple pour les autres pays.

• En ce qui concerne les auteurs qui représentent la deuxième interprétation des événements tchécoslovaques, anciens apparatchiki, pour la plupart on les reconnaît notamment par un scepticisme qu'ils manifestent ostensiblement pour des « idéaux communistes ».

Le livre *« Le froid vient de Moscou »* est sans conteste l'ouvrage le plus représentatif de tous. Son auteur, Zdenek Mlynar, est un ancien secrétaire du comité central du PCT. Dans le cas présent, la situation sociale de l'auteur en dit long sur son livre. Il est en effet facile de se persuader de la pensée typiquement bureaucratique de l'auteur : au centre, on trouve la lutte pour la conquête des positions politiques et pour le pouvoir — lutte qui n'est pas sociale mais qui est personnelle — comme si le sort des peuples et des nations dépendait uniquement de cela. Aujourd'hui ces gens écrivent comme ils se comportaient dans l'action hier. Tout au long de leur existence, et peut-être même à partir de leur conviction intime, ils examinaient le mouvement de la société comme un simple objet de leurs « circulaires » et « résolutions ».

Pendant le « Printemps de Prague » aussi, ils se prenaient pour ceux qui tiennent le gouvernail de l'histoire. La gauche occidentale qui avait auparavant accepté le mensonge qui consiste à présenter les régimes en Europe de l'Est comme « socialistes » a également accepté un autre mensonge qui consiste à présenter ce genre de raisonnement comme étant « socialiste ».

• Les ouvrages historiques que nous classons dans la troisième catégorie répètent en gros les mêmes clichés, mais auxquels s'ajoute cette fois un terme qui occupe une place centrale : la Tchécoslovaquie de 1968, c'est la « révolution des intellectuels ». Les intellectuels, en tant que force motrice du « processus de renouveau », se sont mis à la place des secrétariats.

« réformée » du PCT. Mais elle ignore, elle aussi, le mouvement des masses populaires en 1968, et les deux interprétations s'accordent sur l'avenir et sur le rôle des intellectuels, sauveurs du Kremlin et du Pentagone.

Telles sont donc les catégories d'ouvrages consacrés au « Printemps de Prague ». Nous avons laissé de côté les versions soviétique et tchécoslovaque officielles pour qui tout s'explique par les « services secrets » des puissances étrangères. Les auteurs au service de la bureaucratie stalinienne montrent bien quelles sont, selon eux, les forces motrices qui déterminent le mouvement historique. Malheureusement, on ne nous dit rien des services secrets qui ont précisément joué un rôle si important pendant les événements tchécoslovaques : le KGB.

Nous voici donc au cœur du problème. Si tous les ouvrages consacrés aux événements de 1968 en Tchécoslovaquie ignorent le mouvement des masses, faudra-t-il en conclure qu'aucun mouvement de masse n'a existé dans ce pays en cette année 1968 ?

Les chars de la bureaucratie à Prague en août 1968.

Ce sont les intellectuels qui auraient donné l'impulsion à un processus qui a abouti à un changement au sein du PCT, ou bien ce sont eux qui auraient directement imposé ce changement. Il y a deux manières de présenter cette conception. Les tenants de la première interprétation des événements, ce sont les intellectuels membres du PCT, c'est-à-dire ceux qui, après 1948, ont détruit la culture tchécoslovaque, un peu à la manière de la « révolution culturelle » de Mao, qui sont devenus par la suite l'une des composantes privilégiées de la caste du régime stalinien au pouvoir. Ceux qui ont été propulsés en janvier 1968 sont rentrés par la suite dans les universités, américaines pour la plupart.

La deuxième interprétation, de même espèce, met au centre les intellectuels qui n'ont pas été membres du PCT ou ceux qui ont été persécutés par le parti communiste dans les années 1950 et au début des années 1960. Cette interprétation fait état, certes, et avec raison, des pressions qui s'exerçaient sur la direction

Mais pour pouvoir répondre à cette question, il faudra élucider un certain nombre de données de fait qui concernent la Tchécoslovaquie elle-même. Aussi faut-il avoir le courage de prendre en considération toutes ces données indépendamment de la question de savoir si elles entrent ou non dans les explications schématiques qui prévalent à l'heure actuelle en Occident. Nous procéderons par deux étapes. Dans la première partie, nous nous efforcerons d'expliquer les particularités de l'évolution sociale tchécoslovaque (aussi bien tchèque que slovaque) et de sa révolution. La deuxième partie de notre exposé sera consacrée à la question slovaque.

Il ne faut en aucun cas comparer mécaniquement la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui, et encore moins celle d'hier, avec les autres pays appartenant à la sphère d'influence du Kremlin, comme le font d'une manière constante les « kremlinogues » occidentaux. La Tchécoslovaquie est un phénomène unique en son genre dans le monde : c'est le seul pays où les idéaux du socialisme (liés hélas d'une manière tragique au stalinisme) ont été soutenus par la majorité de la population, sous la guerre civile, avant la prise du pouvoir par le Parti communiste.

Dans la Tchécoslovaquie d'avant février 1948, il s'agissait en effet pour le Parti communiste de mener une lutte pour sa domination incontrôlée, pour son pouvoir politique absolu. Mais le Parti communiste a remporté cette victoire par ses propres forces, sans que l'Union soviétique intervienne. Les troupes soviétiques ne stationnaient d'ailleurs pas sur le territoire tchécoslovaque.

Il convient de rappeler à cette occasion que des troupes américaines stationnaient à cette époque, au lendemain de la guerre, en France et en Italie, par exemple. La gauche était si puissante que les événements qui ont pu conduire le PCT à conquérir le monopole du pouvoir se sont déroulés sans procès politiques, sans arrestations, sans batailles de rue. C'est un fait sans précédent. Cela ne s'est produit dans aucun autre pays. En ce qui concerne les raisons de cette circonstance particulière, il faut les chercher dans l'histoire séculaire des peuples tchèque et slovaque.

Les Tchèques sont le premier peuple à avoir accompli une révolution anti-féodale, dès le XV^e^ siècle. Cette révolution a marqué d'une manière durable la société tchèque. Certains auteurs socialistes du XIX^e^ siècle, Engels par exemple, analysaient avec une grande lucidité cette vieille tradition tchèque, et soulignaient l'importance de cet événement pour l'évolution future du pays. Plus tard, le peuple tchèque a perdu son indépendance au cours de sa lutte contre l'empire des Habsbourg. A compter de cette date, les Tchèques sont ainsi devenus un peuple plébéien. La noblesse, pratiquement inexistante, et la grande bourgeoisie ne pouvaient pas trouver leur place habituelle dans la vie politique tchèque ou slovaque.

Le mouvement socialiste avait, dès le début, conquis des positions solides parmi les Tchèques et les Slovaques. Chez nous, l'importance politique des socialistes ne s'explique pas

(suite page 6).

Tchécoslovaquie

« Réformes de structures » ou révolution politique ?

(suite de la page 5)

uniquement par leur nombre ; ce n'est pas non plus le nombre des ouvriers organisés qui compte. Ce qui compte, c'est — à la différence de l'Allemagne par exemple — la profonde influence que les socialistes ont exercée d'une manière positive sur l'ensemble des courants politiques et culturels qui existaient dans notre société : *il faut bien comprendre l'importance de ce phénomène typiquement tchécoslovaque, phénomène que l'on ne peut quantifier par des méthodes statistiques.*

La Tchécoslovaquie indépendante fut créée en 1918, comme résultat de la défaite allemande et aboutissement de la révolution nationale et démocratique accomplie par les Tchèques et les Slovaques. C'était certes une République bourgeoise, mais l'influence des partis socialistes, des syndicats, des coopératives et d'autres puissantes organisations de la classe ouvrière était considérable au sein de cette République. A cette époque, la noblesse fut abolie et ses domaines partagés. La manière dont tout fut accompli alors en Tchécoslovaquie serait aujourd'hui considérée dans la France « socialiste » comme un acte presque « révolutionnaire ».

Les libertés démocratiques furent instaurées en Tchécoslovaquie à un niveau qu'aucun pays voisin ne connaissait. Les conquêtes sociales et ouvrières étaient plus importantes que dans les démocraties occidentales classiques. En matière de politique étrangère, la Tchécoslovaquie se heurtait dès le début à l'Allemagne hitlérienne, et le gouvernement tchécoslovaque a même envoyé de l'argent aux ouvriers autrichiens pour soutenir leur guerre civile.

Le Parti communiste tchécoslovaque fut l'un des partis les plus puissants de l'Internationale communiste, non seulement par rapport à la population globale, mais en nombre absolu.

Les relations de la Tchécoslovaquie avec l'URSS occupent dans notre existence une place à part. Conformément aux traditions nationales, les communistes naturellement, mais aussi la gauche en général tournaient leur regard vers l'Union soviétique dans laquelle ils voyaient la réalisation des idéaux socialistes et l'accomplissement des tâches radicales-démocratiques. Dans la guerre soviéto-polonaise de 1920, la Tchécoslovaquie avait observé la neutralité.

A partir de 1935, la Tchécoslovaquie faisait partie du pacte tripartite signé avec l'URSS et la France. Dans ses engagements militaires préparés secrètement, la Tchécoslovaquie était allée beaucoup plus loin que la France du Front populaire. De son point de vue, Hitler avait raison lorsqu'il affirmait que la Tchécoslovaquie était le *« porte-avions bolchevique »*.

La Deuxième Guerre mondiale a encore renforcé les sentiments favorables que l'opinion publique avait pour l'Union soviétique. Le pacte de Staline avec Hitler fut signé, la guerre fut déclarée par Staline contre la Pologne, sans que cela provoque pour autant des divisions brutales au sein de la population tchèque ou slovaque : le simple fait que l'Armée rouge se porte en avant de quelques centaines de kilomètres vers l'Ouest est ressenti par les Tchèques, et davantage encore par les Slovaques, comme un résultat positif du pacte.

Les dirigeants de notre résistance nationale travaillaient pour le NKVD soviétique avec l'approbation du président de la République qui était à Londres, à l'époque où l'URSS était en fait un allié d'Hitler et la Tchécoslovaquie en état de guerre contre ce dernier.

L'ensemble des composantes qui formaient notre résistance anti-nazie adoptèrent *le programme socialiste*, l'idéal qui a conduit à l'échafaud la plupart de nos combattants, *chose extraordinaire sans conteste dans l'histoire de la résistance anti-fasciste européenne qui s'était constituée dans les années 1940-1941.*

L'avance de l'Armée rouge jusqu'au cœur de l'Europe a suscité chez nous des sentiments d'espoir, à la différence de la Pologne et de la Hongrie par exemple. D'ailleurs, l'Armée rouge quitte dès l'été 1945 le territoire tchécoslovaque. Pour maintenir son influence en Tchécoslovaquie, l'Union soviétique — à cette époque-là — n'avait pas besoin de l'armée.

L'Union soviétique pouvait maintenir sa suprématie en Tchécoslovaquie grâce à la puissance qu'exerçaient sur notre société les idéaux du socialisme et de la démocratie, qui d'ailleurs se confondaient dans l'esprit de tous avec l'idée même de l'Union soviétique.

En 1945, au cours des premiers mois qui ont suivi la Libération, on opérait la nationalisation de l'industrie lourde. Avec ces nationalisations, la Tchécoslovaquie a rejoint les pays dont toute la vie sociale et économique est presque entièrement gérée par l'Etat.

Ce programme, sous tous ses aspects, a été approuvé, lors des élections de 1946, par la majorité écrasante des électeurs. La majorité en voix — un peu plus de la moitié — s'est prononcée pour la radicalisation du processus de nationalisations en cours, c'est-à-dire pour d'autres nationalisations.

Ce qui caractérise la vie politique traditionnelle de notre pays, c'est le fait que c'est la social-démocratie qui se montrait, sous bien des aspects, plus conséquente en ce qui concerne le problème de la socialisation des moyens de production, tandis que le parti stalinien tergiversait. Les communistes-staliniens tchécoslovaques se sont finalement montrés capables d'interpréter à leur façon notre idéologie nationale, traditionnelle, progressiste et démocratique. Ils ont réussi à se présenter devant le peuple comme des héritiers légitimes de ces traditions démocratiques. Ainsi, les autres courants politiques ont été tout simplement relégués au deuxième plan.

Il convient de se rappeler à cette occasion que ni le PC français, ni le PC italien par exemple, n'ont réussi ce que le PC tchécoslovaque a pu atteindre. Il existe cependant une exception, celle du Parti communiste bulgare et de Dimitrov : ce dernier peut être considéré comme un exemple pour les staliniens tchécoslovaques. C'est l'une des bases d'une analogie entre la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, analogie totalement absente des ouvrages des spécialistes occidentaux.

Jan Tesar

Economie

NOTE DE LECTURE

« Economie mondiale et impérialisme » (L. Gill).

TOUT au long du mois de juillet, le marché à terme du cacao de Londres a eu la fièvre. D'un jour à l'autre, sur la foi de nouvelles douteuses et contradictoires concernant la future récolte du produit en Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves de cacao, les cours sont passés de leur limite de baisse à leur limite de hausse et inversement.

Des sommes énormes ont changé de mains, des petites fortunes se sont faites ou défaites en quelques heures. Tout cela sans qu'un gramme de cacao fasse l'objet d'une transaction physique. Tout cela à des milliers de kilomètres des champs où le paysan ivoirien n'en était encore qu'à surveiller la formation des cosses sur les cacaoiers. Dans une quasi totale indépendance à l'égard du processus de formation réel, le marché à terme du cacao, comme tous les marchés de matières premières qui existent à Londres, New York, Chicago ou Paris, permet aux spéculateurs de « faire de l'argent » avec de l'argent.

Tout le fonctionnement parasitaire du capital financier est illustré par cet exemple. Un fonctionnement radiographié par notre camarade Louis Gill, militant de la section au Canada de « IVe Internationale (CIR) », dans son dernier ouvrage « *Economie mondiale et impérialisme* » (édité par Boréal-Express Montréal).

Après avoir décrit la formation de l'impérialisme, *« système mondial unique et intégré »*, à travers des dizaines d'années d'expansion coloniale, de partages du monde, de crises, de guerres et de bouleversements, Louis Gill donne la clef théorique de cette histoire chaotique dans le chapitre sur *« Capital financier et parasitisme »*, en reprenant la présentation fondamentale de la loi de la valeur telle que Marx l'a formulée.

Dans la relation A-M-A', argent-marchandise-argent, A représente le capital initial fructifié en A', à travers un processus de production dans lequel le capital, utilisant la force de travail, *« seule marchandise capable de produire une valeur supérieure à la valeur nécessaire à sa propre reproduction »*, dégage une plus-value, qui doit ensuite être réalisée par la vente des marchandises produites, par leur transformation en argent.

« Des mécanismes artificiels »

Mais cette réalisation se heurte en permanence aux rapports sociaux sur lesquels la production capitaliste repose, à savoir l'expropriation du producteur du produit de son travail. Les crises récurrentes de production du capitalisme ascendant manifestent la façon dont la loi de la valeur rappelle régulièrement sa présence en imposant la destruction des valeurs qui ne peuvent être réalisées.

« L'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme, écrit L. Gill, *a développé et mis au point toute une gamme de mécanismes et de moyens artificiels parasitaires dont l'effet est de contenir artificiellement le développement des crises, d'enfreindre sur une base plus ou moins durable la loi de la valeur. »*

Schématiquement, ces moyens tentent de remplacer la valeur A-M-A' par le rapport A-A', l'argent qui produit de l'argent sans aucune médiation productive.

Cela nous renvoie à l'exemple choisi plus haut des marchés à terme dont L. Gill donne une analyse complète dans le chapitre sur les *« matières premières »*.

Cela renvoie surtout au crédit et au développement que lui a assuré la création du système financier international, étudié dans le chapitre sur *« l'expansion du capital financier »*.

En conclusion de ces pages, où il analyse dans le détail la constitution, le fonctionnement, les instruments du système bancaire, des places financières internationales aux célèbres « euro-marchés », Louis Gill écrit, à propos des crédits que les banques se consentent entre elles (522 milliards de dollars en 1981) : *« Cela constitue un montant considérable de crédits attribués en quelque sorte en vase clos, appartenant à une circulation financière totalement autonome, interne au réseau bancaire, détachée du processus productif réel mais fort lucrative, expression manifeste du mouvement A-A', traduisant le caractère parasitaire du capital financier. »*

Une « économie de dettes »

A l'heure où ce système vit dans la crainte de se voir enfin sanctionné par la banqueroute de pays débiteurs comme le Brésil ou l'Argentine, incapables de faire face à leurs dettes, Louis Gill rappelle que *« l'économie mondiale dans son ensemble et dans ses composantes nationales est devenue une véritable "économie de dettes", alimentée artificiellement par le crédit qui semble permettre au capitalisme de s'affranchir de ses limites, mais ne réussit qu'à repousser les échéances »*.

Dans le chapitre consacré à *« la crise du système monétaire international »*, indispensable pour comprendre le désordre monétaire actuel devant lequel les prétendus « gourous » de la finance américaine perdent leur latin, Louis Gill analyse la façon dont le dollar, monnaie de l'impérialisme le plus puissant, a permis aux Etats-Unis d'assurer le financement artificiel de « l'expansion » de l'après-guerre.

La création de valeurs monétaires sans rapport avec les valeurs réellement productives est à l'origine de l'inflation mondiale. Elle rend compte également du caractère presque totalement artificiel des mouvements monétaires. Le dollar est à 8 F alors que l'économie américaine est sinistrée dans ses secteurs les plus importants par la récession.

« De plus en plus, écrit Louis Gill, *ce qui se déroule au niveau des mécanismes monétaires et financiers apparaît comme n'ayant qu'un rapport lointain avec les phénomènes réels, avec la réalité de la production, des coûts...*

Mais un tel écart ne peut être maintenu de façon durable. Tôt ou tard, les lois fondamentales de l'économie doivent s'imposer... La rechute de 1980 n'est qu'un nouveau pas dans la marche à la crise, dans la marche à la dislocation du système capitaliste tout entier. »

« L'économie capitaliste en crise, rappelle-t-il plus loin, *a un besoin vital d'une intensification de ses dépenses militaires, du passage à toutes fins utiles de l'économie d'armement à une économie de guerre et éventuellement à une guerre, que seuls empêchent de se déployer les rapports actuels entre les classes et les rapports politiques mondiaux où l'initiative à l'échelle mondiale appartient à la classe ouvrière et aux masses exploitées... La crise des fondements économiques du système se double d'une crise de domination politique. »*

On aura compris que *Economie capitaliste et impérialisme* est un ouvrage marxiste au sens plein du terme, dans lequel les clefs de l'interprétation du monde sont données à ceux qui veulent le transformer. Chacun de ses chapitres peut être transcrit en mot d'ordre.

Par l'ouvrier de Sao Paulo : *« Annulation de la dette extérieure, résultat du pillage impérialiste ! »*. Par le paysan ivoirien : *« Contrôle des matières premières par ceux qui les produisent ! »*. Par l'ouvrier polonais : *« Dehors les bureaucrates qui agissent comme relais des banquiers américains et allemands ! »*. Par le travailleur français : *« Non à l'austérité dictée par les spéculateurs et les financiers ! »*.

Sergio Reis

Retrait des troupes françaises du Tchad !

LE 9 août, plusieurs centaines de parachutistes français gagnaient le Tchad. Il s'agissait, d'après le ministre de la Défense nationale, « d'instructeurs » et de « formateurs ». Mais en quelques jours ces « instructeurs » étaient près de 3 000 hommes, disposant d'engins blindés puis appuyés par des avions de combat Jaguar et par des Mirages.

C'est au nom d'un traité d'assistance conclu en 1976 entre le gouvernement Giscard-Chirac et le général Malloum que le gouvernement Mitterrand-Mauroy justifiait cette expédition militaire.

Elle était destinée à soutenir le gouvernement d'Hissène Habré contre l'offensive des forces de son ancien partenaire gouvernemental Goukouni Oueddei que l'on assurait secondé par une « puissante intervention militaire libyenne ».

Au-delà de la complexité réelle de la situation, de la combinaison et de l'opposition des forces diverses, un fait s'impose : l'intervention des forces militaires françaises, contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'a pour fonction que de défendre les intérêts de l'impérialisme français et la « stabilité » de la domination impérialiste en Afrique.

Départ de troupes françaises pour le Tchad.

Les troupes françaises doivent être retirées !

Comme le déclarait *Informations ouvrières*, hebdomadaire du Parti communiste internationaliste (section française de Quatrième Internationale - Centre international de reconstruction) :

« Du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du point de vue des intérêts de la population de la région et des masses laborieuses en France, les troupes françaises n'ont rien à faire au Tchad. Elles doivent être retirées ! »

La situation ne manque pas d'éléments paradoxaux. Au nom d'accords passés par Giscard, le gouvernement issu des élections qui ont chassé Giscard s'engage dans une opération de grande envergure pour soutenir H. Habré contre Goukouni Oueddei, ex-président du « gouvernement d'union nationale de transition » soutenu par la France jusqu'en 1982.

Il s'agit, explique-t-on, de faire échec à l'agression libyenne, Oueddei étant un pion de Kadhafi. Mais outre que, sur le terrain, jusqu'à présent, l'intervention libyenne a été des plus mesurées, il faut rappeler que G. Oueddei avait obtenu en 1981 le départ des troupes libyennes.

Kadhafi agirait pour assurer son contrôle sur la bande d'Aazou, proche de la frontière libyenne, et riche en minerai. Mais elle est occupée par les forces libyennes depuis dix ans et le président Mitterrand s'expliquant sur les motifs de l'intervention française dit qu'il s'agit d'un *« contentieux remontant à l'époque coloniale et qui constitue une affaire bilatérale entre Tripoli et N'Djamena »*.

Un Etat artificiel

Un premier fait s'impose — que soulignent d'ailleurs les quelques éléments de fait fournis dans cette page. Le caractère artificiel de l'Etat tchadien a conduit en permanence, depuis « l'indépendance » de 1960, à la nécessité d'interventions extérieures pour préserver un semblant de pouvoir central, face à des mouvements qui trouvent leurs racines (quelle que soit la politique de leurs dirigeants) dans les aspirations des peuples de la région qui ne peuvent être satisfaites dans le cadre des frontières actuelles.

Un second fait est non moins manifeste : ce n'est pas sans réticence que le gouvernement français s'est engagé dans la voie de l'intervention militaire directe — et il l'a fait sous l'injonction et la pression de l'impérialisme américain.

Ainsi, Reagan tire un double bénéfice de l'opération : d'une part, il élargit les positions matérielles et diplomatiques de l'impérialisme US en Afrique ; d'autre part, s'assurant l'engagement de la France dans une *« opération de maintien de l'ordre contre-révolutionnaire, il poursuit sur la ligne énoncée au sommet de Williamsburg, celle de l'alignement obligé de toutes les puissances impérialistes sur le cours belliciste de l'impérialisme américain »*, comme le souligne un article d'*Informations ouvrières* (n° 1120 du 20 août).

Quant à la prétention de présenter Kadhafi et son régime comme expression d'une volonté anti-impérialiste et comme champion des intérêts des peuples de cette région, elle ne résiste guère à l'examen des faits.

Les liens du régime libyen avec l'impérialisme sont manifestes, malgré toute la rhétorique de Kadhafi. Non seulement Kadhafi entretient encore des relations commerciales (incluant de substantielles fournitures militaires) avec la France (la Libye est son 5e partenaire commercial en Afrique et des intérêts français continuent à y prospérer : RVI, Airbus industries, Elf-Aquitaine, etc.), mais les rapports avec les USA ne correspondent nullement à l'image qu'en donnent les propagandes.

Comme le note *Le Monde diplomatique* dans un article d'ailleurs empreint de sympathie pour le régime de Kadhafi : *« La production pétrolière de la Libye est toujours enlevée à 30 % par les compagnies américaines ; des sociétés d'outre-Atlantique poursuivent leurs activités lucratives surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'ingénieurie et de la haute technologie ; les affaires de la multinationale Schlumberger continuent à prospérer.*

Quelque huit à dix mille étudiants libyens font leurs études aux USA contre une centaine en France, les citoyens américains se rendant ou résidant dans la Jamahirya bénéficient de privilèges exceptionnels dont sont privés les français. »

L'impérialisme français a été amené à intervenir à la fois au compte de ses propres intérêts et d'une « stabilité » d'ensemble que menace la désagrégation du Tchad.

S'expliquant sur l'envoi des forces armées au Tchad, François Mitterrand déclarait : *« La partition plongerait l'Afrique tout entière dans l'instabilité générale, les anciennes frontières coloniales ayant été reconnues intangibles par les nouveaux pays indépendants. »*

Et son ministre de la Défense Charles Hernu mettait les points sur les « i » : *« Nous sommes ici parce que nous savons bien qu'il ne faut pas toucher aux frontières héritées du système colonial. »* En d'autres termes, il s'agit de préserver l'ordre qui, à l'échelle du continent africain, perpétue la domination impérialiste.

F. F.

Le dispositif militaire français au Tchad

L'intervention militaire française au Tchad attire l'attention sur la présence militaire permanente de l'impérialisme français dans toute une série de pays d'Afrique.

On n'a pas été sans noter que, par exemple, un détachement a été envoyé en renfort en République centrafricaine pour y remplacer des effectifs directement envoyés de là (la République centrafricaine a une frontière commune avec le Tchad) au Tchad. C'est environ 1 100 hommes qui stationnent en permanence en République centrafricaine.

Le dispositif militaire français en Afrique comprend aussi bien des « conseillers » que des éléments des « forces permanentes d'intervention ».

L'armée française, sous ces formes diverses, est ainsi présente au Maroc, en Tunisie, en Mauritanie, en Haute-Volta, au Sénégal (1 100 hommes), en Côte-d'Ivoire (500), au Togo, au Niger, au Gabon, au Cameroun, au Zaïre, au Burundi, au Rwanda, en République centrafricaine et à Djibouti (3 700).

Quelques éléments de fait sur le Tchad

Les frontières actuelles du Tchad ont été dessinées à l'issue de la Conférence de Berlin de 1883 réunissant les principales puissances coloniales. Elles enferment dans un rectangle arbitrairement découpé des populations musulmanes et nomades du nord et du centre et les agriculteurs sédentaires du sud, animistes et partiellement christianisés. En 1960, de Gaulle « octroie » l'indépendance formelle au Tchad.

Le Tchad compte 4 500 000 habitants pour une superficie de 1 284 000 km2. 70 % de la population est de religion musulmane. Les principales ressources sont le mil-sorgho, les arachides, le coton et la pêche.

Quelques dates

11 août 1960 : « Accession à l'indépendance ». L'impérialisme français installe au pouvoir le dictateur Tombalbaye. **De 1963 à 1968**, croissance de l'opposition contre ce régime.

Août 1968 : Tombalbaye fait appel à l'armée française. **En 1969**, les unités militaires françaises déclenchent une campagne de « pacification » (villages rasés, massacres de population, destruction de bétail et de cultures). **En 1972,** le gouvernement français diminue son effort militaire, incapable de régler la situation.

1975 : Alors que le régime de Tombalbaye est menacé d'effondrement, Giscard installe à sa place le général Malloum. Les troupes françaises se retirent en septembre. Dès le mois de novembre de la même année, Malloum dissout les syndicats organisés par les travailleurs.

Mars 1976 : Signature d'accords de coopération militaire entre Malloum et Chirac, alors Premier ministre de Giscard (c'est à ces accords que se réfère le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman pour justifier l'actuelle intervention militaire).

En 1977 et 1978 : Développement d'une rébellion armée, à partir du nord, dirigée par le Frolinat malgré l'appui militaire français.

Août 1979 : Constitution du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition intégrant toutes les tendances armées). Goukouni Oueddei dirige le GUNT. En septembre, les forces françaises se retirent.

Juin 1982 : Hissène Habré, qui avait rompu avec le GUNT peu après sa constitution, s'empare de la capitale N'Djamena.

Octobre 1982 : Le gouvernement français qui jusqu'alors appuyait G. Oueddei reconnaît le gouvernement d'Hissène Habré.

Résolution adoptée par le comité central du PCI le 22 août 1983

1/ Le comité central du PCI réaffirme sa position concernant l'envoi d'une force militaire française au Tchad. Face à cette intervention totalement réactionnaire, que le PCI condamne, notre parti avance un mot d'ordre clair : Retrait des troupes françaises du Tchad !

Le PCI, en fonction de l'évolution concrète des événements, prendra les initiatives nécessaires découlant de ce mot d'ordre.

Nous sommes inconditionnellement pour ce retrait, ce qui ne signifie pas un quelconque appui politique aux forces tchadiennes ou libyennes en présence. Nous sommes avant tout contre notre propre impérialisme.

2/ Le type d'initiatives que le PCI pourra prendre devra tenir compte, en fonction de l'évolution de la situation, de l'objectif qui est le nôtre, celui de contribuer au retrait des troupes envoyées par le gouvernement français, par la mobilisation des masses.

En fonction des développements de la situation, cette prise de position du PCI pour le retrait inconditionnel des troupes françaises pourra trouver à s'incarner dans des initiatives de mobilisation (manifestation, pétition, meeting, etc.) sur la ligne de la réalisation du front unique ouvrier contre cette intervention.

Théorie

Impérialisme, bonapartisme et démocratie

NOUS avons dans un premier article examiné les différentes formes de domination de classe de la bourgeoisie, et tenté de montrer l'importance pour le prolétariat et sa lutte révolutionnaire des conquêtes démocratiques, droits et libertés arrachés de haute lutte à la bourgeoisie.

Point d'appui du prolétariat au sein de la société bourgeoise dans sa lutte contre la bourgeoisie, les conquêtes démocratiques au travers desquelles la classe ouvrière a construit ses propres organisations de classe sont aujourd'hui remises en cause dans tous les pays, qu'il s'agisse des pays impérialistes et des pays dominés par lui ou qu'il s'agisse des pays sous domination bureaucratique.

Que la revendication de la liberté individuelle et collective ne soit point une vieillerie historique mais un des points essentiels du combat pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation, qui pourrait une seconde en douter à l'examen de la situation internationale, qu'il s'agisse de la libération des peuples des chaînes de la domination impérialiste comme en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, ou comme dans la vieille Europe de la lutte des peuples irlandais, catalan et basque, qu'il s'agisse du combat pour la révolution politique contre la domination des bureaucrates du Kremlin et de leurs agences, qu'il s'agisse enfin, dans les pays impérialistes, de la remise en cause de la liberté d'organisation de la classe ouvrière, des tentatives de liquidation par les régimes bonapartistes ou semi-bonapartistes des conquêtes démocratiques et ouvrières.

Nous n'aborderons pas, nous réservant pour un prochain article les formes de domination de classe dans les pays opprimés par l'impérialisme, l'examen de la place et du rôle spécifique des régimes bonapartistes mis en place dans ces pays au cours de la première moitié du XX^{e} siècle.

Nous voudrions aborder aujourd'hui la question de la place des mots d'ordre démocratiques dans les pays capitalistes avancés.

La produit de la lutte de classe du prolétariat

Y compris dans ces pays, ce qui par la tradition historique apparaissait quasiment comme « naturel » aux générations les plus jeunes : droit d'organisation indépendante de la classe ouvrière, droit à la santé, droit à l'enseignement, séparation de l'Eglise et de l'Etat, est remis en cause dans tous les pays d'Europe, rappelant à tous et chacun qu'il avait été le produit de la lutte de la classe ouvrière contre la société bourgeoise.

En effet, l'apparition et l'existence de formes démocratiques de domination de classe de la bourgeoisie dans quelques pays de la vieille Europe et de l'Amérique du Nord n'a nullement résulté de la volonté politique propre de la bourgeoisie qui aurait, de sa propre initiative, mis en place un système garantissant au peuple, à tous les hommes, libertés individuelles et collectives.

Comme le fait remarquer Engels dans *L'Origine de la propriété privée, de la famille et de l'Etat* : *« Dans la plupart des Etats historiques, les droits accordés aux citoyens sont d'ailleurs gradués suivant leur fortune, et par cela il est expressément déclaré que l'Etat est une organisation des classes possédantes pour leur protection contre celle qui ne possède pas. »*

Ainsi, l'Etat bourgeois représentatif moderne est-il né en limitant à la seule bourgeoisie l'exercice des droits politiques et la représentation parlementaire, et encore à ses couches dominantes.

Il faut noter que la Constitution américaine de 1787 admettait parfaitement l'esclavage, et qu'il faudra, 75 ans plus tard, en relation avec toute une évolution nationale et internationale, une nouvelle guerre révolutionnaire, la guerre de Sécession, pour abattre l'esclavage et assurer l'unité nationale.

Le plus démocratique des Etats bourgeois qui, après l'adoption des dix amendements à la Constitution, garantissait les libertés de parole, de presse, de réunion, de religion, garantissait le droit de pétition et le droit d'appartenir à une milice et de porter les armes, n'avait en 1791 cependant pas institué le suffrage universel.

Etats-Unis : un épisode de la guerre de Sécession dont la fin verra l'abolition de l'esclavage (1865).

Pour être électeur, il fallait posséder un minimum de propriété. Ce n'est qu'en 1865 que sera aboli l'esclavage et en 1866 que le droit de vote sera accordé à tous les citoyens, même indépendamment de leur race et de leur couleur de peau. Dix ans plus tard, le compromis passé entre les capitalistes du Nord et l'aristocratie foncière du Sud retirait tous les droits politiques aux anciens esclaves, instituait la ségrégation et les faisait retomber sous la coupe de leurs anciens maîtres.

Citoyens « actifs » et « passifs »

De la même manière en France, la première Constitution française est explicitement fondée sur l'inégalité sociale qui détermine l'inégalité politique. La démocratie bourgeoise a son acte de naissance : c'est la démocratie de ceux qui possèdent ; le parlementarisme bourgeois, c'est la représentation des possédants.

Ainsi, la première Constitution en France, fondée sur la défense de la propriété, divisait-elle les citoyens en citoyens actifs et citoyens passifs, établissant entre eux des différenciations en fonction des impôts payés. Les citoyens actifs étaient ceux qui payaient des contributions égales à la valeur de trois jours de travail (variant selon les localités de une et demie à trois livres). Ceux-là désignaient les municipalités et les électeurs de l'Assemblée législative. Pour être électeur, il fallait payer une contribution équivalente à 10 journées de travail.

Et pour être éligible, député à l'Assemblée législative, il fallait posséder une propriété foncière et payer un impôt direct de 52 livres. Seule l'activité révolutionnaire des masses permit d'arracher le suffrage universel.

Si la bourgeoisie comme classe aspire à la démocratie parlementaire, toute l'histoire des métropoles impérialistes montre que cette aspiration, cet idéal n'ont rien d'un absolu.

Devant le danger politique pour sa domination de classe, elle renonce à sa représentation politique pour préserver sa domination sociale sur le travail salarié. Ainsi, au lendemain de la première révolution prolétarienne, écrasée en 1848, a-t-on vu la bourgeoisie française faire à nouveau appel à un sauveur, comme l'a montré le camarade Fougeyrollas dans son article paru dans le numéro 14 de *Tribune internationale*.

La décadence du capitalisme, la transformation de celui-ci en impérialisme, *« réaction sur toute la ligne »*, comme le caractérisait Lénine, va remettre en cause l'ensemble des acquis démocratiques et ouvriers.

La crise du mode de production capitaliste, l'impasse dans laquelle sont précipités tous les pays capitalistes, y compris les pays dominants, qu'il s'agisse des vieux pays d'Europe ou des Etats-Unis, liquident les bases matérielles de la démocratie bourgeoise qui demeure un luxe que ne possèdent que les impérialismes les plus forts tant qu'ils en ont les moyens matériels, ce, bien sûr, en relation avec le degré d'acuité de la lutte des classes.

Dans les régimes parlementaires, les conflits de classes ne disparaissaient pas. Par leur lutte de classe, les travailleurs organisés indépendamment de l'Etat avaient arraché droits et garanties qui étaient sanctionnés au Parlement sous forme de lois.

De par la politique de collaboration de classes des dirigeants des partis ouvriers bourgeois, le Parlement était devenu le lieu de cette « conciliation » des intérêts de classes opposés, des conflits ainsi amortis. Mais ce système est un système qui coûte cher et qui n'a pu s'établir que dans les pays impérialistes dominants.

Cette politique de conciliation au sein du Parlement supposait des organisations ouvrières indépendantes de l'Etat, qui formellement pouvaient espérer voir leurs intérêts pris en compte. Ainsi, la lutte révolutionnaire du prolétariat a-t-elle arraché en France par exemple les conventions collectives, les 40 heures, les congés payés, etc., comme sous-produits.

Dans les régimes bonapartistes, dans les régimes où l'exécutif s'élève au-dessus de la représentation parlementaire du pays, la réduisant à une chambre d'enregistrement, là, il n'y a plus reconnaissance de fait de la lutte de classes, de l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Le bonapartisme, comme système de domination de classe de la bourgeoisie, voit la prise en compte des seuls intérêts de la bourgeoisie. D'où la remise en cause des garanties et droits ouvriers, au premier rang desquels le droit d'organisation indépendante de la classe ouvrière, d'où les tentatives d'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat.

Ainsi en est-il en Grande-Bretagne où Thatcher veut porter de nouveaux coups aux syndicats et liquider les conquêtes ouvrières les plus fondamentales telles que l'enseignement et la santé publique, les retraites ouvrières.

Ainsi en est-il en France où le gouvernement de front populaire, inséré dans les institutions bonapartistes mises en place par de Gaulle et défendant ces institutions antidémocratiques que jadis ses partis avaient condamnées, foule-t-il aux pieds conventions collectives et libre droit de négociation pour imposer, sous la houlette du ministre Delors, ex-conseiller du ministre gaulliste Chaban-Delmas, le blocage des revenus et la baisse du pouvoir d'achat des masses travailleuses.

Dans tous les pays impérialistes, y compris les plus riches, ces tendances au bonapartisme se développent, heurtant de plein fouet et voulant détruire les traditions démocratiques comme les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Ainsi, aux Etats-Unis, voit-on la présidence se heurter au Congrès, la manifestation la plus spectaculaire de ce heurt ayant été le scandale du Watergate.

Ainsi en est-il en Angleterre où Thatcher veut porter de nouveaux coups aux syndicats et liquider les conquêtes démocratiques et ouvrières les plus fondamentales : enseignement et santé publiques, retraites ouvrières, etc.

« Développer la démocratie jusqu'au bout »

Dans tous les pays capitalistes avancés, c'est la tentative de remise en cause de la place indépendante qu'avait conquise le prolétariat au sein et contre la démocratie bourgeoise parlementaire. C'est pourquoi dans ces pays bonapartistes ou semi-bonapartistes, la question des libertés démocratiques, de la défense des mots d'ordre démocratiques, le combat pour la démocratie conséquente prennent la place la plus importante. Non qu'il s'agisse de considérer comme une solution des problèmes de la société le retour aux formes parlementaires de l'Etat bourgeois.

Lénine nous l'a appris *« La démocratie n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme. »* Quand, en France, le ministre de l'Education nationale reprend à son compte, contre les parents, les projets bonapartistes de liquidation de *l'enseignement public, comment ne* pas comprendre la *portée de la lutte* contre les institutions bonapartistes, la lutte pour la démocratie conséquente, telle que l'explique Lénine dans *« L'Etat et la révolution »* :

« Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre de galité, à condition de comprendre celle-ci exactement dans le sens de la suppression des classes. »

La lutte contre les institutions bonapartistes et contre chacune des réformes réactionnaires, la lutte pour la démocratie et la défense des acquis ouvriers et libertés ouvrières concentrent la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'Etat bourgeois, pour l'instauration d'une démocratie plus large qu'est la dictature du prolétariat.

« La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer.

Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie tout d'abord unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise...

Ici, "la quantité se change en qualité" : parvenu à ce degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. »

C'est pourquoi Lénine considère comme une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale de *« développer la démocratie jusqu'au bout, rechercher les formes de ce développement, les mettre dans la pratique »*.

O. Corte

Résolution finale adoptée par la conférence des sections latino-américaines de « IVe Internationale (CIR) » (extraits)

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la résolution générale adoptée par la récente conférence des sections d'Amérique latine de IVe Internationale (Centre international de reconstruction), ainsi que la déclaration adressée par ces organisations à la conférence anti-impérialiste de Bogota.

CE n'est pas le fait du hasard si, immédiatement après la fin du IXe sommet, une entrevue a lieu entre Averell Harriman (ambassadeur nord-américain à Moscou entre 1943 et 1946) et Youri Andropov, au cours de laquelle celui-ci a déclaré que l'URSS a *« un sincère et fervent désir »* de normaliser ses relations avec les Etats-Unis et est *« prête et intéressée à la recherche d'initiatives conjointes »* dans ce but (selon ce que rapporte le *New York Times* du 3 juin 1983). Andropov a en outre dit que *« vu la situation stratégique globale et le nombre croissant de problèmes explosifs dans le monde, l'URSS et les USA ne peuvent se lancer dans une course militaire »*.

Ronald Reagan a répondu affirmativement et indirectement à ces propositions, en déclarant à un groupe de journalistes que *« tous* (il se réfère aux participants au sommet de Williamsburg) *nous sommes prêts à accueillir les Soviétiques à tout moment s'ils veulent démontrer par des actions, non par des mots, leur désir de se joindre à une amélioration de la vie de nos peuples »*.

Selon les déclarations de Reagan, la Maison-Blanche prévoit quelques améliorations des rapports avec Moscou, *« parce que nous avons tous une vision plus réaliste. Ceci ne se verra pas dans la rhétorique dans un avenir immédiat, car une grande partie de la rhétorique est destinée à usage interne »*. Rien de plus clair pour indiquer une politique de coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne malgré, comme le dit bien Reagan, la « rhétorique destinée à l'usage interne ».

Dans le cadre de la « coexistence pacifique »

Ce n'est pas non plus un hasard, si Rowny, le négociateur nord-américain sur les armements stratégiques à Genève, a déclaré à l'issue d'un entretien avec Reagan : *« Le président m'a demandé d'examiner sérieusement toutes les propositions soviétiques et d'être souple dans nos réponses, à chaque fois que cela entrerait dans le cadre de nos objectifs globaux. »*

Mais, quel est, en termes plus exacts, ce *« nombre croissant de problèmes explosifs dans le monde »* que les dirigeants du Kremlin et de Washington doivent prendre en compte pour les résoudre, selon Andropov, dans le cadre de la « coexistence pacifique » ? Il est évident que ces problèmes se trouvent au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Pologne, en Amérique centrale. Ainsi, Andropov et Reagan, par rapport à toutes les questions, y compris les plus sérieuses, qui les opposent, se situent avant tout contre la montée révolutionnaire qui se développe dans le monde.

La pression accrue qu'exerce l'impérialisme sur la bureaucratie du Kremlin trouve ses points d'appui dans l'impasse de la gestion bureaucratique et dans la subordination croissante des économies de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiques, y compris la Chine, envers l'économie mondiale structurée sur la base des rapports capitalistes de production. Un autre moyen de cette pression réside dans l'intensification de la course aux armements qui constitue le pivot de la « relance » de l'économie capitaliste, et au sein de laquelle elle introduit de nouveaux facteurs de crise. En même temps, la production massive de moyens de destruction représente pour l'économie de l'URSS un pesant fardeau.

Les Etats-Unis doivent, entre autres objectifs, s'assurer un contrôle plus étroit des moyens de pression sur l'URSS et les Etats ouvriers bureaucratiques, et non pas simplement réaffirmer leur hégémonie par rapport aux autres pays impérialistes. La négociation sur les armements stratégiques et leur contrôle n'est pas une question purement militaire. L'impérialisme nord-américain souhaite obtenir de nouvelles concessions de la bureaucratie en ce qui concerne l'ouverture de marchés et le contrôle de ses investissements, ce qui s'oriente vers la liquidation des rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre.

La coopération exigée de la bureaucratie ne veut pas dire simplement laisser les mains libres à l'impérialisme dans le développement de la contre-révolution. Cette coopération signifie également une participation active de la bureaucratie face à la montée révolutionnaire au niveau mondial.

Comment se manifeste cet accord

Il nous faut ici souligner plus particulièrement les manifestations de ces accords en relation avec l'Amérique latine.

Afin de créer l'ambiance favorable au discours de Reagan devant la réunion extraordinaire du Parlement qui s'est tenue le 27 avril dernier pour chercher à convaincre l'opinion parlementaire et l'opinion publique, le gouvernement nord-américain a utilisé tous les moyens possibles, y compris la provocation contre le Nicaragua.

C'est ainsi que le définit Daniel Ortega, coordinateur de la junte de gouvernement du Nicaragua, dans la déclaration *officielle* du 25 avril : *« L'administration nord-américaine, sans aucun scrupule et de façon parfaitement irresponsable, dans ses efforts désespérés pour obtenir un consensus de l'opinion publique et en particulier du Congrès,* ***a déchaîné une campagne de provocation contre le Nicaragua.***

Dans ses efforts désespérés pour justifier sa politique injustifiablement belliqueuse en Amérique centrale, le président Reagan, désirant persuader le Congrès et l'opinion publique internationale et essayant de semer le désaccord entre les gouvernements de notre continent, ***est allé même jusqu'à proférer des mensonges à propos de la présence de fusées soviétiques au Nicaragua.***

Nous voulons rejeter et condamner de la façon la plus solennelle et la plus claire ces dangereuses provocations *qui peuvent aggraver la situation de pré-guerre que connaît la région.*

Les mensonges proférés par l'administration du président Reagan dans le but de légitimer sa politique erronée nous amènent à déclarer de façon solennelle que l'installation de fusées soviétiques au Nicaragua n'existe que dans l'imagination des fonctionnaires de l'administration nord-américaine. » (souligné par nous).

Ces déclarations du gouvernement sandiniste sont très importantes. Mais il n'a été démenti par personne que les Soviétiques, par la bouche de Zagladine, membre du comité central du Parti communiste d'URSS, ont évoqué cette possibilité *« au cas où les USA déploieraient effectivement leurs Pershing en Europe de l'Ouest à la fin de cette année »*.

C'est précisément ce qui a amené le 9 avril dernier le commandant sandiniste Humberto Ortega, ministre de la Défense, à préciser que pour sa part, le Nicaragua *« examinerait »* cette éventualité et *« prendrait sa propre décision »*.

Il est nécessaire de dire, en conclusion, que la bureaucratie soviétique a fait partie de la provocation, et que, dans cette mesure, elle a contribué à préparer le discours de Reagan. Plus encore, si on prend en compte le fait que l'URSS, quelques jours plus tard (le 26 avril), a déclaré bien haut que *« l'Amérique centrale ne s'inscrit pas dans les intérêts stratégiques de l'URSS »* et qu'il n'y a pas lieu pour Moscou de *« déployer ses missiles au Nicaragua »*. La bureaucratie soviétique a aussi dit que *« l'URSS ne se laisse pas entraîner dans un conflit direct avec les Etats-Unis en Amérique centrale, même au cas où Washington interviendrait directement au Nicaragua »*.

Déjà, un peu avant les déclarations que nous venons de mentionner, Youri Andropov, dans une interview à la revue *Der Spiegel* sur les conversations de Genève sur le désarmement, se référant à l'occupation soviétique de l'Afghanistan, non seulement l'a justifiée par l'argument suivant lequel il y a une « demande d'aide » de la part du gouvernement de Kaboul, mais a ajouté qu'*« on ne peut oublier que cela se passe à notre frontière commune et ce qui se passe en Afghanistan ne nous est pas indifférent. Pour donner* ***un exemple, on peut se demander si le gouvernement qu'il peut y avoir au Nicaragua serait sans importance pour les USA****. Le Nicaragua se trouve à une distance énorme des Etats-Unis et nous, nous avons une frontière commune avec l'Afghanistan. Nous défendons nos intérêts nationaux quand nous aidons l'Afghanistan. »*

C'est clair comme de l'eau de roche. Cela revient à dire : **ce que font les Etats-Unis dans leur « arrière-cour » est totalement légitime.**

Mais les manifestations de la politique du stalinisme ne se réduisent pas aux formes que nous venons de mentionner. Dans chaque pays, les « partis communistes » jouent un rôle spécifique dans ce sens. Il est clair, bien entendu, que cette fonction ne dérive pas de la plus ou moins grande influence de chacun de ces partis dans les pays respectifs. Là où ils sont peu importants comme au Nicaragua, le stalinisme peut exercer son influence au travers de la direction cubaine. D'autre part, la nature nationaliste petite-bourgeoise du sandinisme et des directions de la guérilla de l'Amérique centrale facilite les pressions qu'exerce sur elles la bureaucratie stalinienne, **mais ces pressions peuvent aussi entraîner des tensions, des crises très fortes même, au sein de celles-ci.** Il est patent qu'elles sont en outre soumises aux pressions de la bourgeoisie (...).

Révolution et contre-révolution Le début de la révolution prolétarienne

Le 19 juillet 1979 a sonné le terme au Nicaragua de 45 années de dictature somoziste, pilier essentiel de la domination impérialiste en Amérique centrale. La révolution prolétarienne en Amérique centrale a commencé son cours. Dans l'intention de la défaire, le gouvernement des USA a déclenché aujourd'hui une agression armée de grande envergure. Pour atteindre son but, l'impérialisme aurait besoin avant tout de provoquer la chute du gouvernement sandiniste. La révolution nicaraguayenne est, en effet, le pivot de la révolution en Amérique centrale, où une crise profonde secoue à leurs racines toutes les institutions bourgeoises.

Au Salvador, la situation présente, en relation avec la possibilité d'un effondrement des structures de l'Etat compradore, comme cela a eu lieu au Vietnam, rapproche la possibilité objective d'une victoire militaire du FMLN ; un autre problème à discuter est celui de la solution proposée par sa direction, c'est-à-dire l'accord d'un gouvernement d'« union » auquel participeraient y compris l'armée actuelle et un secteur de la bourgeoisie.

Au Costa Rica, la grève générale tend de plus en plus à être mise à l'ordre du jour. Au Honduras, l'exigence de « paix avec le Nicaragua » est au centre des préoccupations des travailleurs et du peuple. Au Guatemala, les guérillas continuent à frapper et le processus d'organisation populaire continue à progresser dans de dures conditions de terreur gouvernementale. Une situation révolutionnaire englobe toute la région.

La crise de la politique de l'impérialisme

Le Nicaragua en particulier, et la révolution centro-américaine prise comme un tout unique, ont mis en crise la politique de l'impérialisme nord-américain.

L'administration précédente, le gouvernement de Carter, a prétendu s'affronter à la montée révolutionnaire par l'offre de quelques réformes limitées, sans pour autant laisser de côté la répression contre les masses et leurs organisations. Le soutien apporté à Somoza ainsi qu'à d'autres régimes militaires malgré quelques « critiques », a mis à nu la démagogie sur « la défense des droits de l'homme ». La révolution nicaraguayenne a conduit au premier grand échec de la politique de Carter. Au Salvador, il a tenté sans succès d'obtenir la stabilité par le coup d'Etat d'octobre 1979, malgré la collaboration stalinienne. L'accroissement de l'aide militaire a suivi la crise de ce projet, prétendument réformiste.

Reagan a continué et accentué plus encore l'intervention militaire, sans écarter l'usage de la pression diplomatique, non plus que la négociation avec la bureaucratie stalinienne, ni la manœuvre politique dans le style des élections au Salvador et au Guatemala l'année dernière, avec les résultats que l'on sait, qui ne permettent pas de donner la moindre apparence « démocratique » aux régimes de ces pays.

La guerre des Malouines, étant donné le soutien des USA à l'impérialisme anglais, a aussi été un facteur d'une importance énorme qui, conjointement avec la révolution centro-américaine, a entraîné la crise de la domination impérialiste et les contradictions interbourgeoises. Ledit système interaméricain et ses traités militaires subordonnés aux intérêts de l'impérialisme nord-américain sont entrés en crise, ce qui a désarticulé le plan qu'avançait Reagan pour les utiliser contre la révolution centro-américaine.

En même temps, en combinaison à cela, la crise économique mondiale et la façon dont l'impérialisme cherche à la faire payer aux pays semi-coloniaux est la base d'une série de frictions et de désaccords de la part des bourgeoisies dépendantes, qui les amènent à passer d'un alignement inconditionnel à une **politique de pression**, comme l'explique la Convergence socialiste de Colombie, dans sa contribution *« Le gouvernement national et les non-alignés »*, pour donner une interprétation à l'entrée du nouveau gouvernement de ce pays dans ce mouvement.

Ces bourgeoisies, qui disputent à leur grand partenaire une meilleure répartition de la plus-value extraite, se sentent prises à la gorge par la « politique anti-crise » promue par les Etats-Unis et les autres pays impérialistes qui, par des politiques protectionnistes, ferment les marchés à leurs exportations et détériorent les termes de l'échange en les obligeant à vendre à des prix plus bas... Enfin, il s'agit d'un panorama économique véritablement catastrophique qui amène d'ores et déjà plusieurs pays au bord du gouffre.

Pour donner un cadre de référence afin de comprendre le tournant de nombreux gouvernements d'Amérique latine ou d'Afrique, la Convergence socialiste de Colombie dit : *« Le problème de fond, ce sont les modifications structurelles et des rapports de classes dans les pays dépendants qui coïncident avec l'affaiblissement de la domination impérialiste. Il y a des conditions conjoncturelles qui pèsent de manière particulière :*

— A partir de 1974, s'est accentuée une crise de l'économie mondiale, et

(suite page 10)

Résolution finale adoptée par la conférence des sections latino-américaines de « IVe Internationale (CIR) » (extraits)

(suite de la page 9)

dans les années 1980 elle acquiert des proportions majeures telle qu'une récession généralisée. Les puissances impérialistes cherchent à relancer leurs économies en exportant les problèmes vers d'autres pays et en particulier en frappant les pays dominés du Tiers-Monde.

— En même temps que la crise économique, il y a la crise politique du système capitaliste qui atteint un niveau supérieur à partir de la défaite de l'armée US au Vietnam. Le développement tumultueux des luttes de libération (Iran, Nicaragua, Moyen-Orient...) ou contre des régimes dictatoriaux, trouvent pour réponse le militarisme et la guerre.

— La situation centro-américaine, la guerre des Malouines et les pratiques guérilléristes de l'administration Reagan entraînent des réalignements au sein des USA et dans l'ensemble des classes dominantes. »

« Négocier à temps plutôt que de tout perdre »

Un ensemble de gouvernements latino-américains, en particulier ceux qu'on appelle les « Quatre de Contadora » (Colombie, Mexique, Venezuela, Panama), se refusent à voir le conflit d'Amérique centrale dans le cadre de la « confrontation globale Est-Ouest ». Ils sont alarmés par la façon dont la révolution (la « subversion », dit le président colombien Betancur) en Amérique centrale commence à les atteindre, en même temps qu'ils expriment certaines contradictions avec la politique de Reagan, car ils souhaiteraient un choix différent pour préserver la stabilité de l'ordre bourgeois. En d'autres termes, « mieux vaut négocier à temps, plutôt que de tout perdre ». Ces propositions impliquent aussi en termes pratiques de demander au Nicaragua de restreindre ses mécanismes de défense. Ils exigent du FMLN du Salvador une solution de compromis qui respecte l'appareil d'Etat bourgeois.

En outre, ces gouvernements savent qu'une « solution militaire » nord-américaine entraînerait et exigerait une intervention plus accentuée des Etats-Unis dans leurs décisions. **Mais il est nécessaire de signaler que nous ne sommes pas face à une resurgissement du nationalisme bourgeois en Amérique latine.** Ces gouvernements combinent aujourd'hui une pression économique sur l'impérialisme à des mesures de contrôle et de répression contre le mouvement des masses pour imposer les plans d'austérité dictés par le FMI. Il est fondamental, en outre, de prendre ici en compte que, comme conséquence de ce qu'il est possible d'appeler une véritable guerre de rapine économique, l'impérialisme dessine une politique qui a pour but de réduire radicalement la part de la plus-value que s'approprie la bourgeoisie en Amérique latine, laquelle tend à modifier toutes les relations sociales et politiques dans chaque pays. La tendance inscrite dans une telle politique conduit au point où la bourgeoisie, sous la double pression de l'impérialisme et de la montée du mouvement des masses, sera chaque fois plus incapable de contrôler politiquement la situation.

En fonction de cela, elle a une peur profonde des développements révolutionnaires en Amérique latine et en Amérique centrale, et en même temps, comme nous l'avons déjà dit, elle craint une victoire militaire de l'impérialisme dans la guerre que celui-ci conduit en Amérique centrale ; mais elle n'a ni la capacité ni le désir de se lancer dans une lutte sérieuse contre l'impérialisme. Cela explique son comportement de pression sur l'impérialisme quelquefois, mais plein d'hésitations et de reculs. Sur ces problèmes, nous reviendrons plus loin.

D'autre part, aux USA, ledit « syndrome du Vietnam » conserve son impact et entraîne pour la politique de Reagan certaines contradictions, de la relative opposition parlementaire et par le resurgissement de la mobilisation contre la guerre.

Vers une situation révolutionnaire en Amérique latine

A la situation révolutionnaire en Amérique centrale s'ajoute aujourd'hui l'ouverture de situations révolutionnaires dans d'autres pays d'Amérique latine comme l'Argentine et la Bolivie, et une importante montée des luttes ouvrières et populaires dans d'autres pays.

La précipitation des événements à partir de la guerre des Malouines, le démantèlement de la dictature militaire de l'Argentine (soutien de la dictature bolivienne), les développements ultérieurs en Amérique latine de la crise économique mondiale ont fini par interdire à la junte bolivienne toute possibilité de se maintenir face au mouvement des masses qui allait augmentant.

Le renversement de la junte militaire de Garcia Meza par une grève générale a renforcé l'organisation de la classe ouvrière en Bolivie. Il s'agit d'une situation révolutionnaire où la présence d'un puissant mouvement ouvrier est un élément constitutif fondamental des rapports politiques qui existent sous l'actuel gouvernement. La non-participation de la COB au gouvernement de type front populaire qui a été mis en place est un des facteurs les plus importants de l'instabilité du régime actuel.

Les événements d'octobre 1982 en Bolivie et la situation révolutionnaire qui s'est créée à partir de la chute de la junte militaire aggravent l'instabilité des dictatures d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay et du Chili, **et constituent un élément qui contribue à mûrir les conditions politiques vers une situation révolutionnaire d'ensemble en Amérique du Sud.**

L'attention est tout particulièrement attirée par le fait qu'en Bolivie, au Pérou et au Chili le prolétariat des mines est le centre de l'activité du mouvement ouvrier, en tant que classe indépendante. Il s'agit en outre d'un des secteurs les plus politisés de la classe ouvrière et ayant la plus grande tradition révolutionnaire en Amérique latine. Le prolétariat montre la voie et démontre qu'il est capable de se placer à la tête de tous les opprimés des villes et des campagnes. La classe ouvrière en Bolivie est prête à rééditer les méthodes de la révolution ouvrière de 1952 et de l'Assemblée populaire de 1970. De même, les prolétariats péruvien et chilien peuvent s'orienter dans une voie similaire.

C'est cette perspective que la bourgeoisie et le stalinisme veulent faire avorter par les « transitions graduées » des dictatures militaires et gouvernements de collaboration de classes. Le surgissement d'une nouvelle direction, d'une direction révolutionnaire, a en conséquence un rôle **décisif**. La classe ouvrière trouve sur son chemin l'obstacle des directions opportunistes.

Le plan de Reagan

C'est dans ces conditions de crise de la politique de l'impérialisme, dérivée au premier chef de la montée révolutionnaire, que le gouvernement nord-américain prétend réordonner l'ensemble de la situation politique en Amérique latine.

Cela exige dans la stratégie de la Maison-Blanche la défaite de la révolution centro-américaine, et en premier lieu du gouvernement sandiniste — que la résolution de la conférence de juillet 1982 de la « IVe Internationale (Centre international de reconstruction) » définit comme « gouvernement ouvrier et paysan » — dont l'existence s'avère intolérable pour l'impérialisme. L'impérialisme ne veut pas accepter non plus une défaite au Salvador.

L'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador avec R. d'Aubuisson, l'une des principales figures du régime salvadorien.

Pour définir la situation actuelle, il est nécessaire de partir du fait que les Etats-Unis se sont **préparés d'ores et déjà à la régionalisation de la guerre en Amérique centrale.**

Les conditions décrites ci-dessus rendent difficile un débarquement de marines (bien que cette possibilité ne soit pas écartée par Reagan, selon ce qu'il a déclaré dans la Conférence de Williamsburg). Mais une guerre entre le Honduras et le Nicaragua figure dans les projets de Reagan. Nous sommes peut-être déjà au seuil de cette guerre.

Comme partie des plans militaires, les Etats-Unis sont en train de structurer avec les armées du Honduras et du Salvador et les ex-gardes somozistes une « force de déploiement rapide » centro-américaine qui pourrait être dirigée contre le mouvement révolutionnaire du Salvador ou contre le Nicaragua. Elle pourrait éventuellement être appuyée par deux forces nord-américaines « de déploiement rapide » stationnées en Floride et au Panama. Les manœuvres conjointes et la nouvelle base militaire au Honduras ont pour objectif de construire cette force, d'uniformiser les techniques et les formes de commandement.

La forme que revêt l'agression impérialiste contre la révolution centro-américaine se combine à des mesures économiques contre le Nicaragua, des manœuvres politiques et des pressions diplomatiques. Mais — comme le dit la lettre aux sections de mars 1983 —, quelles qu'elles soient, elles sont arrivées à un point de non-retour qui ne permet pas une issue pacifique. Défaire la révolution au Nicaragua exige une véritable guerre contre-révolutionnaire, mais une guerre au Nicaragua déboucherait immédiatement sur une guerre dans toute l'Amérique centrale.

Le problème posé par la révolution centro-américaine, en réalité, revêt un caractère d'urgence pour l'impérialisme nord-américain. De son point de vue, Reagan le souligne ainsi dans le discours du 27 avril quand il dit : *« Si nous ne pouvons pas nous défendre là-bas, ne comptons plus prévaloir ailleurs. »*

La confrontation entre révolution et contre-révolution en Amérique centrale atteint les niveaux les plus élevés.

La révolution centro-américaine est effectivement un des points les plus élevés dans le cadre de la « révolution imminente » qui ne connaît pas un « épicentre ». La marche de la révolution mondiale se développe comme un tout organique dans lequel s'inscrit la révolution politique en Pologne en même temps comme un moment de la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est et comme facteur de la marche de la révolution en Europe ; dans lequel les développements de la révolution centro-américaine débouchent et sont alimentés par la montée en Argentine, en Bolivie, au Chili ; dans lequel la crise des Etats compradores du Moyen-Orient, du Maghreb atteint le seuil de l'explosion ; dans lequel la crise révolutionnaire qui affleure en France, en Espagne, etc., menace tout le continent européen ; dans lequel la révolution portugaise, obligée au repli par la politique traître des directions, n'a sûrement pas dit son dernier mot.

Ce cadre de la situation mondiale ne diminue pas l'éventualité que nous connaissions des échecs et y compris des défaites, mais qui, à un degré ou à un autre, ne seront qu'épisodiques (...).

1) Dans ce que nous avons qualifié comme la période de « l'imminence de la révolution », période qui sera marquée par une lutte de longue durée entre l'impérialisme et la révolution, un tournant mondial est en préparation. Pour ce qui concerne les pays opprimés et plus particulièrement l'Amérique latine, quels sont les éléments qui fondent cette appréciation ?

2) Considérée sous l'angle des nouveaux événements mondiaux qui ont déjà pris forme sans encore avoir amorcé ce tournant en préparation, la question des rapports internes au combat anti-impérialiste se présente ainsi :

a. La lutte contre le joug impérialiste dans les pays opprimés s'amplifie considérablement sur le terrain de l'aggravation de la crise économique et politique de l'impérialisme.

b. Ce qui était en préparation avec la décision prise par Nixon en 1971 se réalise pleinement avec la politique de Reagan. Les conséquences de la non-convertibilité du dollar aboutissent au transfert des charges par les USA de tout le système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production sur tous les autres pays impérialistes et opprimés. Les dépenses en armement, principalement US, ont, durant près de trente années, constitué un volant d'entraînement de toute l'économie mondiale — cela au prix d'un immense gaspillage des forces productives. Aujourd'hui, l'impérialisme US, en utilisant avant tout la situation créée par sa décision d'imposer la non-convertibilité du dollar en or comme arme véritable et principale de guerre économique (s'ajoutant à tous les autres moyens toujours utilisés), contraint tous les autres pays impérialistes, et surtout les pays opprimés, à payer les frais de la crise économique et les formidables dépenses d'armement américain utilisé par l'impérialisme US pour garantir l'ordre impérialiste mondial contre la révolution.

C'est ainsi que, sur la base du gaspillage antérieur des forces productives, conjointement à la crise économique mondiale, le financement du budget militaire américain, hier volant d'entraînement de l'économie mondiale, est devenu un facteur de destruction et de décomposition, de déstabilisation de tous les régimes bourgeois, et particulièrement des régimes bourgeois dont les assises sont les plus faibles, comme en Amérique latine.

3) Nous devons en conséquence considérer que l'impérialisme US a engagé une guerre économique, une véritable guerre de rapine économique, qui aboutit à la désagrégation, à la décomposition sociale de toutes les classes, y compris des bourgeoisies nationales dans tous les pays d'Amérique latine. C'est là une des questions les plus sérieuses posées pour les développements révolutionnaires dans le monde et plus particulièrement en Amérique latine et en Amérique centrale. En effet, cette guerre économique, cette véritable guerre de rapine économique devient un puissant facteur pour les explosions révolutionnaires dans chaque pays (voir le ministre mexicain des Finances qui, après s'être vu récemment dicter par le FMI les mesures qu'il devait prendre, a déclaré en substance que si le FMI et Washington continuent ainsi, il y aura une explosion révolutionnaire au Mexique dans un an ou deux).

Nous devons conclure :

a. Que la politique de pillage organisée par la guerre de rapine engagée

par l'impérialisme US crée, pour chacun des pays de l'Amérique latine, une situation où l'effondrement de toute la société, l'affaissement social, sont ressentis par toutes les classes.

b. Cette politique isole de toutes les classes, y compris des bourgeoisies nationales, les gouvernements tels ceux de Pinochet ou des militaires argentins.

4) En conséquence de cette politique de pillage systématique, nous voyons se dessiner par l'impérialisme US une politique de domination sans partage en vue de s'assurer la totalité de la plus-value en Amérique latine. Ce processus, qui n'est qu'une tendance, mais une tendance s'affirmant chaque fois plus (cf. le fait que la direction de l'économie et de la politique est directement assumée par le FMI), est en train de modifier toutes les relations sociales dans chacun des pays de l'Amérique latine, et avec l'impérialisme US. De pays dominés dans une situation de dépendance financière, économique, politique et défensive, jouissant formellement de l'indépendance politique, tous les pays de l'Amérique latine et centrale se voient menacés par de véritables guerres de reconquête coloniale qui seraient la conséquence ultime de cette guerre de rapine économique.

5) Les bourgeoisies nationales sont évidemment incapables de résister sérieusement à l'impérialisme US, mais elles sont confrontées à leur propre destruction que recèle cette tendance inscrite dans la nouvelle politique américaine. Toute une situation dans laquelle les bourgeoisies nationales évoluaient jusqu'alors est en cours de modification. Certes l'impérialisme US s'efforcera de renforcer la capacité contre-révolutionnaire des gouvernements bourgeois, mais à chaque pas sa politique de guerre économique de rapine mine précisément la capacité contre-révolutionnaire de tous les gouvernements. Certes, ces gouvernements bourgeois s'efforceront de faire pression sur le gouvernement US avec la menace d'explosion révolutionnaire, mais l'affaiblissement de ces gouvernements bourgeois face aux masses qu'entraîne cette guerre économique de rapine contraint et contraindra de plus en plus l'impérialisme US à intervenir militairement lui-même, tout en cherchant à refuser toute concession dans les domaines économique et financier. Certes, l'impérialisme US s'efforce de ne pas se laisser entraîner dans de nouvelles guerres directes du type Vietnam, guerres que rejette le peuple américain, mais la poursuite de la tendance inscrite dans la guerre économique de rapine impérialiste ne peut que s'affirmer en relation avec l'inéluctabilité des effondrements révolutionnaires, aboutissant à la prise en compte directe par l'impérialisme du maintien de l'ordre.

C'est précisément l'ensemble de ces éléments contradictoires auxquels il faut ajouter la crainte manifestée par des couches de la bourgeoisie américaine de se trouver dans une situation d'un engagement militaire du type Vietnam, qui donne à la politique américaine son caractère chaotique.

6) Bien qu'elles n'aient ni la capacité, ni le désir de lutter jusqu'au bout contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont placées dans une situation où, d'une part, elles doivent chercher à défendre la fraction de la plus-value que l'impérialisme US leur concédait, menacées par la nouvelle politique américaine de voir celui-ci leur en arracher la totalité, d'autre part, elles craignent une victoire complète de l'impérialisme US dans la guerre d'agression contre-révolutionnaire qu'il conduit en Amérique centrale. Une telle victoire signifierait une véritable substitution d'une forme de domination de l'impérialisme — situation de dépendance — à une forme de domination coloniale — à peine camouflée — et menacerait directement toutes les bourgeoisies latino-américaines. Enfin, les bourgeoisies latino-américaines craignent par-dessus tout la révolution.

C'est l'ensemble de ces éléments qui expliquent la politique hésitante, contradictoire, pleine de ruses et de reculs vis-à-vis de l'impérialisme US, des pays ayant réalisé la Conférence de Contadora, politique qui a déjà été analysée et sur un point de laquelle il faut revenir. D'une part, la Conférence de Contadora a constitué, au moment où elle s'est tenue, une forme de résistance lâche, hésitante, des bourgeoisies nationales face à l'agression de l'impérialisme US en Amérique centrale. Mais résistance tout de même. D'autre part, sous la double pression de l'impérialisme US et de la montée révolutionnaire, les gouvernements de Contadora ont reculé devant Reagan-Kirpatrick, pour amener le gouvernement du Nicaragua à reculer. Il reste que la guerre d'agression s'amplifie en Amérique centrale. Il reste que l'impérialisme US ne relâche d'aucune façon ni en aucune manière sa guerre économique de rapine.

Tous ces éléments mettent à l'ordre du jour le combat pour le front unique anti-impérialiste dont la Conférence de Bogota représente un premier pas, fragile certes, mais le premier réalisé dans notre histoire à l'initiative et sous l'égide d'un parti de la IVe Internationale.

Dans l'intérêt d'une application correcte des principes et pour une intervention active, nous appuyant sur la résolution du IVe Congrès de l'Internationale communiste, nous rappellerons que l'opportunité du mot d'ordre du front unique anti-impérialiste est conditionnée par la lutte contre l'impérialisme US, lutte qui exige la mobilisation de toutes les forces :

« Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires... Le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs, en les incitant à lutter au premier rang contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de féodalisme. Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit avant tout conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome, et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. »

Déclaration adressée à la Conférence de Bogota par les organisations latino-américaines de « IVe Internationale (CIR) »

LE 19 juillet 1979, s'achevaient au Nicaragua 45 années de dictature somoziste, principal pilier de la domination impérialiste en Amérique centrale.

Par l'insurrection qui renversa Somoza, la révolution prolétarienne s'est ouvert une voie en Amérique centrale. Aujourd'hui, le gouvernement des Etats-Unis a déchaîné une agression armée de grande envergure avec l'intention de la défaire.

Pour atteindre cet objectif, l'impérialisme aurait besoin avant tout de provoquer la chute du gouvernement sandiniste. La révolution nicaraguayenne est en effet le pivot de la révolution en Amérique centrale où une profonde crise ébranle les bases mêmes de toutes les institutions bourgeoises. La révolution avance dans tous les pays de l'isthme ; la possibilité d'une défaite de la dictature salvadorienne ne cesse de s'accroître.

A la situation révolutionnaire en Amérique centrale s'ajoute aujourd'hui l'ouverture de situations révolutionnaires dans d'autres pays d'Amérique latine comme en Argentine, produit de la crise de la dictature militaire, et en Bolivie, où un puissant mouvement ouvrier existe. Les dictatures militaires du cône sud, y compris la dictature chilienne, sont ébranlées, et une importante montée des luttes ouvrières et populaires a lieu dans d'autres pays. Toute l'Amérique latine tend vers une situation révolutionnaire.

Sur la scène mondiale, la confrontation entre révolution et contre-révolution atteint, en Amérique centrale, un des plus hauts niveaux. La révolution centro-américaine est effectivement un des points les plus élevés dans le cadre de la « révolution imminente » qui ne saurait connaître d'« épicentre ». La marche de la révolution mondiale se développe comme un tout organique où la révolution politique en Pologne contre l'oppression bureaucratique s'inscrit en même temps comme un moment de la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est, et comme un facteur de la marche de la révolution européenne ; où les développements de la révolution centro-américaine débouchent et sont nourris par la montée en Argentine, en Bolivie, au Chili.

L'objectif de l'administration Reagan (1)

C'est dans ces conditions de crise de l'impérialisme et de l'oppression bureaucratique que le gouvernement nord-américain prétend réordonner l'ensemble de la situation politique en Amérique latine. Cela implique, pour la stratégie de la Maison-Blanche, la défaite de la révolution centro-américaine et, en premier lieu, celle du gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua, dont l'existence est intolérable pour l'impérialisme. Celui-ci ne peut pas accepter non plus une défaite au Salvador.

L'administration Reagan utilise tous les moyens, y compris le blocus économique et l'agression militaire, avec l'objectif de « déstabiliser » le LEGITIME gouvernement du Nicaragua qui est né avec l'appui des masses, de la mobilisation de tout un peuple. En même temps, il augmente son aide à la sanglante dictature du Salvador.

Depuis les pays frontaliers, l'impérialisme arme et organise des milliers d'hommes recrutés parmi les bourreaux somozistes que Reagan appelle cyniquement les « combattants de la liberté », et auxquels s'est ajouté le transfuge Eden Pastora.

Au Honduras, l'impérialisme a établi une nouvelle base militaire avec l'objectif de créer une force militaire à laquelle participeraient sous un même commandement les forces armées du Honduras, du Salvador, du Guatemala, et les mercenaires somozistes. L'impérialisme cherche à diriger cette force contre le Nicaragua, contre le FMLN et les héroïques masses salvadoriennes. L'impérialisme prépare aujourd'hui la régionalisation de la guerre en Amérique centrale.

La Conférence de Bogota.

Il est évident que l'impérialisme nord-américain n'a pas tous les éléments en sa faveur, car il n'arrive pas à contrôler les développements des processus de crise de la domination bourgeoise en Amérique latine et dans l'ensemble des pays du monde. Ce qu'on appelle le système interaméricain et ses traités militaires subordonnés aux intérêts de l'impérialisme sont entrés en crise depuis la guerre des Malouines. Aux Etats-Unis, ce qu'on appelle « le syndrome du Vietnam » maintient son impact et détermine par la politique de Reagan certaines contradictions au moment où, en plus, commence à surgir la mobilisation du peuple nord-américain contre la guerre.

Mais cela ne veut pas dire que l'impérialisme ne peut pas se lancer dans une aventure belliqueuse, en s'appuyant sur la provocation d'une guerre du Honduras contre le Nicaragua, pour essayer de rétablir sa domination absolue sur la région. Un débarquement des marines yankees n'est pas non plus à écarter.

La même politique agressive s'exprime en termes économiques dans tous les pays de l'Amérique latine, où le FMI, agence des intérêts financiers fondamentalement nord-américains, dicte la politique des gouvernements pour imposer des plans qui condamnent nos peuples à la famine, à la misère, au chômage.

Aujourd'hui, face à cette politique de reconquête coloniale, la prédiction du Libérateur Simon Bolivar prend toute sa signification, quand il a dit : *« Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord paraissent destinés par la Providence à couvrir de misère l'Amérique latine au nom de la liberté. »*

Appui inconditionnel au gouvernement sandiniste

Face à la politique de Reagan, les bourgeoisies nationales d'Amérique latine sont amenées à une situation où elles essaient de défendre la fraction de plus-value que l'impérialisme leur concédait (menacées qu'elles sont de voir celui-ci leur en arracher la totalité), au moment où elles craignent une victoire complète de l'impérialisme nord-américain dans la guerre d'agression contre-révolutionnaire qu'il conduit en Amérique centrale. Une telle victoire signifierait une véritable substitution d'une forme semi-coloniale de domination de l'impérialisme par une autre de caractère colonial à peine déguisé.

La Conférence de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela et Panama) a constitué, au moment où elle s'est tenue, une forme de résistance, même hésitante, des bourgeoisies nationales face à l'agression de l'impérialisme nord-américain en Amérique centrale.

Les « quatre de Contadora » cherchent maintenant à substituer à la revendication avancée par le gouvernement sandiniste de négociations bilatérales directes, la « négociation collective » de tous les pays intéressés.

La solidarité avec les combats dirigés par le gouvernement du Nicaragua ne peut pas être interprétée d'une autre manière que comme l'APPUI INCONDITIONNEL AU GOUVERNEMENT SANDINISTE contre l'impérialisme, qui comprend l'appui à l'exigence de ce gouvernement de négociations bilatérales directes.

Avec la revendication de telles négociations, le gouvernement sandiniste affirme sa légitimité — et cela est très important dans le cadre de la lutte — pour rompre la domination impérialiste dans toute la région. Ce n'est pas par hasard que sur cette question — celle de la légitimité du gouvernement sandiniste —, ce soit « Contadora » qui manifeste, sous la pression de l'impérialisme, les plus grandes réserves. Ce n'est pas non plus un hasard si tout l'effort de guerre du gouvernement des Etats-Unis est dirigé vers la « libération » d'une région du Nicaragua, pour mettre sur pied un gouvernement fantoche, reconnaître ce gouvernement et illégitimer le gouvernement sandiniste légitime et reconnu.

Libre négociation

La présente conférence en hommage au Libérateur Simon Bolivar doit conclure avec la réaffirmation du droit du gouvernement légitime du Nicaragua à négocier librement, en soutenant son exigence de négociations bilatérales directes.

L'appui à la décision prise le 1er mai dernier par le commandant sandiniste Bayardo au nom du FSLN et du gouvernement sandiniste, doit s'exprimer ainsi, quand, exprimant la disposition à des négociations bilatérales directes sur la base du respect du droit du Nicaragua à son autodétermination, il a dit en outre : *« Dans la situation actuelle d'invasion militaire que vit le Nicaragua, toute solution implique un préalable irréductible : le retrait inconditionnel des forces génocides introduites au Nicaragua par les Etats-Unis et l'arrêt des attaques frontalières depuis le territoire hondurien que mène en permanence la contre-révolution somoziste avec l'appui militaire des forces armées du Honduras (...). Le*

(suite page 12)

(suite de la page 11)

Nicaragua se voit dans la nécessité de refuser la prétention des Etats-Unis de lui imposer d'humiliantes restrictions à ses prérogatives inaliénables et souveraines, en relation avec la défense nationale. »

De même, il est nécessaire d'exprimer le refus à l'intervention nord-américaine au Salvador et l'appui à la volonté des masses populaires de mettre à bas le gouvernement fantoche assassin qui se maintient seulement parce qu'il est soutenu par les baïonnettes de Reagan. Il est aussi important d'exiger la reconnaissance du FMLN comme force belligérante.

Face à l'agression impérialiste, il est urgent aujourd'hui qu'une riposte unitaire de toutes les forces ouvrières, démocratiques et anti-impérialistes d'Amérique latine et du monde s'organise.

Comme disait Sandino, le général des hommes libres, *« tous les pays centro-américains sont obligés de nous aider dans cette lutte, DANS LA MESURE OÙ L'AVENIR PEUT LEUR APPORTER LES MÊMES COMPLICATIONS. L'Amérique centrale doit s'unir contre l'agresseur au lieu d'appuyer les gouvernements qui passent des alliances avec l'étranger. »*

Nous affirmons notre appui au FSLN et au gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua face aux agressions de l'impérialisme, ainsi que notre défense du FMLN et de la lutte des masses salvadoriennes, dans le cadre de la lutte pour la dictature du prolétariat et pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale.

L'unité centro-américaine a été une visée de toute lutte révolutionnaire et anti-impérialiste. Elle a été avancée à partir des différents points de vue.

Sandino soutenait l'idée d'une Amérique centrale ouvrière et paysanne quand il disait : *« Si le gouvernement hondurien envoie son armée pour nous combattre au profit des yankees dans les "Ségocias", nous proclamerons l'union centro-américaine sous le nom de Commune centro-américaine, action dirigée par les ouvriers et les paysans, parce que seulement nous, les ouvriers et paysans d'Amérique centrale, nous pourrons les défendre (...). Notre mouvement, l'union centro-américaine, n'aurait aucun lien avec les éléments bourgeois qui, de tous temps, ont voulu nous obliger à accepter les humiliations des yankees, car cela est plus favorable à leurs intérêts de bourgeois.*

Seuls, les ouvriers et les paysans centro-américains pourront, de manière claire, restaurer notre fédération qui avait été interrompue quand Rafael Carrera a expulsé du Guatemala notre général Francisco Morazan qui n'a jamais été vaincu. »

Pour tous ceux qui considèrent que la lutte pour la liberté est indivisible, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut souffrir d'exception, il ne peut y avoir aucune hésitation : le combat du peuple nicaraguayen est aussi le leur. »

Organización Socialista Internacionalista (OSI), Brasil ; Liga Obrera Marxista (LOM), México ; Liga Socialista (LS), México ; Grupo Obrero Marxista (GOM), Perú ; Jorge Villarán, Perú ; Convergencia Socialista (CS), Colombia ; Organización Socialista Internacionalista (OSI), Venezuela ; Grupo Cuarta Internacional (GCI), Argentina ; Comité Ecuatoriano de la Cuarta Internacional (CIR) (CECI-CIR), Ecuador ; Partido Socialista de los Trabajadores (PST), Uruguay (Observador invitado en la reunión).

19 juillet 1983

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

La Conférence de Bogota

Du 24 au 26 juillet 1983 s'est tenue à Bogota, à l'occasion du bi-centenaire de la naissance de Simon Bolivar, une conférence de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes. A cette conférence convoquée par toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et anti-impérialiste de Colombie, participaient également des représentants du Front sandiniste, du FMLN et du FDR, ainsi que des représentants de la résistance guatémaltèque, des représentants des syndicats cubains, des personnalités religieuses. « IVe Internationale (Centre international de reconstruction) » était invité.
On trouvera dans ces pages des extraits du rapport préparatoire, les décisions d'action et la résolution finale issues de la conférence, ainsi que plusieurs déclarations.

La commission s'est réunie les 25 et 26 juillet, présidée par les délégations d'Amérique centrale et des Caraïbes, des Etats-Unis, du Mexique, du Venezuela et du Chili.
Après avoir écouté les différentes interventions et propositions, la commission aboutit aux conclusions suivantes :

1. La Conférence appelle les organisations politiques, syndicales, chrétiennes, culturelles, les comités des droits de l'homme, les organismes du front mondial de solidarité avec le Salvador, les comités de solidarité avec les peuples, de solidarité avec le Nicaragua et le Guatemala, les groupes et personnalités progressistes de tout le continent pour qu'indépendamment d'initiatives gouvernementales, soient impulsées des actions unitaires contre l'agression et l'intervention du gouvernement des Etats-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

2. Toutes les délégations internationales présentes s'engagent à impulser dans leur pays l'unité des forces anti-impérialistes. Et, étant donné l'imminence d'une intervention des marines des Etats-Unis en Amérique centrale et de la guerre ouverte contre le Nicaragua, la conférence appelle à la mobilisation immédiate, à préparer les conditions pour développer les formes de solidarité les plus efficaces.

3. La conférence accueille les initiatives qui ont été soumises à sa considération pour développer la solidarité dans les prochains mois :

— La tenue de conférences nationales dans les pays latino-américains qui travaillent dans le sens indiqué par cette conférence.

— La journée de solidarité programmée pour le 5 août sur tout le continent et impulsée par la réunion internationale Dialogues pour la paix en Amérique centrale, qui s'est récemment tenue à Washington ; ce même jour, seront impulsées des délégations devant les ambassades des Etats-Unis pour remettre au gouvernement et au Congrès de ce pays la déclaration et les conclusions.

— La tenue, le 11 septembre, d'actions contre l'agression en Amérique centrale et dans les Caraïbes et en soutien au peuple chilien dans la lutte contre la dictature de Pinochet.

— La journée de solidarité prévue pour le 10 octobre par le Front mondial de solidarité avec le Salvador.

— La tenue d'une rencontre mondiale de solidarité avec l'Amérique centrale et les Caraïbes dans les premiers mois de l'année 1984.

— L'intégration, dans toutes les actions citées, de manifestations spécifiques de solidarité avec la lutte des peuples de Haïti et de Puerto Rico.

4. Le comité organisateur publiera les rapports, documents, saluts et messages envoyés à la conférence. Les délégations contribueront dans la mesure de leurs posibilités.

5. La conférence envoie son salut aux organisations et personnalités qui, depuis l'Amérique du Nord et l'Europe, se sont associées à l'appel et ont soutenu de diverses manières cette conférence. Elle les engage à impulser des conférences comme celle que nous achevons aujourd'hui, conférences qui, dans leur cas, revêtent une signification toute particulière pour constituer une contribution afin de lier les travailleurs, intellectuels, scientifiques et démocrates des pays impérialistes à la lutte contre l'agression des Etats-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Le comité organisateur se chargera de leur transmettre les conclusions de cette conférence.

6. Le comité organisateur est chargé de contribuer à l'impulsion pour réaliser les tâches décidées et mener à bien les démarches pour une prochaine conférence latino-américaine contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans les Caraïbes. En cas de guerre ouverte contre le Nicaragua, ou d'intervention des marines en Amérique centrale, une réunion continentale d'urgence sera appelée immédiatement, avec le concours de toutes les organisations participantes.

7. Pour l'organisation de la IIe Conférence, un comité organisateur est constitué, formé des délégations centro-américaines et des Caraïbes, du secrétariat organisateur, de délégués des Etats-Unis, du Front mondial de solidarité avec le Salvador et de comités de solidarité. Le secrétariat organisateur (comprenant aussi les comités de solidarité) jouera le rôle de coordinateur de la prochaine conférence. »

Rapport préparatoire

Bolivar et l'anti-impérialisme

EN 1823, il y a 160 ans, lorsque la nation américaine émergeait à peine des cendres de la guerre d'indépendance contre l'Angleterre, certains, ceux-là mêmes qui avaient combattu cette domination, commencèrent à formuler une nouvelle doctrine impérialiste.

Le message du président Monroe au Congrès des Etats-Unis exprimait la nécessité pour cette nation de s'assurer le contrôle des territoires et pays du sud du continent. Ainsi, surgirent les bases de cette doctrine selon laquelle les gouvernements américains considèrent jusqu'à maintenant que le sort du sud de l'Amérique et de ses territoires insulaires est l'affaire réservée de la sécurité nationale.

Le libérateur Simon Bolivar se vit contraint d'affronter les dirigeants américains qui se déclaraient « neutres » quant à la lutte des peuples soumis à l'empire espagnol et qui, dans le même temps, comme cela arriva au Congrès de Panama en 1826, s'opposaient à la liberté de Cuba et de Porto Rico avec l'espoir d'assujettir ces îles à leur domination.

Il s'agissait alors de circonstances historiques différentes de celles d'aujourd'hui, mais sans fausser le contexte, il y a dans les positions de Bolivar face à la doctrine Monroe des éléments qui trouvent toute leur force comme drapeau de l'unité latino-américaine dans la lutte pour sa seconde indépendance.

Les relations de l'Amérique latine et des Etats-Unis s'établirent selon la devise *« L'Amérique aux Américains »*. Ces relations aboutirent à un système de domination impérialiste à l'intérieur duquel les Etats-Unis considèrent toujours comme légitime d'intervenir dans les affaires des autres Etats et d'imposer de nouvelles formes de domination.

L'isthme d'Amérique centrale et toute la zone des Caraïbes ont été *pendant plus d'un siècle un domaine privilégié de cette politique interventionniste*. L'action militaire directe a été accompagnée d'interventions, pas toujours dissimulées, pour imposer des dictateurs « amis » *chargés d'éliminer jusqu'au dernier* vestige de liberté et d'apporter la misère à tous ces peuples.

La partie vivante de cette histoire a été la juste rébellion contre la tyrannie, pour la libération nationale. Nous sommes en train d'assister maintenant à un moment crucial dans le mouvement moderne d'émancipation (...).

La politique d'agression de Reagan

L'installation d'une base militaire des Etats-Unis au Honduras au mois de juin dernier, destinée à l'entraînement des armées de la région, la coordination des forces armées du Guatemala, du Salvador et du Honduras dans l'offensive contre le FMLN, ajoutées à l'escalade des agressions contre la république du Nicaragua, indiquent que nous sommes entrés dans une phase supérieure de la guerre menée par l'administration Reagan contre les peuples d'Amérique centrale.

La guerre contre le Nicaragua à partir du Honduras est une réalité imminente. De même, la conduite de toutes les opérations par les assistants du Pentagone et de la CIA annonce une accentuation et une généralisation de la guerre et de l'intervention.

Dès son arrivée à la présidence, Reagan présenta comme objectif prioritaire la reconquête du contrôle total du Salvador ainsi que la défaite par tous les moyens de ceux qui, en Amérique centrale, remettent en question le système traditionnel de domination.

Pour les stratèges du Pentagone, le gouvernement sandiniste devint une menace permanente pour la sta-

Rapport préparatoire (suite)

bilité de la région. De même, comme le disent les porte-parole du Département d'Etat, *« Cuba et le Nicaragua sont les responsables de la subversion que l'on rencontre au Honduras, mais aussi au Salvador et au Guatemala »* (AFI, 21 septembre 1982).

Isoler et déstabiliser le gouvernement sandiniste dans la perspective de mettre en échec la révolution qui a entraîné la chute du dictateur Somoza sont les éléments centraux d'un plan d'ensemble qui est également dirigé contre les peuples du Salvador et du Guatemala (...).

Le 7 avril dernier, le *New York Times* publiait un document du Conseil de sécurité des Etats-Unis dans lequel étaient présentés les objectifs et décisions du gouvernement face à l'actuelle situation en Amérique centrale :

« Stratégiquement, disait le texte, *il est pour nous d'un intérêt vital d'empêcher la prolifération d'Etats s'inspirant du modèle cubain (ou nicaraguayen), qui prônent un appui à la subversion, compromettant les voies maritimes vitales et constituant une menace militaire directe à notre frontière... Nous devons établir des gouvernements politiquement stables, capables de résister à de telles influences (soviétique, cubaine). »* (*New York Times*, 4 juillet 1983).

En ce qui concerne le Salvador et le Guatemala, cela signifie que les Etats-Unis ne renoncent à aucun moyen pour tenter d'empêcher que le FMLN-FDR ou le URGN imposent une défaite aux dictatures et à leurs armées, comme ce fut le cas avec Somoza et sa garde. Peu de jours après la publication de ce document, le président Reagan revenait, devant le Congrès, sur ce thème, en insistant sur le droit que s'attribuait le gouvernement d'imposer ses desseins aux peuples de la région. *« L'incendie est dans notre jardin »*, affirmait-il le 27 avril. *« La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre quatrième frontière. »* En d'autres termes, cette région et tous ces gouvernements ont pour les Etats-Unis une « souveraineté limitée », « souveraineté conditionnée » à ce que Washington considérerait comme les impératifs de sa sécurité.

« La sécurité nationale de toutes les Amériques, affirme Reagan, *est en jeu en Amérique centrale. Si nous ne pouvons nous défendre nous-mêmes dans cette région, nous ne pouvons espérer faire prévaloir nos intérêts autre part. Notre crédibilité s'écroulerait. Nos alliances tomberaient et la sécurité de notre pays serait en danger. »* (...).

Au moment où cette conférence se réunit, la guerre a cessé d'être une simple possibilité. L'agression de l'administration Reagan se développe aux frontières du Nicaragua et fait, chaque jour, des centaines de victimes dans toute la région.

« La guerre non déclarée » contre les peuples d'Amérique centrale

Dans les déclarations du gouvernement des Etats-Unis, il ne s'agit pas simplement de plans ou de menaces. Les données de l'agression, enregistrées pays par pays, sont frappantes. Selon l'Office de Washington en Amérique latine et le Centre pour la politique internationale, l'aide militaire et « économique » des Etats-Unis à la dictature du Salvador entre 1980 et 1983 a atteint 701 millions de dollars ; au Honduras, également jusqu'en mars 1983, 320,7 millions de dollars ; et en ce qui concerne le Guatemala, 66,6 millions de dollars.

Amnesty International et la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies ont indiqué que les victimes civiles des organismes militaires et paramilitaires dépassaient 52 000 au cours des deux dernières années, dont 35 000 pour le Salvador, 15 000 au Guatemala.

Les agences de presse qui monopolisent l'information ont l'habitude de garder le silence sur l'importance de l'agression et cela est particulièrement évident en ce qui concerne le Guatemala où le génocide a atteint des proportions inimaginables.

Avec l'appui renouvelé de Washington en hélicoptères et en équipements militaires, la dictature du général Efrain Rios Montt a assassiné dans les onze derniers mois 8 000 civils, spécialement les Indiens, a obligé 120 000 autres à se réfugier au Mexique et condamné plus d'un million de personnes à la migration comme réfugiés à l'intérieur du pays.

Il faut ajouter au soutien militaire l'appui économique que reçoit la dictature. Seuls, les « naïfs » oublient que l'assistance économique aux dictatures d'Amérique centrale a une fonction essentiellement anti-insurrectionnelle. Pour l'année 1983, la BID et le BIRF ont autorisé des crédits de 170 millions de dollars à Rios Montt.

Au Salvador, le nombre des victimes de la guerre de Reagan progresse dans la même proportion que les certificats de bonne conduite que le gouvernement présente au Congrès des Etats-Unis, comme l'a fait savoir l'archevêque de San-Salvador dans son rapport de juin 1983 : ce rapport dément la propagande de Washington qui prétend attribuer les victimes civiles (hors de combat) aux organisations populaires. En 1982, 5 349 civils mouraient victimes des forces gouvernementales et 49 à cause de la guérilla. Dans les trois premiers mois de 1983, le rapport est respectivement de 1 926 et 26. Pour cette guerre d'extermination, les Etats-Unis ont destiné 33 % de toute « l'aide » pour l'Amérique latine dans les années 1980-1983.

L'armée du Salvador est en réalité un instrument direct du Pentagone. D'une force totale de 33 000 hommes (21 500 en service actif) selon le *Washington Post* du 14 juin 1983, 6 900 ont été entraînés spécialement par les Etats-Unis, et parmi eux, 500 officiers. Et encore, selon le général Wallace Nutting, ardent « reaganiste », 55 conseillers au Salvador ne sont pas suffisants et il est impératif d'en envoyer là-bas 500 de plus.

Les « conseillers », dont le véritable chiffre est une énigme, manœuvrent aujourd'hui les pièces d'artillerie et structurent totalement le plan militaire et la propagande de la dictature.

Depuis le mois de mars dernier, le Pentagone a lancé un nouveau programme de « pacification rurale », suivant un modèle expérimenté au Vietnam.

Deux hameaux stratégiques sont déjà en place. Pour mener en avant toute cette politique, Reagan a demandé 227 millions de dollars supplémentaires. « La pacification rurale » et l'emploi de substances chimiques contre le Salvador sont une réalité, comme l'a dénoncé il y a quelques semaines l'agent de la CIA Scott Barnes. Selon lui, les Etats-Unis utilisent des éléments bactériologiques pour provoquer des maladies comme l'anthrax et la typhoïde.

C'est au Honduras, dans le cadre de la politique nord-américaine, que revient le rôle de gendarme de la région et de fer de lance dans une agression contre le Nicaragua.

En moins de trois ans, les Etats-Unis ont transformé cette armée. Les effectifs sont passés de 14 240 hommes à 21 400 ; l'aide militaire s'est multipliée par 10. Le Honduras a été doté de la force aérienne la plus puissante de la région, fait auquel Israël a aussi contribué.

Le *Times* du 4 avril 1983 a publié un rapport sur la façon dont opèrent l'armée du Honduras, les ex-gardes somozistes promus par le Pentagone et les conseillers militaires yankees.

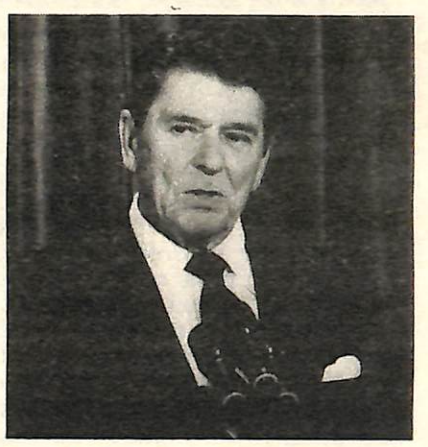
De sources du FDN, le *Times* cite : *« Le troisième état-major... est composé uniquement par des Américains. Il s'agit des experts de la CIA et des représentants du commandement américain pour le cône sud qui a sa base au Panama. Ce troisième groupe* — continue l'article — *est le cerveau des forces..., le coordinateur de différents groupes sous la direction de John Negroponte, ambassadeur nord-américain au Honduras. »*

Le Honduras a été choisi comme base principale d'opération par les ex-gardes somozistes et leurs nouveaux alliés comme Robelo. L'armée « contra » réunit près de 7 000 hommes. Depuis leurs bases, se réalisent des incursions dans le territoire nicaraguayen.

Le commandant de la révolution, Bayardo Arce Castano, a dénoncé le 1er mai dernier que la principale activité de l'administration Reagan (contre le gouvernement du Nicaragua) se concentre dans le processus de l'armement, entraînement et infiltrations de bandes... *« En 1980, 47 incursions ont été réalisées et 290 actions de plus grande envergure ont été menées entre janvier 1981 et septembre 1982. »*

En 1983, ils ont essayé d'établir des bases opérationnelles sur les territoires du Nicaragua. L'opération contre-révolutionnaire comprend l'espionnage aérien et aussi des opérations navales conjointes qui servent de couverture pour remettre des tonnes d'armement. Au moment des manœuvres de février à la frontière du Nicaragua, les Etats-Unis ont déchargé 86 avions contenant des équipements de combat. La base militaire que le Pentagone a établie à Puerto Castilla, au Honduras, a comme objectif d'entraîner dans les prochains 6 mois 2 400 soldats salvadoriens et de renforcer les agressions contre le Nicaragua.

De vieilles bases militaires dans les Caraïbes, comme celles de Aguadilla ou Puerto Rico et celle de Howard au Panama sont en train d'être restructurées pour y entraîner des militaires honduriens et salvadoriens. L'école des Amériques au Panama accomplit et renforce son rôle d'entraînement de forces pro-impérialistes et d'agression. Une partie de l'escalade a été mise en évidence lorsque 500 marines nord-américains transportés sur 15 chars amphibies et deux bateaux de débarquement sont arrivés sur l'île colombienne de Providencia, à seulement 250 kilomètres du Nicaragua. Le ministre de la Défense de Colombie assure que les



Ronald Reagan.

exercices réalisés par les marines ces dernières semaines sont à mettre en relation avec l'opération Unitas (plan de défense continental).

Les actions militaires sont un complément des actions économiques et diplomatiques. Réduction de crédits, « gel » des prêts et suspension de l'achat de sucre font partie des multiples mécanismes de pression. La diplomatie pour « isoler le Nicaragua » commence avec l'exigence de contribuer au blocage des livraisons d'armes pour le FMLN et pour que le Nicaragua renonce à se doter d'éléments pour sa défense. Les Etats-Unis exigent une négociation régionale sur la voie du statu quo et qui réponde à leurs « impératifs de sécurité ».

Avec juste raison, les sandinistes ont refusé ces manœuvres et ont demandé par contre des négociations bilatérales pour stopper l'agression. Tout ce panorama réaffirme la position du ministre des Affaires étrangères d'Escoto, quand il déclarait que nous sommes face à une *« guerre non déclarée »* du gouvernement des Etats-Unis contre le Nicaragua et face à l'imminence d'une guerre régionale.

Les derniers développements indiquent les perspectives d'une plus grande intervention. D'un côté, le gouvernement de Washington a consulté ses alliés européens conservateurs sur la possibilité d'intervenir en Amérique centrale face aux risques que le Congrès nord-américain suspende le 30 septembre prochain l'autorisation de mener des actions ouvertes au Nicaragua, et, d'une manière symptomatique, Reagan a désigné Henry Kissinger pour qu'il préside la commission chargée de rédiger un document sur la politique nord-américaine pour l'Amérique centrale ; Reagan vient d'annoncer qu'au mois d'août, 5 000 soldats nord-américains vont réaliser des manœuvres conjointes avec l'armée du Honduras.

Impulser le front anti-impérialiste

Le propos de ces énoncés préparés par la commission organisatrice de la convention a été d'offrir un cadre général d'analyse et d'inviter à une tâche de solidarité dans un exposé introductif qui présente l'agression nord-américaine, la réponse des peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, les propositions de paix et l'urgence dans la paix à soutenir et à accompagner efficacement les peuples qui luttent pour leur libération.

La lutte héroïque des peuples du Salvador, de Grenade, du Guatemala, de Cuba, du Nicaragua, de Belice et du Honduras est notre lutte. En elle se joue le sort de toute l'action des Caraïbes et le sort de toute l'Amérique latine.

Il nous arrive aujourd'hui comme un impératif inéluctable le mandat libérateur de Bolivar qui nous oblige à résister à l'impérialisme, à renforcer les luttes des mouvements qui représentent les aspirations légitimes des peuples du Salvador et du Guatemala et à consolider les acquis arrachés avec sacrifice à Cuba, au Nicaragua, à Grenade.

Cette conférence doit conclure avec l'engagement de tous les présents à impulser le front contre l'agression impérialiste qui commence à se dessiner à partir de diverses initiatives parmi toutes les forces progressistes et démocratiques du continent.

Les Etats-Unis devront savoir qu'indépendamment des négociations diplomatiques et des initiatives gouvernementales, tout le peuple d'Amérique latine, organisé et uni, se mobilise partout pour arrêter l'agression, et que, avec les peuples du Salvador et du Nicaragua, il reprend les mêmes mots d'ordre qui se scandent dans les champs de bataille de Usulutan, Chalatenango, Matagalpa et Nueva Segovia : *« Nous vaincrons, ils ne passeront pas ! »*

« Les organisations soussignées, participant à la Conférence latino-américaine en hommage au Libérateur Simon Bolivar et en solidarité avec l'Amérique centrale et les Caraïbes, déclarent leur total appui et participation au développement d'un large mouvement de solidarité anti-impérialiste en défense du droit des peuples d'Amérique centrale à l'autodétermination.

Ce combat peut arrêter le bras assassin de l'impérialisme et contribuer à la défaite des dictatures fantoches du Salvador, du Guatemala et du gouvernement agresseur du Honduras.

Elles condamnent le gouvernement de Colombie, lequel proclame sa volonté de paix et permet l'utilisation du territoire colombien pour l'entraînement des marines nord-américains en même temps.

Elles appellent à la mobilisation en exigeant :

- **Dehors la flotte US de l'Amérique centrale !**
- **Défense inconditionnelle du gouvernement légitime du Nicaragua !**
- **Dehors les bases militaires US d'Amérique centrale !**
- **Appui inconditionnel au FDR-FMLN du Salvador et à la URGN du Guatemala contre l'impérialisme !**
- **Droit des peuples du monde entier à disposer d'eux-mêmes ! »**

Bogota, le 26 juillet 1983.

Omar Nanez (Parti du travail de Colombie), Fabio Zapata (Bloc Camilo Torrès Restrepo), Ciro Roldan (Coordination socialiste - Association syndicale des professeurs d'universités), Camilo Gonzales (Convergence socialiste), Alejandro Suarez (Mouvement Pain et Liberté).

Résolution finale de la Conférence de Bogota

LES délégations du Salvador, du Nicaragua, du Guatemala, de Panama, du Costa Rica, de Cuba, du Honduras, du Mexique, de Colombie, du Venezuela, de l'Equateur, du Pérou, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de la République dominicaine et de plusieurs pays d'Europe, entre autres des pays socialistes, représentants des organisations politiques, syndicales, religieuses, sociales et académiques, réunies à Bogota pour célébrer le bicentenaire de la naissance du Libérateur Simon Bolivar, cherchant, à la lumière de ses principes d'unité latino-américaine, la manière de rendre effective la solidarité coordonnée et organisée avec les peuples de l'Amérique centrale et des Caraïbes menacés et agressés par l'intervention armée du gouvernement nord-américain, déclarent :

1.- La pensée du Libérateur Simon Bolivar est présente et son projet d'unité autour des intérêts communs d'indépendance et de liberté pour conjurer les dangers qui menacent dans le continent la souveraineté et la libre détermination des nations est vivant et ouvert à l'action des peuples d'Amérique.

Nous honorons la mémoire du Libérateur Simon Bolivar et nous nous réunissons pour revenir sur ses idées proposées au Congrès de Panama en 1826, idées mal comprises par les classes dirigeantes de cette époque et qui, aujourd'hui, prennent une actualité nouvelle car « l'heure de l'Amérique » qu'il a annoncée et prévue est proche.

Parce que c'est seulement entre les mains des peuples que les drapeaux de la liberté et de l'indépendance conduisent à la victoire. Et ce qui, au XIX[e] siècle, était une utopie se pose aujourd'hui comme une exigence réelle face au risque d'une guerre déchaînée contre les peuples de l'Amérique centrale et son extension aux pays latino-américains. Comme José Marti l'a dit : *« En matière de liberté, ce qu'il n'a pas fait est à faire aujourd'hui, parce que Bolivar a encore beaucoup à faire en Amérique. »*

Le Bolivar que nous revendiquons et honorons est celui qui a défendu et combattu sans repos pour les droits des peuples à se gouverner sans se soumettre aux pouvoirs étrangers. Il a montré au monde comment la liberté peut vaincre le pouvoir injuste et orgueilleux de la richesse et de la tyrannie et a proclamé la nécessité de faire cause commune avec les opprimés pour renforcer le système opposé aux intérêts des oppresseurs.

Simon Bolivar avait prévu la nécessité de l'union de tous les peuples hispano-américains pour résister aux exigences des Etats-Unis. Aujourd'hui, après 160 années, les Etats-Unis ont consolidé leur plan d'intervention et de contrôle. Mais une poignée de peuples ont dit : *« Assez de domination ! »* ; ils se sont mis à l'avant-garde et ont ébranlé les Amériques, en nous invitant à reprendre la voie ouverte par Bolivar avec les triomphes de Cuba, du Nicaragua, de Grenade et Surinam d'un côté, et l'avancée de la lutte libératrice des peuples du Salvador, du Guatemala et du Honduras de l'autre.

Le grand courage de nos frères d'Amérique centrale et des Caraïbes, leur ténacité à maintenir les mots d'ordre de *« Liberté ou mort ! »* qui, depuis les champs de Boyaca et Ayacucho nous ont donné l'indépendance, doivent faire face aujourd'hui aux attaques des Etats-Unis, en riposte à leur audace de revendiquer la dignité et l'autodétermination nationale.

2.- A la décision des peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes a correspondu en Amérique du Nord une administration funeste présidée par Ronald Reagan qui voit le monde comme un champ de bataille où les Etats-Unis doivent prendre l'initiative de l'agression contre ceux qui sont opposés à leurs intérêts de domination. Cette politique est refusée y compris par l'opinion publique aux Etats-Unis mêmes.

C'est ainsi que l'agression militaire est arrivée dans les territoires de l'Amérique centrale ; le Honduras s'est transformé en porte-avions de l'agression américaine, Panama est utilisée comme académie de guerre, le Pacifique comme mer privée de la flotte nord-américaine, et l'île colombienne Providence comme un lieu de manœuvres des marines, au grand étonnement des peuples.

L'Eglise latino-américaine, solidaire des justes luttes des pauvres, n'a pas échappé au projet des Etats-Unis. Le rapport Rockefeller, le rapport Rand-Corporation et le document de Santa-Fe donnent des instructions précises à la réaction continentale pour faire taire les forces chrétiennes qui se révoltent dans toute l'Amérique. La Teologia de la Liberacion et les communautés ecclésiastiques de base, expressions de la foi se prononçant pour la justice, ont été déclarées suspectes et sont la cible de la répression nord-américaine. Des voix prophétiques, et avant tout celle de Mgr Oscar Anulfo Romero, ont donné leur vie pour dénoncer un système génocide qui est en désaccord radical avec les commandements chrétiens de l'amour.

Cependant, l'escalade militaire des Etats-Unis a été incapable de faire plier les héroïques combattants de la cause de la liberté : avec plus de force que jamais, le peuple agressé montre chaque jour son irréductible résolution d'aller jusqu'au bout avant de rendre les drapeaux libérateurs qu'a légués Bolivar.

3.- Aujourd'hui, face à la riposte décidée de nos frères centro-américains, les Etats-Unis mènent l'intervention directe avec le danger de l'imminence d'un nouveau Vietnam. L'intervention politique et militaire est accompagnée d'une dépendance économique qui impose la soumission des peuples. Ce qui est posé, c'est la revendication qui ne peut pas être ajournée des pays pauvres et dépendants par rapport aux pays capitalistes riches et développés. La lutte en Amérique latine ne consiste pas dans la rivalité entre Est et Ouest, comme il est affirmé mensongèrement, pour cacher les desseins impérialistes sur les nations faibles d'Amérique.

A partir de l'épisode de la guerre des Malouines sur le continent austral, en Amérique latine un nouveau climat s'est créé. Ces événements ont mis en évidence que la place des pays latino-américains ne se trouve pas dans l'orbite des 18 pays capitalistes riches qui ont le monopole de la science, de la technologie, des transports, de l'informatique, mais aux côtés des 150 pays caractérisés par les Nations-Unies comme en voie de développement. La révolte générale des peuples américains vient de la misère et des conditions inhumaines qui ont prévalu plus d'un siècle et demi, accentuées par des régimes d'oppression sous le diktat de l'impérialisme.

4.- Dans la mesure où nous assistons à la décomposition des tyrannies militaires qui ont ruiné et crucifié l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Paraguay, un nouvel esprit de liberté et d'indépendance des constructeurs de nos nationalités fleurit. Les mobilisations du peuple chilien annoncent la fin de la dictature de Pinochet et cette conférence appelle à la solidarité avec la nation chilienne dans ses tâches. Dans le même sens, nous enregistrons le rétablissement démocratique en Bolivie et la lutte des peuples d'Argentine, d'Uruguay et du Brésil pour retrouver leur liberté.

5.- Face au conflit régional, nous sommes avec les peuples des Caraïbes pour consolider les acquis d'indépendance à Cuba, au Nicaragua, à Grenade, à Surinam, et pour maintenir les revendications populaires au Salvador, au Guatemala et d'autres peuples qui ont exigé la fin de la domination et l'implantation de la démocratie.

Face à la gravité de la situation actuelle, les démarches du groupe de Contadora, formé par les gouvernements de Colombie, Venezuela, Panama et Mexique, prennent une importance particulière pour freiner la croissante intervention unilatérale, politique, économique et militaire des Etats-Unis. Toute autre initiative de paix juste mériterait tout notre

Rassemblement à Leon (Nicaragua) le 19 juillet 1983 à l'occasion du 4 e anniversaire du renversement de la dictature somoziste.

appui. Toute négociation doit inclure, dans les conflits internes au Salvador, la reconnaissance du FMLN-FDR comme force belligérante et, dans le cas du Nicaragua, le respect de l'indubitable légitimité de son gouvernement. Les propositions formulées par le gouvernement du Nicaragua permettent d'avancer vers une solution pacifique. Nous considérons valable le plan du gouvernement pour exiger des solutions bilatérales. Cette conférence est d'accord avec la proposition de mettre un terme à toute situation de belligérance à travers la signature immédiate d'un accord de non-agression entre le Nicaragua et le Honduras.

Aujourd'hui, face à l'imminence de l'expansion de la guerre, nous réaffirmons la nécessité de la paix.

Cette conférence désigne les Etats-Unis comme principal responsable de la situation, reconnaît les droits du Nicaragua à se donner les moyens pour organiser sa vie politique et sa souveraineté ; elle exige le retrait des bases militaires du Honduras et de Panama ; elle reconnaît le FMLN-FDR comme la force authentiquement représentative du peuple salvadorien et refuse le blocus et les menaces auxquels les Etats-Unis, avec de grands déploiements navals et militaires, procèdent dans la région. Par rapport au Guatemala, cette conférence condamne le génocide ordonné par le régime de Rios Montt et exécuté par l'armée de ce pays, et dénonce aux yeux du monde que les gouvernement et propriétaires terriens guatémaltèques sont les responsables du conflit social armé contre le peuple qui développe la lutte de libération nationale sous la direction de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque.

D'autre part, cette conférence demande instamment au gouvernement du Costa Rica de contribuer à la paix de la région en empêchant l'action des contre-révolutionnaires du Nicaragua qui déclenchent les hostilités depuis les points frontaliers de ce pays.

Finalement, notre conférence réitère le droit de la libre détermination des peuples d'Haïti, Porto Rico, Beliz, Jamaïque et d'autres nations des Caraïbes.

6.- Camarades, la lutte des peuples centro-américains est notre lutte. De là, nous reconnaissons aujourd'hui l'action libératrice de Bolivar.

Les Etats-Unis doivent savoir que tout le peuple latino-américain et les Nord-américains progressistes et réellement démocrates se mobilisent pour l'indépendance et la souveraineté de l'Amérique latine.

Cette conférence reconnaît l'efficace travail réalisé en Colombie et en Amérique latine par le comité de solidarité avec le peuple salvadorien et souligne le travail, l'organisation et l'initiative du comité organisateur de cette conférence et invite toutes les forces sociales et politiques à collaborer dans les tâches de coordination avec le Front mondial de solidarité avec le Salvador.

Si l'appel à la paix n'était pas suffisant, si l'impérialisme se lance dans l'invasion avec toute sa puissance destructrice, nous serons aux côtés des peuples agressés, en passant à des formes plus élevées de solidarité.

Nous concluons cette conférence avec l'engagement de tous ceux qui sont présents ici — Latino-américains, Nord-américains, représentants d'organisations politiques, syndicales, académiques, religieuses — d'unifier les forces anti-impérialistes d'Amérique.

Nous appelons toutes les forces démocratiques à lutter contre l'intervention et les prétentions coloniales en Amérique centrale, et nous constituons un organisme coordinateur préparatoire de la prochaine conférence latino-américaine. Nous demandons à cet organisme d'impulser les formes de solidarité avec les peuples agressés d'Amérique centrale pendant les mois d'août et septembre. Nous appelons toutes les Amériques à être attentives pour répondre, unies, à l'assaut de l'intervention directe et totale de l'impérialisme au moment où il se produirait.

« Dans une situation mondiale où les peuples souffrent des maux engendrés par la crise d'un système économique et politique pourrissant, condamné par l'histoire, pour la IV[e] Internationale, le combat dans tous les pays de tous les continents pour la libération des chaînes de l'exploitation et de l'oppression nécessite la réalisation de la plus large mobilisation unitaire pour la défense inconditionnelle et le droit des peuples du monde entier à disposer d'eux-mêmes contre toute forme d'oppression.

C'est le devoir de toutes les forces, partis et organisations qui se réclament des principes du mouvement ouvrier, démocratique et anti-impérialiste, de donner leur appui inconditionnel à tous les peuples de l'Amérique centrale, en particulier en ce qui concerne la guerre d'agression dirigée par l'impérialisme des Etats-Unis à partir d'Honduras, et l'exigence de négociations directes entre le gouvernement légitime du Nicaragua et le gouvernement du Honduras doit être appuyée. Pour sa part, « IV[e] Internationale (Centre international de reconstruction) » appuie pleinement cette exigence, laquelle évidemment n'exclut aucune autre proposition allant dans ce sens.

Le secrétariat international souhaite le plus grand succès aux travaux de la conférence. Le secrétariat international déclare que les organisations affiliées à « IV[e] Internationale (Centre international de reconstruction) » appuieront dans leurs pays respectifs toutes les initiatives politiques que la conférence adoptera contre la guerre d'agression impérialiste en Amérique centrale.

Nous nous engageons, pour notre part, à porter les décisions de votre conférence à la connaissance des peuples, en particulier en Europe. »

Pierre Lambert
Luis Favre
Miguel Orozco

Karl Marx

L'exploitation capitaliste

Commémorer le centième anniversaire de la mort de Marx, c'est montrer que son activité de militant révolutionnaire et de dirigeant de la 1re Internationale a commandé et fécondé les recherches scientifiques dont est issue son œuvre maîtresse, *Le Capital*. Lorsque Marx en publie le *Livre Premier* (1867), il est riche de l'expérience de la Ligue des Communistes à la direction de laquelle il a participé à la Révolution de 1848, et de l'expérience de l'Association internationale des travailleurs, dont le Conseil général est principalement animé par lui, depuis 1864.
Les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste n'ont pu être établies par Marx qu'en relation avec sa participation militante et dirigeante au mouvement révolutionnaire du prolétariat de son temps.

CONSTATER que le prolétariat constituait la seule classe radicalement révolutionnaire de la société bourgeoise donnait à Marx et à Engels, dès 1845, la base d'une stratégie révolutionnaire, sans, pour autant, leur fournir l'élucidation scientifique de cette société que les masses devraient détruire pour ouvrir la voie à la société sans classes et sans Etat du communisme.

Cependant, entre 1847 et 1849, Marx entreprend l'analyse de la société capitaliste en vue d'armer l'avant-garde du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie.

Le capital est un rapport social

Le témoignage de cette recherche à la fois scientifique et militante nous est donné par la brochure *Travail salarié et capital*. Dans cet ouvrage, il analyse les diverses formes de l'exploitation du travail social pour en dégager l'élément commun. Il écrit : *« La société **antique**, la société **féodale**, la société **bourgeoise** sont des ensembles de rapports de production dont chacun caractérise en même temps un stade particulier de développement dans l'histoire de l'humanité. Le capital représente, lui aussi, des rapports sociaux. Ce sont **des rapports bourgeois de production**, des rapports de production de la société bourgeoise. »*

Ainsi, le capital est démystifié. Il n'est plus identifié à une richesse dont la provenance serait inexplicable. Il est un ensemble de rapports sociaux et, plus précisément, ce rapport social spécifique qui oppose les ouvriers aux patrons, comme se trouvaient opposés dans le passé les esclaves aux maîtres et les serfs aux seigneurs.

Bref, le capital n'a de réalité qu'en tant que rapport entre des exploiteurs et des exploités qui sont clairement identifiés comme les capitalistes et les prolétaires. Sous les rapports de production constitutifs des différents types de sociétés, Marx discerne les rapports d'exploitation du travail social et l'antagonisme de classes qui en résulte.

Cela signifie que la « société moderne », présentée par les économistes bourgeois comme une « société libérale », comme une société du « libre contrat » entre employeurs et employés, est, en fait, une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, comme l'avaient été la société esclavagiste et la société féodale.

Mais un problème restait irrésolu : où se situait cette exploitation dès lors que les employeurs capitalistes payaient à leurs employés un salaire qui pouvait passer pour une rétribution du travail fourni par ces derniers ?

Dans *Travail salarié et capital*, Marx établit l'antagonisme qui oppose les intérêts des capitalistes et ceux des ouvriers. Il pressent que le salaire n'est pas le paiement du travail. Il indique : *« Le salaire n'est donc pas somme toute déterminé seulement par la masse de marchandises que je peux obtenir en échange. Il renferme divers rapports. »*

C'est seulement dans le *Livre Premier* du *Capital* que Marx résoudra le problème ainsi posé et qu'il déterminera le rapport existant entre le salaire et *la force de travail* du salarié. Ce que l'on peut dire, c'est que l'observation attentive de la lutte des classes en Angleterre, entre 1850 et 1860, l'a conduit à découvrir que l'augmentation du salaire nominal arrachée par les ouvriers — dans le meilleur des cas — se trouvait annulée par les mesures financières des capitalistes, notamment par l'augmentation du prix des produits de première nécessité. Aussi, pour Marx, le principal avantage des luttes prolétariennes résidait-il dans l'élévation du niveau d'organisation de la classe ouvrière. Au-dessous, fonctionnait une loi du mode de production capitaliste qu'il devait établir ultérieurement.

Le salaire, paiement de la force de travail

S'il est vrai, comme le dit la première phrase du *Capital*, que *« la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste se présente comme une immense accumulation de marchandises »*, il faut se demander quelle marchandise achète le capitaliste quand il paie à l'ouvrier son salaire. La réponse a été donnée par Marx, à partir de son expérience de la lutte des classes : c'est *la force de travail*, marchandise dont la valeur est déterminée, comme toute marchandise, par le temps de travail *socialement* nécessaire à sa production, que le capitaliste achète au prolétaire.

Ce dernier n'est pas rémunéré de son travail ; il est contraint d'abandonner au capitaliste une part de travail non payé (*surtravail*), qui constitue précisément la plus-value du capital et qui permet de comparer le prolétaire à l'esclave antique et au serf médiéval.

La découverte de la *plus-value* en tant que *reproduction élargie du capital* permet à Marx de caractériser le salariat comme un *« esclavage moderne »*.

Depuis 1864, aucune spéculation de l'idéologie économiste bourgeoise (marginaliste ou keynesienne) n'est parvenue à donner de la plus-value du capital une explication dépassant, en quelque manière, celle de Marx. Et, ce qui nous intéresse particulièrement, c'est que la théorie marxiste du salaire soit issue d'une longue expérience des rapports du capital et du travail, de la lutte moderne des classes sans laquelle son auteur ne l'aurait pas découverte.

L'idéologie bourgeoise, des *Harmonies économiques* de Bastiat au *Nouvel Etat industriel* de Galbraith, oppose à l'esclavage et au servage le « libre contrat » en vertu duquel l'employeur et l'employé échangeraient le salaire et le travail sans exploitation. Tout se réduirait alors à une question de « justice sociale » et de dépassement des « inégalités abusives » marquant encore le fonctionnement de la société moderne.

Le « néo-libéralisme » dont se réclament Reagan et quelques autres est entièrement fondé sur le refus de reconnaître l'exploitation du travail salarié comme fondement du capitalisme.

Dans le mouvement ouvrier, le *réformisme* qui prétend assurer le passage du capitalisme au socialisme par un ensemble de mesures graduelles, a renoncé à l'analyse marxiste du mode de production capitaliste comme mode d'exploitation historiquement spécifique du travail salarié par le capital. Le stalinisme, exprimant les intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie au pouvoir en URSS, se pare de diverses défroques idéologiques, par exemple l'affirmation selon laquelle c'est une *« évolution scientifique et technique »* qui transformera radicalement le sort de l'humanité.

Des crises cycliques à la crise générale du capitalisme

Fourier avait déjà compris que la puissance de la production industrielle s'accompagnait de désordres en ce qui concerne la relation entre cette production et la consommation ; c'est ce qu'il appelait l'« anarchie capitaliste ».

Marx et Engels sont allés plus loin en analysant les crises périodiques de surproduction qui, tous les huit ou dix ans, secouaient l'économie capitaliste au XIXe siècle, et en montrant qu'elles résultaient de la contradiction entre les forces productives industrielles et les rapports bourgeois de production.

Dans le *Troisième Livre* du *Capital* qui devait être publié par Engels après la mort de Marx, celui-ci montre que le rapport entre le capital *constant* (matières premières et machines) et le capital *variable* (paiement de la force de travail) est porté par le développement des forces productives à diminuer, en raison de l'importance relativement croissante de l'investissement dans les matières premières et les machines par comparaison avec le paiement des salaires.

Sur la base de cette *tendance à la baisse du taux de profit moyen*, une crise générale et finale s'annonce dans laquelle la reproduction élargie du capital ne parvient plus à se réaliser. En vérité, il ne s'agit pas d'une conception mécaniste selon laquelle le capitalisme devrait un jour s'effondrer automatiquement. Il s'agit, en fait, de la découverte d'une tendance contre laquelle le capitalisme a réagi par l'intensification des rythmes de la journée de travail, par la surexploitation de la main-d'œuvre des colonies et des semi-colonies, enfin par l'investissement dans les forces destructives que constituent les industries d'armement — phénomène désormais dominant de l'économie mondiale.

Aujourd'hui, le monde en est arrivé à ce que Marx avait prévu : sous les symptômes inflationnistes d'une crise cyclique commencée en 1971-1972, la crise générale et finale du système capitaliste — déjà observable dans la grande dépression de 1929 — est parfaitement reconnaissable.

Et ce ne sont pas les déclarations propagandistes de Reagan sur la « reprise économique » aux Etats-Unis qui y changeront quelque chose. Car cette « reprise » limitée aux secteurs commandés par les sociétés multinationales ne s'effectue qu'au détriment des économies de l'Europe occidentale, du Japon et des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique dominés par l'impérialisme. De plus, tout permet non seulement de constater qu'elle n'initie pas une nouvelle phase ascendante mais de prévoir aussi qu'elle sera de courte durée.

La leçon finale du *Capital* est issue de la lutte des classes et conduit à l'organisation révolutionnaire de cette lutte. *Ou bien* les salariés laisseraient le mode de production capitaliste évoluer selon sa logique propre qui est celle de la baisse tendancielle du taux de profit, et cela conduirait au déferlement de la barbarie et à l'auto-destruction de la civilisation mondiale actuelle. *Ou bien*, en s'organisant comme force révolutionnaire, ces mêmes salariés, s'assurant l'alliance des masses de la paysannerie pauvre, parviendront à détruire le mode de production capitaliste et à ouvrir la voie conduisant au mode de production communiste, capable de résoudre les problèmes de survie de l'humanité et de donner à celle-ci les chances historiques d'un nouveau et supérieur développement.

Toutes les divagations idéologiques de la bourgeoisie selon lesquelles le marxisme serait dépassé se heurtent à la réalité de la crise actuelle, c'est-à-dire à l'impuissance de plus en plus manifeste du capital à assurer le fonctionnement du mode de production qui est le sien.

Actualité du *Capital*

Durant la vie de Marx, les enseignements du *Capital* ont été attaqués non seulement par les économistes bourgeois, mais encore par les proudhoniens réduisant l'exploitation capitaliste à un « vol » qui enlèverait à la société bourgeoise sa consistance réelle, et par les lassalliens prétendant que le montant des salaires était commandé par une « loi d'airain » qui, si elle avait existé, aurait rendu impuissante toute lutte des classes.

L'analyse de Marx s'est révélée scientifique en montrant que l'exploitation capitaliste, loin de se réduire à un « vol », reposait sur l'achat par le capitaliste de la force de travail du prolétaire, et en établissant que le devenir des rapports de force entre le capital et le travail commandait l'évolution du mode de production capitaliste et, finalement, sa destruction révolutionnaire.

Après la mort de Marx, la bourgeoisie et ses complices révisionnistes à l'intérieur du mouvement ouvrier se sont employés à « démontrer » que le marxisme était dépassé. Néanmoins, aucune théorie globale n'a jamais été proposée pour remplacer les analyses du *Capital*, et les conceptions de Böhm-Bawerk, de Keynes et de leurs disciples n'ont été que des régressions idéologiques vers l'économie politique antérieure à Marx.

Sans doute, faut-il rappeler que Marx a sous-titré *Le Capital* en écrivant *Critique de l'économie politique*. Cela signifie que, pour lui, les catégories de l'économie politique classique (Smith, Ricardo) étaient irrecevables en tant que prétendues catégories « naturelles ». Car la rente, le profit, le salaire n'ont de réalité que comme résultats de rapports de production, de rapports entre des classes déterminées. C'est pourquoi il n'y a pas une « économie marxiste » opposable à l'économie bourgeoise comme forme idéologique. Pas plus qu'il n'y a une « philosophie marxiste », immanente au *Capital*, comme l'a prétendu Althusser.

En fait, *Le Capital* témoigne d'une *analyse scientifique* du mode de production capitaliste dont les procédés d'investigation sont inséparablement économiques, sociologiques, historiques et politiques, et relèvent du matérialisme historique.

Le passage du capitalisme concurrentiel du XIXe siècle au capitalisme monopoliste du XXe siècle que Lénine a étudié dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* s'est effectué, comme Marx l'avait d'ailleurs prévu, à travers les crises cycliques du système et sur la base des lois de la valeur, de la plus-value et de la baisse tendancielle du taux de profit moyen. Il n'y a jamais eu, si ce n'est dans l'imagination des révisionnistes, de *néo-capitalisme*. La crise actuelle, dominée par son aspect général, le prouve suffisamment.

Les firmes multinationales et le Fonds monétaire international, qui tend à jouer le rôle d'un conseil d'administration de l'impérialisme américain, confirment la prévision de Marx selon laquelle *« la concurrence engendre son contraire, à savoir le monopole »*.

L'accumulation de la richesse à un pôle et de la pauvreté au pôle opposé dont faisait état *Le Capital* est devenue, sous nos yeux, la réalité générale sur la base du marché mondial instauré par la bourgeoisie et désormais dominé par l'impérialisme.

Le génie de Marx dans *Le Capital* est inséparable de son activité continue de militant et de dirigeant du mouvement ouvrier révolutionnaire, de son combat incessant pour la construction du parti révolutionnaire mondial.

Car, c'est à partir de cette expérience qu'il lui a été possible de comprendre les limites historiques du mode de production capitaliste et de discerner les conditions objectives et subjectives de sa fin et de son dépassement. L'analyse marxiste du capitalisme n'est scientifique que parce qu'elle en est l'autopsie révolutionnaire.

Pierre Fougeyrollas
4 août 1983

Histoire

Léon Trotsky (1879-1940)

Le 21 août 1940, à Mexico, le cœur de Léon Trotsky cessait de battre. Le jour précédent, l'agent de Staline Ramon Mercader lui avait porté le coup mortel. Le 24 mai de la même année, Léon Trotsky avait échappé de peu à une attaque lancée contre la maison de Coyoacan, dans la banlieue de Mexico, par un commando dirigé par le militant du Parti communiste mexicain, le peintre David Alfaro Siquieros.
Cette fois, Staline et ses tueurs avaient réussi : après des dizaines de fondateurs et de dirigeants du Parti bolchevique assassinés au terme des procès truqués de Moscou, après les milliers et les milliers de communistes, de militants ouvriers abattus en URSS, en Espagne et ailleurs, ils avaient tué le compagnon de Lénine, le créateur de l'Armée rouge, le fondateur de la IVe Internationale.

COMMEMORER aujourd'hui la mémoire de Léon Trotsky, à qui s'applique si parfaitement la phrase d'Engels à propos de Marx : *« Il fut avant tout un révolutionnaire. »*, est une tâche difficile à un double titre.

D'une part, les mots sont pauvres pour exprimer aujourd'hui la place que Léon Trotsky tient et tiendra dans l'histoire de l'humanité, pour évoquer non seulement ce qu'a d'héroïque le combat de cet homme, mais aussi son apport à tous les domaines de la pensée.

D'autre part, parce qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'il est aisé en 1983 de rappeler la place de Léon Trotsky comme dirigeant de la première révolution russe de 1905, comme dirigeant de la révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste.

En 1940, au moment où déferlait la barbarie impérialiste, au moment où les défaites de la classe ouvrière, dont la bureaucratie contre-révolutionnaire de Staline était responsable au premier chef, s'exprimaient dans la Deuxième Guerre mondiale, les choses n'étaient pas si simples.

Aussi est-il nécessaire que ceux qui, aujourd'hui, combattent sur la base des principes et du programme du trotskysme, pour la révolution socialiste, se souviennent de ce qu'ils doivent à ceux qui, dans les années des procès de Moscou, répondirent à l'appel de Léon Trotsky, des intellectuels — rares — qui, comme André Breton, Benjamin Péret (qui fut aussi un militant) ou André Gide, en France, refusèrent le mensonge.

Quarante-trois ans plus tard, la vérité historique s'est imposée sur bien des points. On connaît le détail du mécanisme de l'assassinat, l'identité réelle des exécutants, et personne n'oserait mettre en doute aujourd'hui le rôle de Staline comme inspirateur et organisateur d'un meurtre, ni nier l'importance politique du crime.

La vérité historique se fraie toujours son chemin

Mais, comme le rappelle notre camarade Pierre Broué dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'assassinat de Trotsky (1) : *« Il allait pourtant falloir plus de dix années avant de connaître l'identité réelle de l'assassin, condamné dans l'intervalle et qui n'avait toujours pas parlé. Il allait falloir une vingtaine d'années pour que l'appartenance politique de l'assassin soit généralement reconnue, sauf par ses propres coreligionnaires, en d'autres termes pour que l'on admette, sauf dans l'univers des PC, que cet homme n'avait été que l'instrument de Staline. Il allait falloir enfin presque quarante années pour que les principaux partis communistes inconditionnellement dévoués en 1940 à Staline — et parmi eux le Parti communiste du Mexique et celui de France — se décident enfin à reconnaître publiquement que le tueur avait agi sur les directives de Staline et que les ordres avaient été acheminés par le canal du Parti communiste de ce même pays qui avait accordé l'asile au proscrit. Ce que tout homme honnête pouvait savoir depuis longtemps.*

La vérité historique se fraie toujours son chemin. Certes. Mais il nous faut bien admettre qu'au XXe siècle, celui de la radio et de la télévision, celui des câbles et des satellites, de l'ordinateur et de l'automobile, elle ne se fraie pas son chemin toute seule et qu'elle ne se le fraie pas très vite. »

Elle se le fraie en relation avec les développements de la lutte des classes, de l'action émancipatrice de la classe révolutionnaire, du prolétariat, qui ne craint pas la vérité, mais qui en a besoin — et dans cette action s'est inscrite et s'inscrit la continuité du combat politique engagé par Léon Trotsky.

C'est pourquoi nous donnerons ici deux témoignages. L'un (tiré de l'ouvrage déjà cité de Pierre Broué) est un extrait d'un article du 21 septembre 1940 écrit par un militant nicaraguayen, Francisco Zamora, résidant alors au Mexique, où il agissait comme un combattant résolu des libertés démocratiques.

« Je n'appartiens pas et je n'ai jamais appartenu à la IVe Internationale ; je suis tout à fait étranger à ses activités ; je crois cependant que Staline est le plus répugnant et le plus malfaisant des traîtres qu'ait jamais eu à subir la cause du prolétariat et qu'aucun être humain mentalement et moralement sain ne peut continuer à être stalinien après la série de crimes, d'escroqueries, de bassesses et de falsifications des faits et des idées qu'a perpétrée ce sinistre individu ; je crois que ce qui a subsisté jusqu'à présent de la révolution d'Octobre, malgré Staline et sa bande, doit être sauvé par l'élimination du stalinisme, lequel a égaré, décapité et désorienté la classe ouvrière mondiale au moment précis où elle avait le plus besoin de sa conscience et de sa certitude. Si c'est cela être trotskyste, alors je suis trotskyste et je suis fier de l'être, parce que, à toutes les époques et dans quelque société que ce soit, il sera toujours plus digne d'être du côté de la victime lâchement assassinée que de servir de laquais et d'apologiste à son tout-puissant bourreau. »

Le second est un extrait du discours prononcé le 28 août 1940 à New York par James P. Cannon, l'un des fondateurs du Parti communiste américain, et qui était alors un dirigeant du Socialist Workers Party des Etats-Unis, l'organisation qui, aux USA, contre l'impérialisme et contre le stalinisme sous toutes ses formes, défendait le programme et les principes de Léon Trotsky.

Discours prononcé dans un meeting public convoqué pour rendre hommage à Léon Trotsky, dont le gouvernement de la plus grande puissance impérialiste (le gouvernement Roosevelt) avait une telle crainte qu'il refusa le transfert de ses cendres aux Etats-Unis :

« Le camarade Trotsky nous a donné une image anticipatrice. En lui, dans sa personnalité, nous pouvions distinguer un élément de ce que serait l'être humain de la société communiste. La mémoire que nous conserverons de lui comme homme et comme camarade nous assure du fait que l'esprit de l'homme en lutte pour la solidarité est invincible.

Dans l'époque terrible que nous vivons, bien des choses disparaîtront. Staline et Hitler et Roosevelt et Churchill, et tous les mensonges, toute l'injustice et toute l'hypocrisie qu'ils incarnent disparaîtront dans le sang et le feu. Mais l'esprit de l'homme communiste que le camarade Trotsky incarnait ne disparaîtra pas.

(...) Nous ne sommes pas seuls. Ne l'oublions pas. Trotsky a formé des cadres, des disciples dans plus de trente pays. Ils sont profondément convaincus de leur droit à la victoire. Ils ne céderont pas. Nous ne céderons pas.

"Je suis sûr de la victoire de la IVe Internationale", a dit le camarade Trotsky dans ses derniers instants. Nous en sommes aussi convaincus. »

L'action des organisations trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale en porte témoignage.

Partout — quels que soient les problèmes politiques —, elles restèrent fidèles à l'internationalisme prolétarien. C'est ainsi que Marcel Hic, dirigeant du PCI (section française de la IVe Internationale), devait tomber sous les coups de la répression nazie, avant tout comme animateur d'une action de fraternisation en direction des soldats allemands, ouvriers sous l'uniforme.

La IVe Internationale et ses tâches

Nombre de ceux qui aujourd'hui veulent bien reconnaître la place de Trotsky veulent occulter ce que Léon Trotsky lui-même définissait comme son œuvre la plus importante : le combat pour la construction de la IVe Internationale, de nouveaux partis révolutionnaires dans chaque pays.

Il écrivait en 1935 : *« Et pourtant je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc. »*

A ces phrases extraites du journal tenu par Léon Trotsky lors de son exil en France fait écho le manifeste de la IVe Internationale de mai 1940, l'un des derniers documents théoriques élaborés par Léon Trotsky, dont l'actualité reste non seulement entière, mais prend toute sa dimension en liaison avec les immenses bouleversements en cours sur toute la planète.

Certes, comme l'explique Trotsky, les *« rythmes et les délais »* sont d'une grande importance. La perpétuation de la domination mondiale de l'impérialisme pourrissant, le maintien — qui, en dernière analyse, en est dépendant — du pouvoir de la bureaucratie usurpatrice en URSS et dans les autres pays où le capital a été exproprié se sont accompagnés de développements contradictoires sur le terrain même de la construction d'une nouvelle Internationale et de ses partis.

La IVe Internationale, telle qu'elle avait été fondée par Léon Trotsky et reconstituée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, a été disloquée par le révisionnisme, expression dans ses rangs mêmes des forces ennemies de l'émancipation des travailleurs. La tâche de construction d'une nouvelle Internationale se pose précisément en termes de reconstruction de la IVe Internationale comme une organisation mondiale centralisée sur la base du programme de fondation de celle-ci, élaboré par Léon Trotsky.

Mais ce programme n'a pas seulement reçu, au travers de la crise irréversible du système impérialiste, et de la crise, qui lui est liée, du stalinisme, une confirmation des faits, une confirmation objective.

Il est aussi confirmé par l'action même des masses en lutte pour leur libération. La révolution politique n'est plus seulement un pronostic scientifique, déduit de l'analyse de la bureaucratie, elle est une *« idée qui s'est emparée des masses »* présente dans l'action de millions d'hommes, en particulier dans l'indomptable résistance des travailleurs et du peuple de Pologne.

Et le mouvement réel des masses contre la bureaucratie usurpatrice, leurs mots d'ordre rejoignent le programme de la révolution politique que définissait Trotsky.

La théorie de la révolution permanente n'est pas que l'expression concentrée de la dynamique même de la révolution prolétarienne à l'époque de l'impérialisme, elle est le guide nécessaire pour l'action des combats émancipateurs des peuples, comme des travailleurs des grands pays industriels en butte aux plans du capital.

Dans le cours des événements complexes qui forment la trame de la situation mondiale, se dessine une ligne de forces : le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière tend à se recomposer sur un nouvel axe. C'est là le terrain même de la construction de partis révolutionnaires et de la reconstruction de la IVe Internationale.

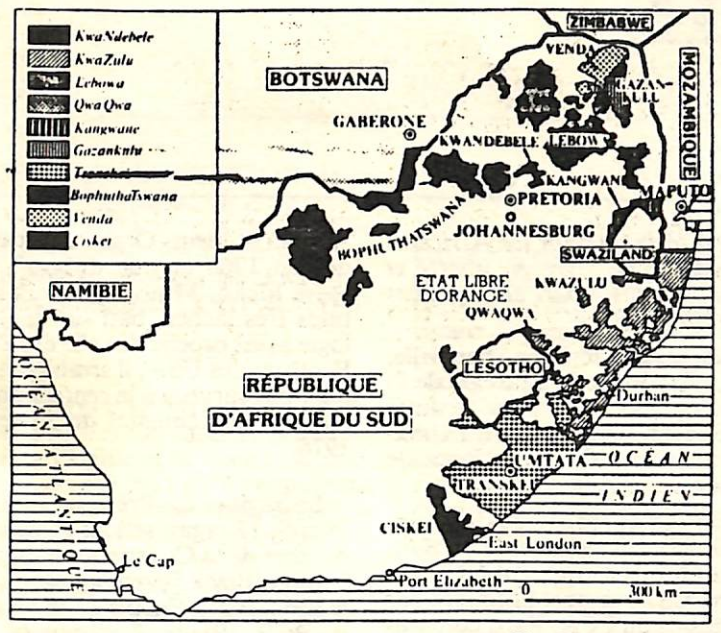
F. Forgue

« Le monde capitaliste n'a plus d'issue, à moins qu'on ne considère comme telle l'agonie prolongée avant la mort. Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies, de guerre, de soulèvements, de brefs intervalles de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. L'histoire lui fournira assez d'occasions et de possibilités de s'éprouver, d'accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde s'uniront, plus l'époque des convulsions sanglantes se raccourcira, moins notre planète subira de destructions. Mais le grand problème historique ne sera pas résolu, en tout cas, avant qu'un parti révolutionnaire ne se soit mis à la tête du prolétariat. La question des rythmes et des intervalles de temps est d'une énorme importance. Mais elle ne change ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire d'accomplir avec une énergie décuplée la tâche d'éducation et d'organisation de l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément en quoi réside la tâche de la IVe Internationale. » (Extrait du Manifeste de la conférence d'alarme de la IVe Internationale, mai 1940).

(1) ***L'assassinat de Léon Trotsky***, **Editions Complexe.**

AFP : (page 1, page 3, page 4, page 5, page 7).
AP : (page 14 et page II).
Sygma : Franken (page 10), Atlan (page 13), Agence (page 16), Campbell (page III), Barell (page IV).
Roger-Viollet : (page 8).
Semana : (page 12).

Les dossiers de Tribune



(D'après Newsweek, 21 mars 1983.)

LES DIX « HOMELANDS », DONT QUATRE ONT DÉJÀ REÇU LEUR « INDÉPENDANCE » : TRANSKEI (1976), BOPHUTATSWANA (1977), VENDA (1979) ET CISKEI (1981)

L'AFRIQUE DU SUD

• Superficie : 1 221 037 km², dont 87 % alloués aux Blancs et 13 % aux Noirs. Métis et Indiens résident en zone blanche, principalement dans les grands centres urbains.

• Population : 30 130 000 habitants en 1981. Le régime raciste de Prétoria partage la population en différents groupes raciaux :

- **Blancs : 4,5 millions (15 %)**
- **Noirs : 21 millions (73,5 %, dont plus de 6 millions vivent et travaillent dans les zones minières ou urbaines, dans les townships comme Soweto — plus d'un million d'habitants — ou Alexandra).**
- **Métis : 2,6 millions**
- **Indiens : 0,8 millions**

Dossier préparé par des militants de la commission africaine du PCI sous la responsabilité du camarade R. Farid.

« Simon Mogderane, 23 ans, Jerry Mosololi, 25 ans, Marcus Motaung, 28 ans, ont été pendus à l'aube du jeudi 9 juin à la prison centrale de Prétoria. Les corps de ces trois jeunes militants de l'ANC (African National Congress) n'ont pas été rendus à leurs familles. Le pouvoir blanc n'a pas voulu entendre les très nombreuses voix qui, du monde entier, se sont élevées contre ces pendaisons. Il a lâché ses chiens et sa police anti-émeute contre la jeunesse noire qui manifestait sa colère le 9 juin. »

Cette citation tirée de l'introduction d'un article de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 22 juin donne toute la dimension du drame que vivent quotidiennement 21 millions de Noirs dans leur propre pays, l'Afrique du Sud.

Par cet assassinat, entouré d'une grande publicité, le régime de Prétoria, fondé sur la discrimination raciale, entendait faire la démonstration de sa détermination à maintenir par les moyens les plus barbares le régime de l'apartheid, négation des droits les plus élémentaires de la population noire, y compris ses droits nationaux.

Rappelons que ces pendaisons ont eu lieu deux semaines après que l'ANC s'en soit pris à des installations militaires du régime de Prétoria. Mais, au-delà, celui-ci adressait une mise en garde à ses alliés et protecteurs impérialistes sur l'impossibilité d'assurer le maintien de l'ordre impérialiste en Afrique du Sud même, et, à travers elle, dans la région australe du continent, autrement que par une répression féroce exercée contre plus de 21 millions de Noirs.

FONDE sur la discrimination raciale et considérablement renforcé depuis l'accession au pouvoir, en 1948, du Parti « nationaliste » afrikaaner, le régime de l'apartheid assure à l'impérialisme la mainmise sur les gigantesques ressources économiques du pays. En même temps, il maintient dans l'arriération la plus totale plus de vingt millions de Noirs sans aucun droit, exploités de la manière la plus barbare.

En 1970, par exemple, la Bantu Homeland Citizen Ship, renforçant les lois sur les Réserves de 1913-1936, « dépossède » les Noirs de la citoyenneté sud-africaine et les rattache obligatoirement à l'un des neuf homelands constitués de 276 morceaux disséminés à travers le pays.

« Les Noirs n'ont aucun droit si ce n'est de travailler pour les Blancs »

Aux termes de cette loi, 250 000 Noirs sont expulsés chaque année des zones blanches et « réinstallés » de force dans ces « homelands » arides et sans agriculture, sans écoles ni dispensaires, ni travail. Ces homelands, appelés à être « indépendants » comme le Transkeï en 1976, représentent 13 % de la superficie du pays « allouée » aux Noirs (73,5 % de la population), contre 87 % aux Blancs.

Grâce à la combinaison de cette loi et de celle sur les « Pass » (laissez-passer) — un document d'une centaine de pages que tout Noir résidant en zone blanche doit porter sur lui en permanence pour être en mesure de décliner à tout moment son identité, son groupe racial, son homeland, son permis de travail, son adresse, celle de son employeur, ses horaires de travail, ses quittances d'impôts, son casier judiciaire, etc. —, le capitalisme sud-africain dispose d'une réserve de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci.

Si l'on ajoute à cela qu'une loi interdit aux Noirs l'accession aux postes qualifiés, ainsi que le droit de constituer ou de diriger des syndicats (légaux), le fait que le salaire d'un travailleur noir est de 5 à 6 fois inférieur à celui de l'ouvrier blanc le moins qualifié, ainsi qu'une myriade d'autres dispositions restrictives, on mesure la portée exacte de cette déclaration du Dr Verweord, Premier ministre de 1960 à 1976 : *« Les Noirs dans ce pays n'ont aucun droit, sinon de travailler pour nous, les Blancs. »*

Sur cette base, ressources minières gigantesques, main-d'œuvre à bas prix, l'Afrique du Sud s'est constitué, avec l'apport massif de capitaux et de technologie impérialistes, une puissante économie aux ramifications multiples, touchant tous les pays de la région.

Ainsi, en 1979, les investissements américains étaient évalués à 2,4 milliards de dollars. On dénombrait dans la même année 540 firmes américaines contrôlant 44 % de la distribution des produits pétroliers (Mobil, Caltex, Exxon), 70 % des ordinateurs (IBM), une part importante de la pétrochimie, des télécommunications et autres secteurs stratégiques. L'impérialisme français, pourtant placé en 5e position, loin derrière les USA, la Grande-Bretagne, la RFA et le Japon, contrôle près de 80 sociétés en Afrique du Sud et est présent dans tous les secteurs d'activité économique : pétrole (Total), construction électrique (CGE, Alsthom, Fulmen Africa), électronique (Schneider, Thomson CSF, CIT Alcatel), travaux publics (SPIE-Batignolles, Merlin-Gérin, etc.), chimie et sidérurgie (Creusot-Loire, Air Liquide, Péchiney-Ugine-Kuhlman, Rhône-Poulenc). Il existe des usines de montage Peugeot et Renault pour l'automobile.

Un bastion de l'impérialisme

En 1980, on dénombrait plus de 40 Etats africains ayant des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Sans parler de la Namibie dont l'économie est une simple projection de l'économie sud-africaine, des pays comme le Lesotho, le Bostwana et le Swaziland sont membres de la même Union douanière que l'Afrique du Sud. Le Zimbabwé, le Malawi, la Zambie lui sont soumis par de multiples liens, de même que le Zaïre et le Kenya sont largement tributaires de l'économie sud-africaine.

On se fait ainsi une idée des profits gigantesques réalisés sur le dos des masses africaines, dégageant les bases pour maintenir la minorité blanche dans une situation hautement privilégiée vis-à-vis de la majorité noire et dans une haine farouche de celle-ci. Tout le système fonctionnant au compte de l'impérialisme et du maintien de sa domination dans cette partie du monde.

C'est ainsi que l'impérialisme international, pour ses besoins, arme puissamment le régime raciste de Prétoria. L'administration Reagan par exemple, sans sourciller, développe une politique active baptisée « d'engagement constructif » de soutien aux « réformes » de l'apartheid.

Réformes dont les limites sont données par le Premier ministre Botha lui-même, lorsqu'il déclare en 1979 : *« Il y a dans la vie des choses plus importantes à faire que de regarder la couleur de la peau d'un homme. Nous acceptons que les Noirs entrent dans nos cuisines pour y préparer nos repas, mais quand un Noir vient près de nous à la poste, nous lui disons : "Fous le camp !". Qu'est-ce que c'est que cette idiotie ? »*, ajoutant aussitôt que tant qu'il serait en vie, les Noirs n'auraient pas le droit de vote en Afrique du Sud.

Ces déclarations devaient ruiner les spéculations de la grande presse sur les velléités de réforme du système de l'apartheid. Certains, plus lucides d'ailleurs, comme le *Times*, notent avec angoisse : *« Il est important de distinguer entre les intentions du Premier ministre et le potentiel involontaire des changements constitutionnels... L'apartheid est une construction tellement logique que si un pan de celle-ci s'écroule, il est douteux que le centre tienne. »*

Contre cette construction monstrueuse, négation des droits les plus élémentaires de la majorité noire, en premier lieu de ses droits nationaux, le mouvement des masses africaines est venu se heurter violemment.

En 1960, à Sharpville, à l'appel des organisations nationalistes noires, principalement du Pan African Congress, issu de l'ANC, des centaines de milliers de Noirs se lancent dans un mouvement de défi au port du « pass ». Au moment de la dispersion de la manifestation pacifique d'une foule immense, la police ouvre le feu. 65 morts, 178 blessés seront relevés de source officielle. La répression qui se poursuit les jours suivants fera en plus une centaine de morts et 500 blessés. L'ANC et le PAC sont dissous et interdits, leurs dirigeants emprisonnés à vie.

Soweto

En 1976, à Soweto, le township de Prétoria où se trouvent concentrés plus d'un million et demi de Noirs, les masses, en première ligne desquelles se trouvent les jeunes et les étudiants, bientôt suivis par le prolétariat de ces grandes concentrations urbaines, manifestent leur opposition à la tentative d'imposer la langue afrikaan dans les écoles noires à la place de l'anglais et contre « l'indépendance » du Transkeï, consacrant le début de la réalisation du projet du gouvernement de retrait de la nationalité sud-africaine aux 21 millions de Noirs en vertu du Bantu Homeland Citizen ship.

La police anti-émeute intervient brutalement. Le mouvement s'étend dans la plupart des townships du pays. Selon le *Rand Daily Mail* du 16 juin, l'intervention de la police fait plus de 1 500 morts entre juin et décembre. Par sa puissance, le mouvement de 1976 amenait le régime à opérer un recul. Le projet pour imposer l'afrikaaner sera retiré.

Nul doute qu'il se prépare d'autres assauts aussi puissants contre le régime de l'apartheid.

C'est en relation avec cette situation qu'il faut comprendre le dialogue entamé par Prétoria et le MPLA qui gouverne en Angola depuis 1975, les pays dits de la ligne de front (Angola, Mozambique, Zambie, Zimbabwé, Botswana), et, au-delà, l'impérialisme, les bureaucraties du Kremlin et de Cuba, sur l'avenir de la Namibie.

Il s'agit, avec les puissances impérialistes dites du groupe de contact (USA, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique), de rechercher les conditions du maintien de la domination impérialiste sur la région, assurant une indépendance formelle de la Namibie, occupée illégalement depuis 1960 en vertu du mandat de la Société des Nations, puis de l'ONU.

Aujourd'hui, la Namibie, sur les plans politique, économique et administratif, est organiquement intégrée à l'Afrique du Sud. Une indépendance véritable de celle-ci aurait des répercussions intolérables pour la stabilité du régime raciste de Prétoria.

Ce qui est en jeu

Rappelons que les massacres de Sharpville consécutifs au vaste mouvement des masses noires contre le système des « pass » s'intégraient dans la marche à l'indépendance des peuples d'Afrique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

En 1976, les émeutes de Soweto, d'Alexandra et dans la plupart des townships noirs ont succédé à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique contre la domination coloniale portugaise. Et depuis 1980, après l'effondrement du régime raciste de Ian Smith au Zimbabwé, le mouvement des masses a pris un essor extraordinaire en Afrique du Sud et en Namibie.

C'est à la dimension de cet enjeu, un effondrement du régime raciste sud-africain aux conséquences incalculables sur tout le continent, qu'il faut situer les événements qui se déroulent aujourd'hui dans ce pays, et la détermination des deux camps en présence : le régime raciste sud-africain, dernier carré de la présence coloniale directe sur le continent, et le mouvement des masses opprimées, principalement noires, nourri par les développements continentaux et mondiaux dans leur marche à l'indépendance nationale. « Amandla », qui veut dire liberté, est le mot d'ordre le plus scandé dans toutes les manifestations contre le pouvoir blanc.

Nul doute que cette liberté pour 21 millions de Noirs mais aussi pour les métis et les Indiens ne pourra se réaliser sans le démantèlement complet du système de l'apartheid, l'installation d'un gouvernement de la majorité noire, réalisant sous une certaine forme l'indépendance de l'Azanie (appellation de l'Afrique du Sud par le mouvement nationaliste noir) de la domination de l'impérialisme.

II. Les partis
. Les syndicats

Les syndicats

Dans le système de l'apartheid, la loi ne reconnaît pas aux travailleurs noirs le droit de se syndiquer. Elle leur refuse même le statut « d'employés ». Les militants syndicalistes noirs sont durement pourchassés et réprimés au titre de multiples dispositions « légales ».

Les seuls syndicats ayant une existence légale sont les syndicats « enregistrés » auprès du ministère du Travail, regroupant travailleurs blancs, métis ou indiens, en organisations dites « racialement pures » ou « mixtes ». Dans tous les cas, l'ensemble des adhérents sont obligatoirement représentés par des délégués blancs auprès des employeurs ou de la commission des conventions collectives.

La procédure d'enregistrement implique la renonciation par un engagement écrit à *« ne pas troubler la paix et l'harmonie dans les rapports de travail et à ne pas menacer l'intérêt national »*. Elle donne droit au ministère d'intervenir à tout moment pour contrôler les statuts, les finances, les listes nominatives d'anciens et de nouveaux adhérents, l'élection des responsables.

Ce cadre est violemment combattu par les travailleurs africains, les militants syndicalistes noirs, en relation avec leurs misérables conditions de vie, notamment à partir des grandes grèves de Durban en 1973.

C'est ainsi qu'en 1976, comme produit du vaste mouvement des travailleurs et de la jeunesse noire (émeutes de Soweto et des townships, grèves des travailleurs africains), le gouvernement raciste de Prétoria, en même temps qu'il renonçait à son projet d'imposer la langue afrikaner dans les écoles noires, reculait sur le front social en accordant des augmentations de salaires et esquissait une manœuvre en autorisant les syndicats noirs à demander l'enregistrement.

Les syndicats restent interdits dans les secteurs où les travailleurs noirs constituent l'immense majorité des salariés : l'agriculture, les services domestiques, les mines.

Dans le même temps, le gouvernement « conseille » aux entreprises la « discussion » avec les syndicats africains enregistrés ou non, au niveau des entreprises.

C'est dans ce cadre et celui du regain de combativité du prolétariat noir (en 1980, par exemple, on a enregistré plus de 200 grèves avec plus de 175 000 heures de travail « perdues » et de multiples conflits du travail) que s'affermit et se développe une restauration du mouvement syndical noir en Afrique du Sud.

Dans ces conditions, l'attitude face à la procédure de « l'enregistrement » devient une question cruciale pour le mouvement ouvrier et syndical noir.

A plusieurs reprises, en 1981 et en avril 1982, se sont tenues des conférences en vue de la réunification du mouvement syndical noir. La FOSATU (Federation of South African Trade Union), principalement implantée dans la métallurgie et l'industrie automobile, semble être irréductiblement opposée à la procédure de l'enregistrement.

La dernière conférence qui s'est tenue en avril 1982 au Cap réunissait outre la FOSATU, la Food and Canning Workers Union, l'African Food and Canning Union, la South African Allied Workers Union, la Cape Municipal Workers Union.

C'est dans ces conditions que d'après *Le Monde diplomatique* du 14 août 1982 : *« Le 5 février, les autorités annonçaient la mort en prison du docteur Neil Aggett, secrétaire régional pour le Transvaal du syndicat des travailleurs africains des conserveries (AFCWU). Décédé après avoir subi d'atroces tortures, il est le premier syndicaliste blanc à mourir entre les mains de la police de Sécurité (quarante-six Noirs sont morts dans les mêmes conditions depuis 1963).*

La disparition de Neil Aggett n'est ni un hasard, ni une bavure : lorsqu'il fut arrêté, il préparait activement une seconde conférence intersyndicale qui allait précisément avoir lieu en avril 1982, dans le Transvaal.

En sa personne, c'est l'ensemble du nouveau syndicalisme qui est visé, dans son aspect le plus dangereux pour le pouvoir blanc minoritaire : la marche vers l'unité. »

Les partis

L'ANC (African National Congress)

Fondé en janvier 1912, en opposition au Native Land Act voté un an plus tard, le South African Native Congress donnera en 1923 l'ANC (Congrès national africain). Il sera dissous et interdit en 1960, de même que le Pan African Congress après les massacres de Sharpville.

Son président, Nelson Mandela, banni et emprisonné à vie dans l'île de Robben Island, dira à son procès en 1964 : *« Pendant 37 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1949, le Congrès national africain lutta en respectant scrupuleusement la légalité (...). On croyait alors que les griefs des Africains pourraient être pris en considération au terme de discussions pacifiques et que l'on s'acheminait lentement vers une pleine reconnaissance des droits de la nation africaine. »* Il ajoutait : *« Le credo idéologique de l'African National Congress est et a toujours été celui du nationalisme africain. Non pas toutefois le nationalisme qui a pour devise "Les Blancs à la mer !", mais celui qui réclame pour les Africains la possibilité de vivre en liberté et comme citoyens à part entière dans leur propre pays. »*

Après les massacres de Sharpville, l'ANC abandonne la stratégie de la non-violence et opte pour la lutte armée. Sa branche armée est l'Umkhonto ure Sizwe (le fer de lance de la nation).

Organisation historique du nationalisme africain en Afrique du Sud, il semblerait que l'ANC est aujourd'hui largement influencé par le stalinisme du PCA, Parti communiste sud-africain, fondé en 1920.

Le Pan African Congress

Le Pan African Congress, PAC, est proclamé en 1959 par d'anciens militants de la Ligue des jeunes (Youth League) de l'ANC. Il rejette toute alliance avec les non-Africains et met l'accent sur le mot d'ordre « l'Afrique aux Africains ». C'est lui qui est à l'origine du mot d'ordre de boycott des « pass » en 1960.

Le Mouvement de la « Conscience noire »

Il s'est développé dans les années 1970, autour de la SASO (South African Students Organisations) fondée en 1968 et que dirigeait alors Steve Bicko. Mouvement aux structures très lâches, bâti sur une idéologie assez proche de celle des Blacks Panthers des USA, il semblerait qu'il n'ait pas survécu à la répression consécutive aux émeutes de Soweto en 1976.

Le régime de Prétoria a en effet interdit 17 organisations membres ou proches de la Conscience noire, dont le BPA (Black Parent's Association), le BPC (Black People's Convention), le BCP (Black Community Programm), le BWF (Black Women Federation), la BYO (Black Youth Organisation), la ECYO (Eastern Cape Youth Organisation), la TYO (Transvaal Youth Organisation), la NYO (Natal Youth Organisation), le SASM (South Africain Students Movement), la SASO (South African Students Organisation), la SSRC (Soweto Students Representative Council), l'UBJ (Union of Black Journalists).

49 dirigeants ont été condamnés ou bannis et deux journaux (*World* et *Week-end World*) suspendus. Steve Bicko, « père » de la Conscience noire, fut assassiné en prison.

Manifestation de 10 000 lycéens noirs en 1976 à Soweto contre la tentative d'imposer la langue afrikaan — à la place de l'anglais — dans les écoles noires.

La vie d'une famille noire dans un township : Soweto...

« Sarah Tutaita vit avec sa famille — trois autres adultes et cinq enfants — dans un camion sur une décharge de Soweto. Sarah, qui gagne l'argent de la famille, se fait 20 dollars par semaine en lavant du linge. Pour l'eau, la famille partage un robinet avec 130 autres habitants de la décharge. La nuit, elle affronte la terreur : un groupe de « tsotsis », de jeunes voyous noirs de moins de 20 ans qui vivent dans un autobus abandonné, rôdent à travers la décharge, harcèlent, frappent et volent leurs voisins démunis.

La famille n'a aucun moyen de s'échapper : elle n'a nulle part où aller. Il n'y a pas de maisons ou d'appartements propriétés du gouvernement disponibles, seuls logements autorisés pour les Noirs en Afrique du Sud. Beaucoup de Noirs construisent des cabanes. Mais le gouvernement envoie des bulldozers pour les détruire. Après quoi les autorités font payer la démolition aux sans-abri (...).

Le logement n'est pas le seul problème auquel les citadins noirs sont confrontés. Leurs possibilités d'éducation font défaut. Le gouvernement dépense onze fois plus d'argent pour les écoles des Blancs que pour celles des Noirs (...).

Les Noirs paient plus d'impôts que les Blancs. Ils doivent utiliser un formulaire d'impôts différent et n'ont pas le droit de remplir une déclaration conjointe quand ils sont mariés, ni de déduire quoi que ce soit pour leurs enfants et leurs primes d'assurance. Une famille blanche avec deux enfants qui gagne 48 000 dollars par an ne paie pas d'impôts ; une famille noire dans la même situation paie 130 dollars. »

...et dans un « homeland »

« Winterveld est situé sur une grande plaine poussiéreuse pleine de huttes de terre battue, de baraques en tôle ondulée, en carton, en boîtes de bière aplaties — n'importe quoi qui puisse servir à faire un abri. Il n'y a pas d'électricité et une seule route est pavée. Ce bidonville n'a pas d'école publique, n'offre que très peu d'emplois et de nourriture et le taux de maladies y est très élevé.

Winterveld est un camp de réinstallation, l'un des pires en Afrique du Sud. Près du tiers de 17 millions de Noirs envoyés de force dans les 10 homelands du pays vivent dans des camps semblables à celui de Winterveld (...).

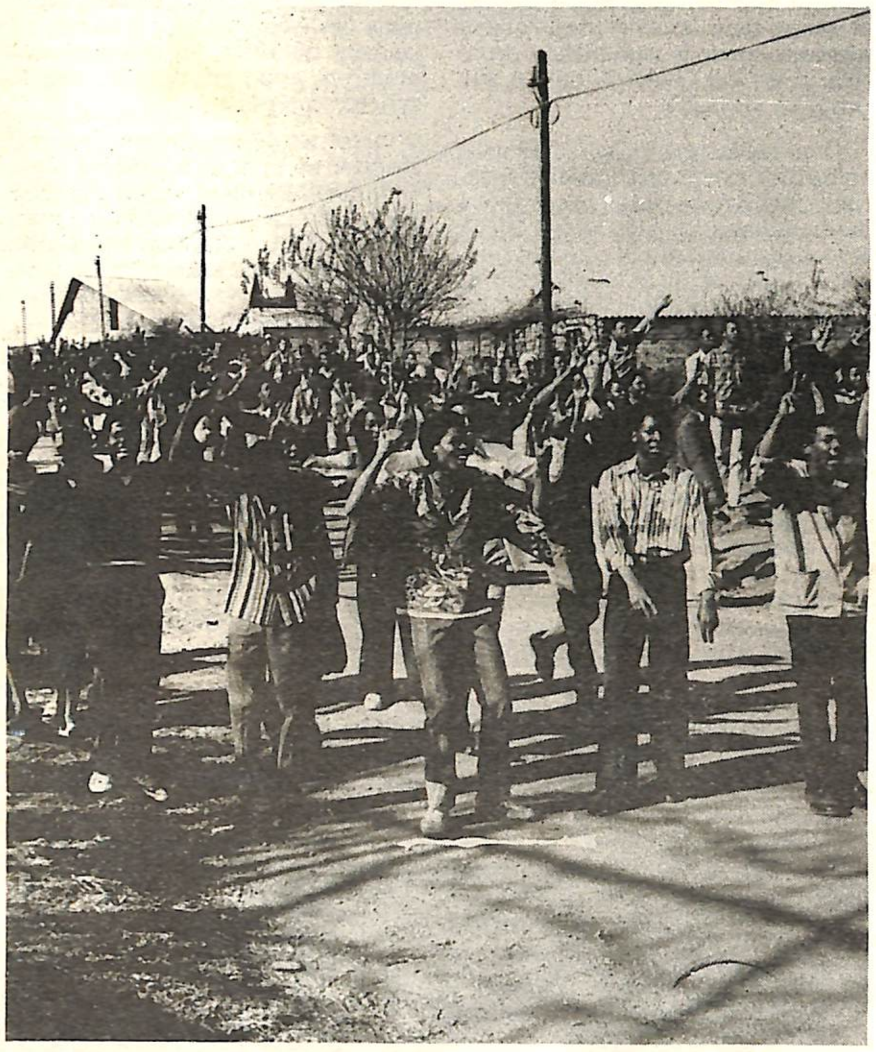
Bien que l'Afrique du Sud jouisse de l'auto-suffisance alimentaire, les Noirs des homelands sont sous-alimentés, surtout les enfants. L'agriculture est déficiente, le sol est épuisé et les terres soumises à un excès de paturages. Et il n'y a pas là de quoi surprendre. En créant les homelands, les Blancs ont gardé pour eux les meilleures terres — 85 % de l'Afrique du Sud. Les Noirs ont ce qui restait (...).

Les maladies règnent dans les homelands. Il y a peu de soins médicaux et la malnutrition affaiblit la résistance à la maladie. Le taux de mortalité y est probablement l'un des plus élevés d'Afrique et environ la moitié des morts sont des enfants de moins de cinq ans. » (extraits d'un article paru dans le journal *Africa* (mai 1983), des journalistes J. Treen et H. Jensen de *Newsweek*).

III. L'apartheid

L'ORGANISATION de la répression en Afrique du Sud n'est pas récente. Elle a pris des formes variées depuis l'occupation coloniale par les Hollandais et les Britanniques (XVII^{e} et XVIII^{e} siècles).

Les Boers d'abord (colons hollandais de confession calviniste) ont, au nom de l'Eglise et de la morale chrétienne, écrasé ceux qu'ils appelaient alors *« les chiens noirs puants »* pour les obliger à travailler dans les champs. Ils furent ensuite rejoints par les huguenots qui implantèrent la culture de la vigne dans cette région du monde.



Manifestation à Soweto en juin 1980, quatre ans après les journées où la police et l'armée sud-africaines firent des centaines de victimes parmi la population noire.

Le colonialisme britannique se manifeste sous une forme bien différente, l'Angleterre étant à ce moment-là la première puissance économique. L'esclavage fut alors aboli partiellement, malgré la résistance armée des colons hollandais (c'est la guerre des Boers, 1890-1902) et avec l'appui de secteurs importants de la population noire.

Mais, le vrai visage de l'impérialisme britannique ne tarda pas à se montrer avec la découverte des gigantesques mines d'or et de diamants vers 1870. Avec l'appui inconditionnel de Londres, les dernières organisations des Noirs furent désarmées pour pouvoir transformer le peuple noir en une masse ouvrière taillable et corvéable à merci.

L'arsenal de la répression n'a cessé de s'amplifier et de se perfectionner, démontrant la continuité de la résistance de la classe ouvrière et des masses opprimées noires.

De ce point de vue, l'année 1948 sera une date décisive avec l'arrivée au pouvoir du Parti « nationaliste » Afrikaaner. Après la défaite des Boers face à l'impérialisme britannique, ceux-ci s'étaient réorganisés dans le mouvement pour la réhabilitation de la nation afrikaaner entre 1925-1930. C'est ainsi qu'en 1948, le parti « nationaliste » afrikaaner est arrivé au pouvoir au terme d'élections auxquelles participait la seule population blanche. L'un des principaux dirigeants définit ainsi la doctrine du parti nationaliste : *« Nous avons pour doctrine le national-christianisme qui est un allié du nazisme. On peut appeler le principe anti-démocratique une dictature, si l'on veut. En Italie, cela s'appelle le fascisme, en Allemagne le national-socialisme et en Afrique du Sud le national-christianisme. »* (J.-B. Verster, en 1942. Premier ministre de 1966 à 1978, puis président de la République depuis 1979).

L'apartheid va être institutionnalisée, inscrite dans la Constitution, la répression légalisée prend des proportions inimaginables.

L'arsenal de la répression

Pour *« protéger la sécurité de l'Etat et le maintien de l'ordre »*, plus de 70 lois dites « lois de sécurité » ont été publiées depuis 1950. Nous en citons quelques-unes :

A. Lois de terreur contre les populations noires :

— Le « Suppression of Communism Act » n° 44 de 1950, loi sur la suppression du communisme, donne à la police toute latitude pour réprimer toute contestation de l'apartheid en l'assimilant à une activité poursuivant des objectifs communistes.

— Le « Public Sayefy Act » n° 3 de 1953 autorise le gouvernement à déclarer l'état d'urgence à tout moment et à agir par décrets.

— Le « Criminal Amendement Act » n° 8 de 1953 réprime toute opposition politique — notamment la liberté de la presse — visant à modifier la politique du gouvernement.

— Le « Criminal Procedure Act » n° 56 de 1955, modifié en 1965, autorise la détention pendant 180 jours sans jugement de toute personne soupçonnée *« d'être en possession d'informations utiles à l'Etat »*, aucun tribunal ne pouvant intervenir en sa faveur. En mai 1978, un amendement fut introduit permettant de détenir jusqu'à la conclusion du procès les témoins désignés dans les procès de « terrorisme ».

— Le « Riotous Assembly Act » n° 17 de 1956 autorise de sévères restrictions à la liberté de réunion.

— L'« Unlawful Organisations Act » n° 34 de 1960 habilite le chef de l'Etat à déclarer des organisations illégales et à les dissoudre.

— Les décrets d'urgence 400 et 413 de novembre et du 14 décembre 1960 permettent au gouvernement de proscrire tout rassemblement public, et de déplacer d'un endroit à l'autre du pays tout Noir avec sa famille et ses biens.

— Le « Publications and Entertainment Act » n° 26 de 1963 assimile à une infraction pénale la liberté de presse lorsqu'un journal critique l'apartheid comme injustice.

— Le « Terrorism Act » n° 83 de 1967 crée l'infraction de « terrorisme », autorise la détention, le « banissement » sans aucun recours possible de quiconque *« poursuit les buts du communisme »* ou *« met en danger la sécurité de l'Etat »*.

— L'« Internal Security Act » de 1976 vise toute organisation, publication ou personne dont le président de la République ou le ministre de la Justice *« pensent qu'elles mettent en danger la sécurité de l'Etat ou le maintien de l'ordre public »*.

— Le « Banissement ». C'est une assignation à résidence, directement notifiée à l'intéressé sans que le ministère de la Justice soit tenu de motiver sa décision, ni de prouver le bien-fondé de l'accusation. Aucun recours n'est possible devant une telle mesure qui peut être renouvelée indéfiniment au terme de 5 ans.

La personne faisant l'objet d'un banissement est tenue de rester dans une région éloignée, de s'abstenir de participer à des réunions politiques ou autres de plus de deux personnes et doit se présenter à la police une ou deux fois par jour. Il est interdit à quiconque de prononcer le nom d'une personne frappée d'une telle mesure, de publier ses écrits ou de la citer.

Il est inutile de dire que l'ensemble de ces dispositions sont essentiellement dirigées contre les Noirs.

B. Des parias économiques et sociaux :

• Le Bantu Labour Regulation Act de 1911 oblige les travailleurs noirs à accepter un emploi sous peine de poursuites pénales.

• Le Mines and Work Amendment Act (Colour Bar Act) de 1927 réserve les emplois qualifiés aux Blancs et interdit la délivrance de certificats d'aptitude aux Noirs et aux Asiatiques.

• L'Apprenticeship Act n° 37 de 1944 refuse aux Noirs la possibilité de recevoir une formation.

• Le Bantu Consolidation Act de 1945 habilite les inspecteurs du travail à délivrer et révoquer les permis de travail aux Africains.

• Le Bantu Labour Act de 1953 interdit aux Africains de faire grève et de se syndiquer.

• L'Industrial Conciliation Act de 1956 interdit les syndicats ouvriers mixtes.

C. Etrangers dans leur propre pays :

• Le Native Land Act de 1913 partage l'Afrique du Sud en deux : 7,3 % du territoire, portés à 13 % en 1936 aux Africains, 87 % aux Blancs qui ont seuls le droit d'y posséder la terre.

• Le Groupe Areas Act n° 41 de 1950 astreint la population à résider en zones distinctes.

Aux termes de cette loi, les Noirs résidant en zone « blanche » hors de leur homeland sont parqués dans des « compunds », campements ou baraquements autour des villes où ils vivent le plus souvent en célibataires, habitent dans des « townships », banlieues lointaines autour des grandes concentrations urbaines. Soweto, township de Prétoria, compte plus d'un million et demi d'habitants. La population recensée dans les townships est évaluée à plus de 6 millions.

• Le Native Act n° 67 de 1952 ou loi sur les « pass » oblige les Africains à porter en permanence sur eux un « pass book », document d'une centaine de pages pour être en mesure de décliner à tout moment son identité, son groupe racial, son homeland, son permis de travail, son adresse, celle de son employeur, ses horaires de travail, ses quittances d'impôts, son casier judiciaire, et

• Le Bantu Law Amendment Act de 1964 prive les Africains de tous leurs droits dans les zones situées en dehors des bantoustans.

• Le Bantu Urban Act et le Bantu Administration Act organisent la déportation des familles noires vivant dans les townships, dans les bantoustans ou homeland réservés et alloués aux Noirs. Tous les Noirs vivant sont déchus de la nationalité sud-africaine. Ne doivent désormais vivre en « zone blanche » que les travailleurs productifs.

• Le Bantu Homeland Citizen Ships « dépossède » les Noirs de la citoyenneté sud-africaine et les rattache obligatoirement à l'un des homelands constitués de 276 morceaux disséminés à travers le pays appelés à être « indépendants ». Aux termes de cette loi, 250 000 Noirs sont expulsés chaque année des zones blanches et « réinstallés » de force dans ces homelands.

• L'Electoral Consolidation Act autorise les Blancs, seuls, à voter

Trotsky : sur l'Afrique du Sud

DANS la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution *sociale* en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial).

Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit la réaliser par ses *propres méthodes*.

L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la *lutte de classes. (...)*

Quand les thèses disent que le mot d'ordre de « république noire » est *aussi* nuisible (« equally harmful ») à la cause de la révolution que celui de « l'Afrique du Sud aux Blancs », nous ne pouvons être d'accord avec cette affirmation. De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme ; de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserves. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiteurs blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. Il est possible qu'*après la victoire* les Noirs tiennent pour inutile la création en Afrique du Sud d'un Etat noir particulier. Naturellement, nous le leur imposerons pas un séparatisme d'Etat. Mais qu'ils le reconnaissent librement, sur la base de leur expérience propre, pas sous les verges des oppresseurs blancs. Les révolutionnaires prolétariens ne doivent jamais oublier le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, y compris leur droit à la séparation complète, et le devoir du prolétariat de la nation qui opprime à défendre ce droit, y compris, s'il le faut, les armes à la main ! (...)

Le prolétariat du pays comprend des parias noirs arriérés et une caste privilégiée arrogante de Blancs. C'est là que réside la plus grande difficulté dans toute cette situation. Les secousses économiques de l'époque du capitalisme pourrissant, comme l'indiquent justement les thèses, doivent profondément ébranler les vieilles cloisons et faciliter le travail de rassemblement révolutionnaire. Le pire des crimes serait en tout cas pour les révolutionnaires de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme est perdu. A tout ouvrier blanc, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative : ou bien avec l'impérialisme britannique et avec la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud, ou bien avec les ouvriers et les paysans noirs contre les féodaux et esclavagistes blancs et leurs agents au sein de la classe ouvrière même. »

Extrait de « Le problème national et les tâches du parti prolétarien », mai 1935.

(Léon Trotsky - *Œuvres* - janvier/juin 1935).

IV. L'économie

De tous les pays du continent africain, la République sud-africaine est le seul pays à ne pas être classé dans le « tiers-monde ». La richesse de son sous-sol, le développement de son industrie en font un partenaire d'importance tant pour les autres pays africains vers lesquels elle exporte des produits manufacturés et des produits alimentaires que pour les pays industrialisés qu'elle fournit en minéraux et en matières premières et dont elle accueille les investissements sans cesse croissants.

L'Afrique du Sud est un géant économique parmi les pays africains : avec 6 % de la population du continent, elle distribue à elle seule 52 % de l'électricité de tout le continent, elle représente 40 % de la population industrielle, 50 % du trafic ferroviaire. Alors que par ses ressources et sa capacité industrielle, elle pourrait constituer un pôle de développement pour une grande partie de l'Afrique, elle est au contraire une pièce essentielle dans le dispositif impérialiste de pillage des autres pays africains.

LE point le plus marquant de l'économie de la République sud-africaine est, sans aucun doute, l'immense richesse de son sous-sol. En effet, elle est mondialement connue pour son or et ses diamants. Premier producteur mondial d'or et de diamants de joaillerie, elle est aussi troisième producteur mondial de diamants industriels.

Le groupe de Beers, fondé dès avant 1900, contrôle la totalité de l'extraction et la commercialisation du diamant tant dans le pays lui-même qu'au Botswana, en Namibie et au Lesotho, et occupe ainsi une position prépondérante sur le marché mondial du diamant.

La République sud-africaine est de plus productrice de minéraux dont l'importance dans l'industrie mondiale les fait qualifier de « minéraux stratégiques » : le platine, le vanadium, le manganèse, l'antimoine, le titanium, qui sont aujourd'hui essentiels dans les industries de pointe des pays développés.

D'autre part, son sous-sol abonde en minéraux plus « traditionnels », dont l'Afrique du Sud est exportatrice : zinc, cuivre, argent, plomb, etc. Enfin, elle dispose en quantités importantes de charbon et d'uranium.

Une industrie développée

Les ressources minières ne sont donc pas négligeables. Cependant, l'industrie manufacturière tend aujourd'hui à devenir la branche la plus importante de l'activité économique du pays. En effet, celle-ci représente près du quart du produit national brut et, alors que le nombre des travailleurs industriels était de 66 000 en 1912, ils sont maintenant 1 500 000.

La production industrielle de la République sud-africaine répond en quasi totalité à la demande intérieure du pays et est même dans certains secteurs en mesure d'exporter. Les industries les plus développées sont : l'industrie agro-alimentaire, les meubles, la métallurgie, le textile, le papier et les produits chimiques.

Le tableau ci-après donne un aperçu du développement de l'industrie manufacturière de l'Afrique du Sud et de son évolution :

	Total ind. manufacturières	Ind. métal.	Ind. chim.	Ind. alim.	Ind. textiles
Nbre d'entreprises					
1975	14 000	4 200	900	1 840	1 750
1978	15 500	5 100	1 050	2 250	1 820
Nbre de salariés					
1964	832 000	140 000	50 000	102 000	50 000
1975	1 308 000	450 000	79 000	198 000	205 000
1978	1 325 000	500 000	43 000	203 000	215 000

Un marché financier de premier plan

En liaison avec les premières découvertes d'or, la Bourse de Johannesburg a, dès sa fondation, été une place de premier ordre sur le marché financier international. Lors de la récente période, la crise pétrolière et la hausse de l'or en ont fait une des meilleures places boursières du monde.

Agriculture et pêche

L'Afrique du Sud n'est pas à proprement parler un pays agricole. En effet, du fait de son climat et de son relief, ses possibilités dans ce domaine sont restreintes. Cependant, un programme de mise en valeur des terres cultivables et de soutien financier aux agriculteurs blancs conduit par le gouvernement depuis 1930 a permis un développement non négligeable de l'agriculture. Aussi le pays est-il pratiquement autosuffisant dans ce secteur et est même exportateur de biens alimentaires vers les autres pays africains. Ses pricipales productions sont le maïs, le blé, le sucre et les agrumes.

- **PNB : 66 960 millions de dollars**
- **Inflation en 1981 : + 15 %**
- **Balance des paiements : - 2 199 millions de dollars**
- **Principales ressources minières (chiffres 1981) :**
  - **Charbon : 130 000 000 t.**
  - **Chrome : 1 380 000 tonnes**
  - **Cuivre : 201 000 tonnes**
  - **Manganèse : 1 950 000 t.**
  - **Etain : 2 800 tonnes**
  - **Minerai de fer : 34 700 000 t.**
  - **Plomb : 98 000 tonnes**
  - **Uranium : 6 700 tonnes**
  - **Or (1982) : 664 tonnes**
  - **Diamants : 9 526 000 carats**

L'élevage des bovins et des ovins suffit à la consommation intérieure de viande et de produits laitiers et permet à l'Afrique du Sud d'être le cinquième exportateur mondial de laine.

Principaux partenaires commerciaux

Exportations vers	Importations de
USA : 1 953 millions de $	USA : 2 952 millions de $
Japon : 1 575 millions de $	RFA : 2 707 millions de $
G-B : 1 314 millions de $	G-B : 2 500 millions de $
RFA : 963 millions de $	France : 1 050 millions de $
Suisse : 957 millions de $	
France : 638 millions de $	

Enfin, la pêche et son industrie connaissent un développement important, et dans ce domaine aussi le pays est exportateur.

Les relations économiques de la République sud-africaine avec les autres pays

Malgré les fréquentes proclamations des gouvernements de nombreux pays condamnant l'apartheid et prétendant ne pas entretenir de relations avec l'Afrique du Sud, on peut dire que le monde entier commerce avec elle et la totalité des pays industrialisés a non seulement des échanges avec elle mais y investit de plus en plus.

• Le commerce extérieur.

La richesse en minerais de l'Afrique du Sud en fait, nous l'avons vu, un partenaire de choix pour les pays industrialisés qui, en échange de leurs achats en matières premières, la fournissent en biens d'équipement et en produits finis. La Grande-Bretagne, qui a été longtemps son premier partenaire commercial, est maintenant au second rang derrière les Etats-Unis.

Les Etats-Unis lui achètent de l'or et des métaux stratégiques et la fournissent en équipements lourds et en produits finis sophistiqués pour l'équipement de ses industries.

La République fédérale allemande a, entre 1958 et 1978, multiplié par vingt la valeur de ses échanges commerciaux avec ce pays.

La France est, après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA et le Japon, le cinquième partenaire commercial de l'Afrique du Sud. En 1980, elle y a exporté pour 4 milliards de francs et lui a acheté pour 5 milliards de francs.

Les ventes de la France sont essentiellement liées à la réalisation de grands contrats d'infrastructure, telle notamment la réalisation de la centrale nucléaire de Koeberg. Ses achats consistent, hormis les produits agroalimentaires, principalement en uranium et en charbon.

Nous ne dresserons pas ici une liste exhaustive de tous les pays ayant des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, mais notons que figurent dans cette liste aussi bien la Chine que de nombreux pays de l'Est et près d'une quarantaine d'Etats africains, au premier rang desquels le Lesotho, le Bostwana, le Mozambique, le Zaïre et le Kenya.

• Les investissements étrangers.

Les conditions offertes aux investisseurs étrangers sont particulièrement favorables, et leur rentabilité, fondée notamment sur les salaires de misère versés à l'immense majorité des travailleurs noirs est telle que les investissements étrangers en Afrique du Sud connaissent une progression continue et ont plus que doublé entre 1975 et 1980.

Les principaux investisseurs sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA et le Japon et c'est par milliers que se comptent les entreprises étrangères qui y gèrent des intérêts importants. Par exemple, près d'une cinquantaine de sociétés françaises y ont des filiales et notamment dans les secteurs suivants : distribution des produits pétroliers, construction électrique et électronique, travaux publics, chimie et sidérurgie.

Une richesse fondée sur une exploitation forcenée

Ce tableau que nous avons dressé de la richesse du pays et de son développement serait bien sûr incomplet si on ne faisait pas mention du moteur essentiel qui est à son origine et qui y rend les taux de profit si attractifs pour le capitalisme mondial : les bas salaires payés aux ouvriers africains.

Dans les autres articles constituant ce dossier, il est question de l'apartheid, aussi nous contenterons nous de mentionner que les Noirs, Métis et Indiens représentent plus des quatre cinquièmes de la population et occupent moins d'un cinquième des postes de cadres.

Les salaires sont directement liés à la couleur de la peau et l'emploi est rigoureusement contrôlé par les bureaux de main-d'œuvre établis dans les homelands et par lesquels tous les Noirs doivent, pour trouver un emploi, passer obligatoirement. La rentabilité de tous les secteurs économiques, agriculture, mines, industrie, a comme fondement l'existence de cette main-d'œuvre non blanche sous-payée. Cependant, l'apartheid qui est à la base de la prospérité de la classe blanche accumule des éléments qui, à terme, ne peuvent qu'avoir des conséquences négatives, y compris dans le cadre du système capitaliste.

Outre les dépenses énormes qu'il entraîne au plan de la mise en place et du fonctionnement d'un gigantesque appareil administratif, judiciaire, policier et militaire chargé de le contrôler et de le gérer, il est, contradictoirement, un obstacle au développement économique.

En effet, du fait de la faiblesse des salaires, le marché intérieur n'offre pas suffisamment de débouchés à l'industrie nationale. Le très faible niveau d'enseignement dispensé à la population noire entraîne une pénurie permanente de main-d'œuvre qualifiée. Enfin, les diverses lois régissant les déplacements de la population noire dans le pays rendent quasiment nulle la mobilité de la main-d'œuvre.

C. G.

Une raffinerie d'or en Afrique du Sud.